Supplemento ordinario alla "Gazzetta Ufficiale,, n. 51 del 2 marzo 2007 - Serie generale

Spediz. abb. post. 45% - art. 2, comma 20/b
Legge 23-12-1996, n. 662 - Filiale di Roma

GAZZETTA UFFICIALE
DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA | **Roma - Giovedì, 2 marzo 2007** | SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI NON FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DELLA GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE LEGGI E DECRETI - VIA ARENULA 70 - 00186 ROMA
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI 10 - 00198 ROMA - CENTRALINO 06 85081

N. 54/L

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 12 gennaio 2007, n. **18.**

Regolamento di esecuzione delle decisioni adottate dal XXIII Congresso dell'Unione postale universale - UPU - recanti modifiche al settimo Protocollo addizionale della Costituzione dell'UPU, al Regolamento generale dell'Unione postale universale, alla Convenzione postale universale ed al Protocollo finale e all'Accordo relativo ai servizi di pagamento della posta, tenutosi a Bucarest il 5 ottobre 2004.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

SOMMARIO

LEGGI ED ALTRI ATTI NORMATIVI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 12 gennaio 2007, n. **18.**

Regolamento di esecuzione delle decisioni adottate dal XXIII Congresso dell'Unione postale universale - UPU - recanti modifiche al settimo Protocollo addizionale della Costituzione dell'UPU, al Regolamento generale dell'Unione postale universale, alla Convenzione postale universale ed al Protocollo finale e all'Accordo relativo ai servizi di pagamento della posta, tenutosi a Bucarest il 5 ottobre 2004.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'articolo 87 della Costituzione;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 27 dicembre 1965, n. 1717, recante esecuzione degli Atti adottati a Vienna il 10 luglio 1964 dal XV Congresso dell'Unione postale universale;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 2 agosto 2002, n. 216, con il quale è stata data esecuzione alle decisioni adottate dal XXII Congresso dell'Unione postale universale - UPU;

Visto l'articolo 17, commi 1, lettera *c)*, e 4, della legge 23 agosto 1988, n. 400, e successive modificazioni;

Udito il parere del Consiglio di Stato, espresso dalla sezione consultiva per gli atti normativi nell'adunanza del 27 marzo 2006;

Vista la deliberazione del Consiglio dei Ministri, adottata nella riunione del 12 dicembre 2006;

Sulla proposta del Ministro degli affari esteri e del Ministro delle comunicazioni;

EMANA

il seguente regolamento:

Art. 1.

1. Piena ed intera esecuzione è data alle decisioni adottate dal XXIII Congresso dell'Unione postale universale - UPU - recanti modifiche: al settimo Protocollo addizionale della Costituzione dell'UPU, al Regolamento generale dell'Unione postale universale, alla Convenzione postale universale, al Protocollo finale e all'Accordo relativo ai servizi di pagamento della posta, adottati a Bucarest il 5 ottobre 2004.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserito nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 12 gennaio 2007

NAPOLITANO

PRODI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

D'ALEMA, *Ministro degli affari esteri*

GENTILONI SILVERI, *Ministro delle comunicazioni*

Visto, *il Guardasigilli:* MASTELLA

Registrato alla Corte dei conti il 15 febbraio 2007
Ministeri istituzionali, registro n. 2, foglio n. 43

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

Septième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle

Table des matières

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

Septième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle

Les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres de l'Union postale universelle réunis en Congrès à Bucarest, vu l'article 30.2 de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont adopté, sous réserve de ratification, les modifications suivantes à ladite Constitution.

Article I
(Préambule modifié)

En vue de développer les communications entre les peuples par un fonctionnement efficace des services postaux et de contribuer à atteindre les buts élevés de la collaboration internationale dans les domaines culturel, social et économique, les Plénipotentiaires des Gouvernements des pays contractants ont adopté, sous réserve de ratification, la présente Constitution.

L'Union a pour vocation de stimuler le développement durable de services postaux universels de qualité, efficaces et accessibles, pour faciliter la communication entre habitants de la planète en:

- **garantissant la libre circulation des envois postaux sur un territoire postal unique composé de réseaux interconnectés;**
- **encourageant l'adoption de normes communes équitables et l'utilisation de la technologie;**
- **assurant la coopération et l'interaction entre les parties intéressées;**
- **favorisant une coopération technique efficace;**
- **veillant à la satisfaction des besoins évolutifs des clients.**

Article II
(Article 1bis ajouté)
Définitions

1. Aux fins des Actes de l'Union postale universelle, les termes ci-après sont définis comme suit:

1.1 Service postal: ensemble des prestations postales dont l'étendue est déterminée par les organes de l'Union. Les principales obligations s'attachant à ces prestations consistent à répondre à certains objectifs sociaux et économiques des Pays-membres, en assurant la collecte, le tri, la transmission et la distribution des envois postaux.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

1.2 Pays-membre: pays qui remplit les conditions énoncées à l'article 2 de la Constitution.

1.3 Territoire postal unique (un seul et même territoire postal): obligation pour les parties contractantes des Actes de l'UPU d'assurer, selon le principe de réciprocité, l'échange des envois de la poste aux lettres dans le respect de la liberté de transit et de traiter indistinctement les envois postaux provenant des autres territoires et transitant par leur pays comme leurs propres envois postaux.

1.4 Liberté de transit: principe selon lequel une administration postale intermédiaire est tenue de transporter les envois postaux qui lui sont remis en transit par une autre administration postale, en réservant à ce courrier le même traitement que celui appliqué aux envois du régime intérieur.

1.5 Envoi de la poste aux lettres: envois décrits dans la Convention.

1.6 Service postal international: opérations ou prestations postales réglementées par les Actes. Ensemble de ces opérations ou prestations.

Article III
(Article 22 modifié)
Actes de l'Union

1. La Constitution est l'Acte fondamental de l'Union. Elle contient les règles organiques de l'Union **et ne peut pas faire l'objet de réserves.**

2. Le Règlement général comporte les dispositions assurant l'application de la Constitution et le fonctionnement de l'Union. Il est obligatoire pour tous les Pays-membres **et ne peut pas faire l'objet de réserves.**

3. La Convention postale universelle, le Règlement de la poste aux lettres et le Règlement concernant les colis postaux comportent les règles communes applicables au service postal international ainsi que les dispositions concernant les services de la poste aux lettres et des colis postaux. Ces Actes sont obligatoires pour tous les Pays-membres.

4. Les Arrangements de l'Union et leurs Règlements règlent les services autres que ceux de la poste aux lettres et des colis postaux entre les Pays-membres qui y sont parties. Ils ne sont obligatoires que pour ces pays.

5. Les Règlements, qui contiennent les mesures d'application nécessaires à l'exécution de la Convention et des Arrangements, sont arrêtés par le Conseil d'exploitation postale, compte tenu des décisions prises par le Congrès.

6. Les Protocoles finals éventuels annexés aux Actes de l'Union visés sous 3 à 5 contiennent les réserves à ces Actes.

Article IV
(Article 30 modifié)
Modification de la Constitution

1. Pour être adoptées, les propositions soumises au Congrès et relatives à la présente Constitution doivent être approuvées par les deux tiers au moins des Pays-membres de l'Union **ayant le droit de vote.**

2. Les modifications adoptées par un Congrès font l'objet d'un protocole additionnel et, sauf décision contraire de ce Congrès, entrent en vigueur en même temps que les Actes renouvelés au cours du même Congrès. Elles sont ratifiées aussitôt que possible par les Pays-membres et les instruments de cette ratification sont traités conformément à la règle requise à l'article 26.

Article V
(Article 31 modifié)
Modification du Règlement général, de la Convention et des Arrangements

1. Le Règlement général, la Convention et les Arrangements fixent les conditions auxquelles est subordonnée l'approbation des propositions qui les concernent.

2. **La Convention et les Arrangements** sont mis à exécution simultanément et ils ont la même durée. Dès le jour fixé par le Congrès pour la mise à exécution de ces Actes, les Actes correspondants du Congrès précédent sont abrogés.

Article VI
Adhésion au Protocole additionnel et aux autres Actes de l'Union

1. Les Pays-membres qui n'ont pas signé le présent Protocole peuvent y adhérer en tout temps.

2. Les Pays-membres qui sont parties aux Actes renouvelés par le Congrès mais qui ne les ont pas signés sont tenus d'y adhérer dans le plus bref délai possible.

3. Les instruments d'adhésion relatifs aux cas visés sous 1 et 2 doivent être adressés au Directeur général du Bureau international. Celui-ci notifie ce dépôt aux Gouvernements des Pays-membres.

Article VII
Mise à exécution et durée du protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle

Le présent Protocole additionnel sera mis à exécution le **1er janvier 2006** et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres ont dressé le présent Protocole additionnel, qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même de la Constitution, et ils l'ont signé en un exemplaire qui est déposé auprès du Directeur général du Bureau international. Une copie en sera remise à chaque Partie par **le Bureau international de l'Union postale universelle.**

Fait à **Bucarest,** le **5 octobre 2004.**

Voir les signatures ci-après.

(Omissis delle firme).

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

Règlement général de l'Union postale universelle

Table des matières

Chapitre I

Fonctionnement des organes de l'Union

Article

Chapitre II

Bureau international

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

Chapitre III

Procédure d'introduction et d'examen des propositions

Chapitre IV

Finances

Chapitre V

Arbitrages

Chapitre VI

Dispositions finales

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

Règlement général de l'Union postale universelle

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres de l'Union, vu l'article 22.2 de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont, d'un commun accord et sous réserve de l'article 25.4 de ladite Constitution, arrêté, dans le présent Règlement général, les dispositions suivantes assurant l'application de la Constitution et le fonctionnement de l'Union.

Chapitre I

Fonctionnement des organes de l'Union

Article 101
Organisation et réunion des Congrès et Congrès extraordinaires (Const. 14, 15)

1. Les représentants des Pays-membres se réunissent en Congrès au plus tard **quatre** ans après la **fin de l'année au cours de laquelle le Congrès précédent a eu lieu.**

2. Chaque Pays-membre se fait représenter au Congrès par un ou plusieurs plénipotentiaires munis, par leur Gouvernement, des pouvoirs nécessaires. Il peut, au besoin, se faire représenter par la délégation d'un autre Pays-membre. Toutefois, il est entendu qu'une délégation ne peut représenter qu'un seul Pays-membre autre que le sien.

3. Dans les délibérations, chaque Pays-membre dispose d'une voix, sous réserve des sanctions prévues à l'article **129**.

4. En principe, chaque Congrès désigne le pays dans lequel le Congrès suivant aura lieu. Si cette désignation se révèle inapplicable, le Conseil d'administration est autorisé à désigner le pays où le Congrès tiendra ses assises, après entente avec ce dernier pays.

5. Après entente avec le Bureau international, le Gouvernement invitant fixe la date définitive et le lieu exact du Congrès. Un an, en principe, avant cette date, le Gouvernement invitant envoie une invitation au Gouvernement de chaque Pays-membre. Cette invitation peut être adressée soit directement, soit par l'intermédiaire d'un autre Gouvernement, soit par l'entremise du Directeur général du Bureau international.

6. Lorsqu'un Congrès doit être réuni sans qu'il y ait un Gouvernement invitant, le Bureau international, avec l'accord du Conseil d'administration et après entente avec le Gouvernement de la Confédération suisse, prend les dispositions nécessaires pour convoquer et organiser le Congrès dans le pays siège de l'Union. Dans ce cas, le Bureau international exerce les fonctions du Gouvernement invitant.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

7. Le lieu de réunion d'un Congrès extraordinaire est fixé, après entente avec le Bureau international, par les Pays-membres ayant pris l'initiative de ce Congrès.

8. Les dispositions prévues sous 2 à 6 sont applicables par analogie aux Congrès extraordinaires.

Article 102
Composition, fonctionnement et réunions du Conseil d'administration (Const. 17)

1. Le Conseil d'administration se compose de quarante et un membres qui exercent leurs fonctions durant la période qui sépare deux Congrès successifs.

2. La présidence est dévolue de droit au pays hôte du Congrès. Si ce pays se désiste, il devient membre de droit et, de ce fait, le groupe géographique auquel il appartient dispose d'un siège supplémentaire auquel les restrictions prévues sous 3 ne sont pas applicables. Dans ce cas, le Conseil d'administration élit à la présidence un des membres appartenant au groupe géographique dont fait partie le pays hôte.

3. Les quarante autres membres du Conseil d'administration sont élus par le Congrès sur la base d'une répartition géographique équitable. La moitié au moins des membres est renouvelée à l'occasion de chaque Congrès; aucun Pays-membre ne peut être choisi successivement par trois Congrès.

4. Chaque membre du Conseil d'administration désigne son représentant, qui doit être compétent dans le domaine postal.

5. Les fonctions de membre du Conseil d'administration sont gratuites. Les frais de fonctionnement de ce Conseil sont à la charge de l'Union.

6. Le Conseil d'administration a les attributions suivantes:

6.1 superviser toutes les activités de l'Union dans l'intervalle des Congrès, en tenant compte des décisions du Congrès, en étudiant les questions concernant les politiques gouvernementales en matière postale et en tenant compte des politiques réglementaires internationales telles que celles qui sont relatives au commerce des services et à la concurrence;

6.2 examiner et approuver, dans le cadre de ses compétences, toute action jugée nécessaire pour sauvegarder et renforcer la qualité du service postal international et le moderniser;

6.3 favoriser, coordonner et superviser toutes les formes d'assistance technique postale dans le cadre de la coopération technique internationale;

6.4 examiner et approuver le budget et les comptes annuels de l'Union;

6.5 autoriser, si les circonstances l'exigent, le dépassement du plafond des dépenses conformément à l'article **128.3** à **5**;

6.6 arrêter le Règlement financier de l'UPU;

6.7 arrêter les règles régissant le Fonds de réserve;

6.8 arrêter les règles régissant le Fonds spécial;

6.9 arrêter les règles régissant le Fonds des activités spéciales;

6.10 arrêter les règles régissant le Fonds volontaire;

6.11 assurer le contrôle de l'activité du Bureau international;

6.12 autoriser, s'il est demandé, le choix d'une classe de contribution inférieure, conformément aux conditions prévues à l'article **130.6**;

6.13 autoriser le changement de groupe géographique, si un pays le demande, en tenant compte des avis exprimés par les pays qui sont membres des groupes géographiques concernés;

6.14 arrêter le Statut du personnel et les conditions de service des fonctionnaires élus;

6.15 créer ou supprimer les postes de travail du Bureau international en tenant compte des restrictions liées au plafond des dépenses fixé;

6.16 arrêter le Règlement du Fonds social;

6.17 approuver les rapports **biennaux** établis par le Bureau international sur les activités de l'Union et sur la gestion financière et présenter, s'il y a lieu, des commentaires à leur sujet;

6.18 décider des contacts à prendre avec les administrations postales pour remplir ses fonctions;

6.19 après consultation du Conseil d'exploitation postale, décider des contacts à prendre avec les organisations qui ne sont pas des observateurs de droit, examiner et approuver les rapports du Bureau international sur les relations de l'UPU avec les autres organismes internationaux, prendre les décisions qu'il juge opportunes sur la conduite de ces relations et la suite à leur donner; désigner, en temps utile, **après consultation du Conseil d'exploitation postale et du Secrétaire général,** les organisations internationales, **les associations, les entreprises et les personnes qualifiées** qui doivent être invitées à se faire représenter à **des séances spécifiques du Congrès et de ses Commissions, lorsque cela est dans l'intérêt de l'Union ou peut profiter aux travaux du Congrès,** et charger le Directeur général du Bureau international d'envoyer les invitations nécessaires;

6.20 arrêter, au cas où il le juge utile, les principes dont le Conseil d'exploitation postale doit tenir compte lorsqu'il étudiera des questions ayant des répercussions financières importantes (taxes, frais terminaux, frais de transit, taux de base du transport aérien du courrier et dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres), suivre de près l'étude de ces questions et examiner et approuver, pour en assurer la conformité avec les principes précités, les propositions du Conseil d'exploitation postale portant sur les mêmes sujets;

6.21 étudier, à la demande du Congrès, du Conseil d'exploitation postale ou des administrations postales, les problèmes d'ordre administratif, législatif et juridique intéressant l'Union ou le service postal international; il appartient au Conseil d'administration de décider, dans les domaines susmentionnés, s'il est opportun ou non d'entreprendre les études demandées par les administrations postales dans l'intervalle des Congrès;

6.22 formuler des propositions qui seront soumises à l'approbation soit du Congrès, soit des administrations postales conformément à l'article **124;**

6.23 approuver, dans le cadre de ses compétences, les recommandations du Conseil d'exploitation postale concernant l'adoption, si nécessaire, d'une réglementation ou d'une nouvelle pratique en attendant que le Congrès décide en la matière;

6.24 examiner le rapport annuel établi par le Conseil d'exploitation postale et, le cas échéant, les propositions soumises par ce dernier;

6.25 soumettre des sujets d'étude à l'examen du Conseil d'exploitation postale, conformément à l'article 104.9.16;

6.26 désigner le pays siège du prochain Congrès dans le cas prévu à l'article 101.4;

6.27 déterminer, en temps utile et après consultation du Conseil d'exploitation postale, le nombre de Commissions nécessaires pour mener à bien les travaux du Congrès et en fixer les attributions;

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

6.28 désigner, après consultation du Conseil d'exploitation postale et sous réserve de l'approbation du Congrès, les Pays-membres susceptibles:

- d'assumer les vice-présidences du Congrès ainsi que les présidences et vice-présidences des Commissions, en tenant compte autant que possible de la répartition géographique équitable des Pays-membres;
- de faire partie des Commissions restreintes du Congrès;

6.29 examiner et approuver le projet de plan stratégique à présenter au Congrès et élaboré par le Conseil d'exploitation postale avec l'aide du Bureau international; examiner et approuver les révisions annuelles du plan arrêté par le Congrès sur la base des recommandations du Conseil d'exploitation postale et travailler en concertation avec le Conseil d'exploitation postale à l'élaboration et à l'actualisation annuelle du **plan;**

6.30 établir le cadre pour l'organisation du Comité consultatif et approuver l'organisation du Comité consultatif, conformément aux dispositions de l'article 106;

6.31 établir des critères d'adhésion au Comité consultatif et approuver ou rejeter les demandes d'adhésion selon ces critères, en s'assurant que ces dernières soient traitées suivant une procédure accélérée, entre les réunions du Conseil d'administration;

6.32 désigner les membres qui feront partie du Comité consultatif;

6.33 réceptionner les rapports ainsi que les recommandations du Comité consultatif et en débattre, et examiner les recommandations de ce dernier pour soumission au Congrès.

7. A sa première réunion, qui est convoquée par le Président du Congrès, le Conseil d'administration élit, parmi ses membres, quatre Vice-Présidents et arrête son Règlement intérieur.

8. Sur convocation de son Président, le Conseil d'administration se réunit, en principe une fois par an, au siège de l'Union.

9. Le Président, les Vice-Présidents, les Présidents des Commissions du Conseil d'administration ainsi que le Président du Groupe de planification stratégique forment le Comité de gestion. Ce Comité prépare et dirige les travaux de chaque session du Conseil d'administration. Il approuve, au nom du Conseil d'administration, le rapport annuel établi par le Bureau international sur les activités de l'Union et il assume toute autre tâche que le Conseil d'administration décide de lui confier ou dont la nécessité apparaît durant le processus de planification stratégique.

10. Le représentant de chacun des membres du Conseil d'administration participant aux sessions de cet organe, à l'exception des réunions qui ont eu lieu pendant le Congrès, a droit au remboursement soit du prix d'un billet-avion aller et retour en classe économique ou d'un billet de chemin de fer en 1re classe, soit du coût du voyage par tout autre moyen, à condition que ce montant ne dépasse pas le prix du billet-avion aller et retour en classe économique. Le même droit est accordé au représentant de chaque membre de ses Commissions, de ses Groupes de travail ou de ses autres organes lorsque ceux-ci se réunissent en dehors du Congrès et des sessions du Conseil.

11. Le Président du Conseil d'exploitation postale représente celui-ci aux séances du Conseil d'administration à l'ordre du jour desquelles figurent des questions relatives à l'organe qu'il dirige.

12. Le Président du Comité consultatif représente celui-ci aux réunions du Conseil d'administration lorsque l'ordre du jour comprend des questions intéressant le Comité consultatif.

13. Afin d'assurer une liaison efficace entre les travaux des deux organes, le Conseil d'exploitation postale peut désigner des représentants pour assister aux réunions du Conseil d'administration en qualité d'observateurs.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

14. L'administration postale du pays où le Conseil d'administration se réunit est invitée à participer aux réunions en qualité d'observateur, si ce pays n'est pas membre du Conseil d'administration.

15. Le Conseil d'administration peut inviter à ses réunions, sans droit de vote, tout organisme international, tout représentant d'association ou d'entreprise ou toute personne qualifiée qu'il désire associer à ses travaux. Il peut également inviter dans les mêmes conditions une ou plusieurs administrations postales des Pays-membres intéressées à des questions prévues à son ordre du jour.

16. A leur demande, les observateurs indiqués ci-après peuvent participer aux séances plénières et aux réunions des Commissions du Conseil d'administration, sans droit de vote:

16.1 membres du Conseil d'exploitation postale;

16.2 membres du Comité consultatif;

16.3 organisations intergouvernementales s'intéressant aux travaux du Conseil d'administration;

16.4 autres Pays-membres de l'Union.

17. Pour des raisons logistiques, le Conseil d'administration peut limiter le nombre de participants par observateur. Il peut également limiter leur droit à la parole lors des débats.

18. Les membres du Conseil d'administration participent effectivement à ses activités. Les **observateurs** peuvent, à leur demande, **être autorisés à** collaborer aux études entreprises, en respectant les conditions que le Conseil peut établir pour assurer le rendement et l'efficacité de son travail. Ils peuvent aussi être sollicités pour présider des Groupes de travail **et des Equipes de projet** lorsque leurs connaissances ou leur expérience le justifient. La participation des **observateurs** s'effectue sans frais supplémentaires pour l'Union.

19. Dans des circonstances exceptionnelles, les observateurs peuvent être exclus d'une réunion ou d'une partie d'une réunion. De même, leur droit de recevoir certains documents peut être limité si la confidentialité du sujet de la réunion ou du document l'exige; la décision concernant une telle restriction peut être prise au cas par cas par tout organe concerné ou son Président; les différents cas sont signalés au Conseil d'administration, et au Conseil d'exploitation postale s'il s'agit de questions présentant un intérêt particulier pour cet organe. Par la suite, le Conseil d'administration peut, s'il le juge nécessaire, réexaminer les restrictions, en consultation avec le Conseil d'exploitation postale lorsque cela est approprié.

Article 103
Information sur les activités du Conseil d'administration

1. Après chaque session, le Conseil d'administration informe les Pays-membres de l'Union, les Unions restreintes **et les membres du Comité consultatif** sur ses activités en leur adressant notamment un compte rendu analytique ainsi que ses résolutions et décisions.

2. Le Conseil d'administration fait au Congrès un rapport sur l'ensemble de son activité et le transmet aux administrations postales **des Pays-membres de l'Union et aux membres du Comité consultatif** au moins deux mois avant l'ouverture du Congrès.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

Article 104
Composition, fonctionnement et réunions du Conseil d'exploitation postale (Const. 18)

1. Le Conseil d'exploitation postale se compose de quarante membres qui exercent leurs fonctions durant la période qui sépare deux Congrès successifs.

2. Les membres du Conseil d'exploitation postale sont élus par le Congrès, en fonction d'une répartition géographique spécifiée. Vingt-quatre sièges sont réservés aux pays en développement et seize sièges aux pays développés. Le tiers au moins des membres est renouvelé à l'occasion de chaque Congrès.

3. **Chaque membre du Conseil d'exploitation postale désigne son représentant qui assume les responsabilités mentionnées dans les Actes de l'Union en matière de prestation de services.**

4. Les frais de fonctionnement du Conseil d'exploitation postale sont à la charge de l'Union. Ses membres ne reçoivent aucune rémunération. Les frais de voyage et de séjour des représentants des administrations postales participant au Conseil d'exploitation postale sont à la charge de celles-ci. Toutefois, le représentant de chacun des pays considérés comme défavorisés d'après les listes établies par l'Organisation des Nations Unies a droit, sauf pour les réunions qui ont lieu pendant le Congrès, au remboursement soit du prix d'un billet-avion aller et retour en classe économique ou d'un billet de chemin de fer en 1re classe, soit du coût du voyage par tout autre moyen, à condition que ce montant ne dépasse pas le prix du billet-avion aller et retour en classe économique.

5. A sa première réunion, qui est convoquée et ouverte par le Président du Congrès, le Conseil d'exploitation postale choisit, parmi ses membres, un Président, un Vice-Président, les Présidents des Commissions et le Président du Groupe de planification stratégique.

6. Le Conseil d'exploitation postale arrête son Règlement intérieur.

7. En principe, le Conseil d'exploitation postale se réunit tous les ans au siège de l'Union. La date et le lieu de la réunion sont fixés par son Président, après accord avec le Président du Conseil d'administration et le Directeur général du Bureau international.

8. Le Président, le Vice-Président, les Présidents des Commissions du Conseil d'exploitation postale ainsi que le Président du Groupe de planification stratégique forment le Comité de gestion. Ce Comité prépare et dirige les travaux de chaque session du Conseil d'exploitation postale et assume toutes les tâches que ce dernier décide de lui confier ou dont la nécessité apparaît durant le processus de planification stratégique.

9. Les attributions du Conseil d'exploitation postale sont les suivantes:

9.1 conduire l'étude des problèmes d'exploitation, commerciaux, techniques, économiques et de coopération technique les plus importants qui présentent de l'intérêt pour les administrations postales de tous les Pays-membres de l'Union, notamment des questions ayant des répercussions financières importantes (taxes, frais terminaux, frais de transit, taux de base du transport aérien du courrier, quotes-parts des colis postaux et dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres), élaborer des informations et des avis à leur sujet et recommander des mesures à prendre à leur égard;

9.2 procéder à la révision des Règlements de l'Union dans les six mois qui suivent la clôture du Congrès, à moins que celui-ci n'en décide autrement; en cas d'urgente nécessité, le Conseil d'exploitation postale peut également modifier lesdits Règlements à d'autres sessions; dans les deux cas, le Conseil d'exploitation reste subordonné aux directives du Conseil d'administration en ce qui concerne les politiques et les principes fondamentaux;

9.3 coordonner les mesures pratiques pour le développement et l'amélioration des services postaux internationaux;

9.4 entreprendre, sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration dans le cadre des compétences de ce dernier, toute action jugée nécessaire pour sauvegarder et renforcer la qualité du service postal international et le moderniser;

9.5 formuler des propositions qui seront soumises à l'approbation soit du Congrès, soit des administrations postales conformément à l'article **125**; l'approbation du Conseil d'administration est requise lorsque ces propositions portent sur des questions relevant de la compétence de ce dernier;

9.6 examiner, à la demande de l'administration postale d'un Pays-membre, toute proposition que cette administration postale transmet au Bureau international selon l'article **124**, en préparer les commentaires et charger le Bureau de les annexer à ladite proposition avant de la soumettre à l'approbation des administrations postales des Pays-membres;

9.7 recommander, si nécessaire, et éventuellement après approbation par le Conseil d'administration et consultation de l'ensemble des administrations postales, l'adoption d'une réglementation ou d'une nouvelle pratique en attendant que le Congrès décide en la matière;

9.8 élaborer et présenter, sous forme de recommandations aux administrations postales, des normes en matière technique, d'exploitation et dans d'autres domaines de sa compétence où une pratique uniforme est indispensable; de même, il procède, en cas de besoin, à des modifications de normes qu'il a déjà établies;

9.9 examiner, en consultation avec le Conseil d'administration et avec son approbation, le projet de plan stratégique de l'UPU, élaboré par le Bureau international et à soumettre au Congrès; réviser chaque année le plan approuvé par le Congrès avec le concours du Groupe de planification stratégique et du Bureau international, ainsi qu'avec l'approbation du Conseil d'administration;

9.10 approuver le rapport annuel établi par le Bureau international sur les activités de l'Union dans ses parties qui ont trait aux responsabilités et fonctions du Conseil d'exploitation postale;

9.11 décider des contacts à prendre avec les administrations postales pour remplir ses fonctions;

9.12 procéder à l'étude des problèmes d'enseignement et de formation professionnelle intéressant les pays nouveaux et en développement;

9.13 prendre les mesures nécessaires en vue d'étudier et de diffuser les expériences et les progrès faits par certains pays dans les domaines de la technique, de l'exploitation, de l'économie et de la formation professionnelle intéressant les services postaux;

9.14 étudier la situation actuelle et les besoins des services postaux dans les pays nouveaux et en développement et élaborer des recommandations convenables sur les voies et les moyens d'améliorer les services postaux dans ces pays;

9.15 prendre, après entente avec le Conseil d'administration, les mesures appropriées dans le domaine de la coopération technique avec tous les Pays-membres de l'Union, en particulier avec les pays nouveaux et en développement;

9.16 examiner toutes autres questions qui lui sont soumises par un membre du Conseil d'exploitation postale, par le Conseil d'administration ou par toute administration postale d'un **Pays-membre;**

9.17 réceptionner et discuter les rapports ainsi que les recommandations du Comité consultatif, et, pour les questions intéressant le Conseil d'exploitation postale, examiner et faire des observations au sujet des recommandations du Comité consultatif pour soumission au Congrès;

9.18 désigner les membres qui feront partie du Comité consultatif.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

10. Sur la base du plan stratégique de l'UPU adopté par le Congrès et, en particulier, de la partie afférente aux stratégies des organes permanents de l'Union, le Conseil d'exploitation postale établit, à sa session suivant le Congrès, un programme de travail de base contenant un certain nombre de tactiques visant à la réalisation des stratégies. Ce programme de base, comprenant un nombre limité de travaux sur des sujets d'actualité et d'intérêt commun, est révisé chaque année en fonction des réalités et des priorités nouvelles ainsi que des modifications apportées au plan stratégique.

11. Afin d'assurer une liaison efficace entre les travaux des deux organes, le Conseil d'administration peut désigner des représentants pour assister aux réunions du Conseil d'exploitation postale en qualité d'observateurs.

12. A leur demande, les observateurs indiqués ci-après peuvent participer, sans droit de vote, aux séances plénières et aux réunions des Commissions du Conseil d'exploitation postale:

12.1 membres du Conseil d'administration;

12.2 membres du Comité consultatif;

12.3 organisations intergouvernementales s'intéressant aux travaux du Conseil d'exploitation postale;

12.4 autres Pays-membres de l'Union.

13. Pour des raisons logistiques, le Conseil d'exploitation postale peut limiter le nombre de participants par observateur. Il peut également limiter leur droit à la parole lors des débats.

14. Les membres du Conseil d'exploitation postale participent effectivement à ses activités. **Les observateurs** peuvent, à leur demande, **être autorisés à** collaborer aux études entreprises, en respectant les conditions que le Conseil peut établir pour assurer le rendement et l'efficacité de son travail. **Ils** peuvent aussi être **sollicités** pour présider des Groupes de travail **et des Equipes de projet** lorsque leurs connaissances ou leur expérience le justifient. **La participation des observateurs s'effectue sans frais supplémentaires pour l'Union.**

15. Dans des circonstances exceptionnelles, les observateurs peuvent être exclus d'une réunion ou d'une partie d'une réunion. De même, leur droit de recevoir certains documents peut être limité si la confidentialité du sujet de la réunion ou du document l'exige; la décision concernant une telle restriction peut être prise au cas par cas par tout organe concerné ou son Président; les différents cas sont signalés au Conseil d'administration, et au Conseil d'exploitation postale s'il s'agit de questions présentant un intérêt particulier pour cet organe. Par la suite, le Conseil d'administration peut, s'il le juge nécessaire, réexaminer les restrictions, en consultation avec le Conseil d'exploitation postale lorsque cela est approprié.

16. Le Président du Comité consultatif représente celui-ci aux réunions du Conseil d'exploitation postale lorsque l'ordre du jour comprend des questions intéressant le Comité consultatif.

17. Le Conseil d'exploitation postale peut inviter à ses réunions, sans droit de vote:

17.1 tout organisme international ou toute personne qualifiée qu'il désire associer à ses travaux;

17.2 des administrations postales de Pays-membres n'appartenant pas au Conseil d'exploitation postale;

17.3 toute association ou entreprise qu'il souhaite consulter sur des questions concernant ses activités.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

Article 105
Information sur les activités du Conseil d'exploitation postale

1. Après chaque session, le Conseil d'exploitation postale informe les **Pays-membres de l'Union**, les Unions restreintes **et les membres du Comité consultatif** sur ses activités en leur adressant notamment un compte rendu analytique ainsi que ses résolutions et décisions.

2. Le Conseil d'exploitation postale établit, à l'intention du Conseil d'administration, un rapport annuel sur ses activités.

3. Le Conseil d'exploitation postale établit, à l'intention du Congrès, un rapport sur l'ensemble de son activité et le transmet aux administrations postales des Pays-membres **de l'Union et aux membres du Comité consultatif** au moins deux mois avant l'ouverture du Congrès.

Article 106
Composition, fonctionnement et réunions du Comité consultatif

1. Le Comité consultatif a pour but de représenter les intérêts du secteur postal au sens large du terme et de servir de cadre à un dialogue efficace entre les parties intéressées. Il comprend des organisations non gouvernementales représentant des clients, des fournisseurs de services de distribution, des organisations de travailleurs, des fournisseurs de biens et de services œuvrant pour le secteur des services postaux, et des organismes similaires regroupant des particuliers, ainsi que des entreprises intéressées par les services postaux internationaux. Si ces organisations sont enregistrées, elles doivent l'être dans un Pays-membre de l'Union. Le Conseil d'administration et le Conseil d'exploitation postale désignent leurs membres respectifs siégeant en tant que membres du Comité consultatif. En dehors des membres désignés par le Conseil d'administration et le Conseil d'exploitation postale, l'adhésion au Comité consultatif est déterminée à l'issue d'un processus de dépôt de demande et d'acceptation de celle-ci, établi par le Conseil d'administration et réalisé conformément à l'article 102.6.31.

2. Chaque membre du Comité consultatif désigne son propre représentant.

3. Les frais de fonctionnement du Comité consultatif sont répartis entre l'Union et les membres du Comité, selon les modalités déterminées par le Conseil d'administration.

4. Les membres du Comité consultatif ne bénéficient d'aucune rémunération ou rétribution.

5. Le Comité consultatif se réorganise après chaque Congrès, selon le cadre établi par le Conseil d'administration. Le Président du Conseil d'administration préside la réunion d'organisation du Comité consultatif, au cours de laquelle on procède à l'élection du Président dudit Comité.

6. Le Comité consultatif détermine son organisation interne et établit son propre règlement intérieur, en tenant compte des principes généraux de l'Union et sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration, après consultation du Conseil d'exploitation postale.

7. Le Comité consultatif se réunit deux fois par an. En principe, les réunions ont lieu au siège de l'Union au moment des sessions du Conseil d'administration et du Conseil d'exploitation postale. La date et le lieu de chaque réunion sont fixés par le Président du Comité consultatif, en accord avec les Présidents du Conseil d'administration et du Conseil d'exploitation postale et le Directeur général du Bureau international.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

8. Le Comité consultatif établit son propre programme dans le cadre de la liste des attributions ci-après:

8.1 examiner les documents et les rapports appropriés du Conseil d'administration et du Conseil d'exploitation postale; dans des circonstances exceptionnelles, le droit de recevoir certains textes et documents peut être limité si la confidentialité du sujet de la réunion ou du document l'exige; la décision concernant une telle restriction peut être prise au cas par cas par tout organe concerné ou son Président; les différents cas sont signalés au Conseil d'administration, et au Conseil d'exploitation postale s'il s'agit de questions présentant un intérêt particulier pour cet organe; par la suite, le Conseil d'administration peut, s'il le juge nécessaire, réexaminer les restrictions, en consultation avec le Conseil d'exploitation postale lorsque cela est approprié;

8.2 mener des études et débattre de questions importantes pour les membres du Comité consultatif;

8.3 examiner les questions concernant le secteur des services postaux et présenter des rapports sur ces questions;

8.4 contribuer aux travaux du Conseil d'administration et du Conseil d'exploitation postale, notamment par la présentation de rapports et de recommandations, et par la présentation d'avis à la demande des deux Conseils;

8.5 faire des recommandations au Congrès, sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration et, pour les questions intéressant le Conseil d'exploitation postale, moyennant examen et commentaire de ce dernier.

9. Le Président du Conseil d'administration et le Président du Conseil d'exploitation postale représentent ces organes aux réunions du Comité consultatif lorsque l'ordre du jour de ces réunions comprend des questions intéressant ces organes.

10. Pour assurer une liaison efficace avec les organes de l'Union, le Comité consultatif peut désigner des représentants pour participer aux réunions du Congrès, du Conseil d'administration et du Conseil d'exploitation postale ainsi que de leurs Commissions respectives en qualité d'observateurs sans droit de vote.

11. A leur demande, les membres du Comité consultatif peuvent assister aux séances plénières et aux réunions des Commissions du Conseil d'administration et du Conseil d'exploitation postale, conformément aux articles 102.16 et 104.12. Ils peuvent également participer aux travaux des Equipes de projet et des Groupes de travail aux termes des articles 102.18 et 104.14. Les membres du Comité consultatif peuvent participer au Congrès en qualité d'observateurs sans droit de vote.

12. A leur demande, les observateurs indiqués ci-après peuvent participer, sans droit de vote, aux sessions du Comité consultatif:

12.1 membres du Conseil d'administration et du Conseil d'exploitation postale;

12.2 organisations intergouvernementales s'intéressant aux travaux du Comité consultatif;

12.3 Unions restreintes;

12.4 autres membres de l'Union.

13. Pour des raisons logistiques, le Comité consultatif peut limiter le nombre de participants par observateur. Il peut également limiter leur droit à la parole lors des débats.

14. Dans des circonstances exceptionnelles, les observateurs peuvent être exclus d'une réunion ou d'une partie d'une réunion. De même, leur droit de recevoir certains documents peut être limité si la confidentialité du sujet de la réunion ou du document l'exige; la déci-

sion concernant une telle restriction peut être prise au cas par cas par tout organe concerné ou son Président; les différents cas sont signalés au Conseil d'administration, et au Conseil d'exploitation postale s'il s'agit de questions présentant un intérêt particulier pour cet organe. Par la suite, le Conseil d'administration peut, s'il le juge nécessaire, réexaminer les restrictions, en consultation avec le Conseil d'exploitation postale lorsque cela est approprié.

15. Le Bureau international, sous la responsabilité du Directeur général, assure le secrétariat du Comité consultatif.

Article 107
Information sur les activités du Comité consultatif

1. Après chaque session, le Comité consultatif informe le Conseil d'administration et le Conseil d'exploitation postale de ses activités en adressant aux Présidents de ces organes, entre autres, un compte rendu analytique de ses réunions ainsi que ses recommandations et avis.

2. Le Comité consultatif fait au Conseil d'administration un rapport d'activité annuel et en envoie un exemplaire au Conseil d'exploitation postale. Ce rapport est inclus dans la documentation du Conseil d'administration fournie aux Pays-membres de l'Union et aux Unions restreintes, conformément à l'article 103.

3. Le Comité consultatif fait au Congrès un rapport sur l'ensemble de son activité et le transmet aux administrations postales des Pays-membres de l'Union au moins deux mois avant l'ouverture du Congrès.

Article **108**
Règlement intérieur des Congrès (Const. 14)

1. Pour l'organisation de ses travaux et la conduite de ses délibérations, le Congrès applique le Règlement intérieur des Congrès.

2. Chaque Congrès peut modifier ce Règlement dans les conditions fixées au Règlement intérieur lui-même.

Article **109**
Langues de travail du Bureau international

Les langues de travail du Bureau international sont le français et l'anglais.

Article **110**
Langues utilisées pour la documentation, les délibérations et la correspondance de service

1. Pour la documentation de l'Union, les langues française, anglaise, arabe et espagnole sont utilisées. Sont également utilisées les langues allemande, chinoise, portugaise et russe, à condition que la production dans ces dernières langues se limite à la documentation de base la plus importante. D'autres langues sont également utilisées, à condition que les Pays-membres qui en font la demande en supportent tous les coûts.

2. Le ou les Pays-membres ayant demandé une langue autre que la langue officielle constituent un groupe linguistique.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

3. La documentation est publiée par le Bureau international dans la langue officielle et dans les langues des groupes linguistiques constitués, soit directement, soit par l'intermédiaire des bureaux régionaux de ces groupes, conformément aux modalités convenues avec le Bureau international. La publication dans les différentes langues est faite selon le même modèle.

4. La documentation publiée directement par le Bureau international est, dans la mesure du possible, distribuée simultanément dans les différentes langues demandées.

5. Les correspondances entre les administrations postales et le Bureau international et entre ce dernier et des tiers peuvent être échangées en toute langue pour laquelle le Bureau international dispose d'un service de traduction.

6. Les frais de traduction vers une langue quelle qu'elle soit, y compris ceux résultant de l'application des dispositions prévues sous 5, sont supportés par le groupe linguistique ayant demandé cette langue. Les Pays-membres utilisant la langue officielle versent, au titre de la traduction des documents non officiels, une contribution forfaitaire dont le montant par unité contributive est égal à celui supporté par les Pays-membres ayant recours à l'autre langue de travail du Bureau international. Tous les autres frais afférents à la fourniture des documents sont supportés par l'Union. Le plafond des frais à supporter par l'Union pour la production des documents en allemand, chinois, portugais et russe est fixé par une résolution du Congrès.

7. Les frais à supporter par un groupe linguistique sont répartis entre les membres de ce groupe proportionnellement à leur contribution aux dépenses de l'Union. Ces frais peuvent être répartis entre les membres du groupe linguistique selon une autre clé de répartition, à condition que les intéressés s'entendent à ce sujet et notifient leur décision au Bureau international par l'intermédiaire du porte-parole du groupe.

8. Le Bureau international donne suite à tout changement de choix de langue demandé par un Pays-membre après un délai qui ne doit pas dépasser deux ans.

9. Pour les délibérations des réunions des organes de l'Union, les langues française, anglaise, espagnole et russe sont admises, moyennant un système d'interprétation – avec ou sans équipement électronique – dont le choix est laissé à l'appréciation des organisateurs de la réunion après consultation du Directeur général du Bureau international et des Pays-membres intéressés.

10. D'autres langues sont également autorisées pour les délibérations et les réunions indiquées sous 9.

11. Les délégations qui emploient d'autres langues assurent l'interprétation simultanée en l'une des langues mentionnées sous 9, soit par le système indiqué au même paragraphe, lorsque les modifications d'ordre technique nécessaires peuvent y être apportées, soit par des interprètes particuliers.

12. Les frais des services d'interprétation sont répartis entre les Pays-membres utilisant la même langue dans la proportion de leur contribution aux dépenses de l'Union. Toutefois, les frais d'installation et d'entretien de l'équipement technique sont supportés par l'Union.

13. Les administrations postales peuvent s'entendre au sujet de la langue à employer pour la correspondance de service dans leurs relations réciproques. A défaut d'une telle entente, la langue à employer est le français.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

Chapitre II

Bureau international

Article **111**
Election du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international

1. Le Directeur général et le Vice-Directeur général du Bureau international sont élus par le Congrès pour la période séparant deux Congrès successifs, la durée minimale de leur mandat étant de **quatre** ans. Leur mandat est renouvelable une seule fois. Sauf décision contraire du Congrès, la date de leur entrée en fonctions est fixée au 1er janvier de l'année qui suit le Congrès.

2. Au moins sept mois avant l'ouverture du Congrès, le Directeur général du Bureau international adresse une note aux Gouvernements des Pays-membres en les invitant à présenter les candidatures éventuelles pour les postes de Directeur général et de Vice-Directeur général et en indiquant en même temps si le Directeur général ou le Vice-Directeur général en fonctions sont intéressés au renouvellement éventuel de leur mandat initial. Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae, doivent parvenir au Bureau international deux mois au moins avant l'ouverture du Congrès. Les candidats doivent être des ressortissants des Pays-membres qui les présentent. Le Bureau international élabore la documentation nécessaire pour le Congrès. L'élection du Directeur général et celle du Vice-Directeur général ont lieu au scrutin secret, la première élection portant sur le poste de Directeur général.

3. En cas de vacance du poste de Directeur général, le Vice-Directeur général assume les fonctions de Directeur général jusqu'à la fin du mandat prévu pour celui-ci; il est éligible à ce poste et est admis d'office comme candidat, sous réserve que son mandat initial en tant que Vice-Directeur général n'ait pas déjà été renouvelé une fois par le Congrès précédent et qu'il déclare son intérêt à être considéré comme candidat au poste de Directeur général.

4. En cas de vacance simultanée des postes de Directeur général et de Vice-Directeur général, le Conseil d'administration élit, sur la base des candidatures reçues à la suite d'une mise au concours, un Vice-Directeur général pour la période allant jusqu'au prochain Congrès. Pour la présentation des candidatures, les dispositions prévues sous 2 s'appliquent par analogie.

5. En cas de vacance du poste de Vice-Directeur général, le Conseil d'administration charge, sur proposition du Directeur général, un des **Directeurs de grade D 2** au Bureau international d'assumer, jusqu'au prochain Congrès, les fonctions de Vice-Directeur général.

Article **112**
Fonctions du Directeur général

1. Le Directeur général organise, administre et dirige le Bureau international, dont il est le représentant légal. Il est compétent pour classer les postes des grades G 1 à D 2 et pour nommer et promouvoir les fonctionnaires dans ces grades. Pour les nominations dans les grades P 1 à D 2, il doit prendre en considération les qualifications professionnelles des candidats recommandés par les administrations postales des Pays-membres dont ils ont la nationalité, ou dans lesquels ils exercent leur activité professionnelle, en tenant compte d'une équitable répartition géographique continentale et des langues. Les postes de **grade D 2** doivent, dans toute la mesure possible, être pourvus par des candidats provenant de régions différentes et d'autres régions que celles dont le Directeur général et le Vice-Directeur général sont originaires, compte tenu de la considération dominante de l'efficacité du Bureau international. Dans le cas de postes exigeant des qualifications spéciales, le Directeur général peut s'adresser à l'extérieur. Il tient également compte, lors de la nomination d'un nouveau fonctionnaire, de ce qu'en principe les personnes qui occupent les postes des grades D 2, D 1 et P 5 doivent être des ressortissants de différents Pays-membres de l'Union. Lors de la promotion d'un fonctionnaire du Bureau international aux grades D 2, D 1 et

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

P 5, il n'est pas tenu à l'application du même principe. En outre, les exigences d'une équitable répartition géographique et des langues passent après le mérite dans le processus de recrutement. Le Directeur général informe le Conseil d'administration une fois par an des nominations et des promotions aux grades P 4 à D 2.

2. Le Directeur général a les attributions suivantes:

2.1 assurer les fonctions de dépositaire des Actes de l'Union et d'intermédiaire dans la procédure d'adhésion et d'admission à l'Union ainsi que de sortie de celle-ci;

2.2 notifier les décisions prises par le Congrès à tous les Gouvernements des Pays-membres;

2.3 notifier à l'ensemble des administrations postales les Règlements arrêtés ou révisés par le Conseil d'exploitation postale;

2.4 préparer le projet de budget annuel de l'Union au niveau le plus bas possible compatible avec les besoins de l'Union et le soumettre en temps opportun à l'examen du Conseil d'administration; communiquer le budget aux Pays-membres de l'Union après l'approbation du Conseil d'administration et l'exécuter;

2.5 exécuter les activités spécifiques demandées par les organes de l'Union et celles que lui attribuent les Actes;

2.6 prendre les initiatives visant à réaliser les objectifs fixés par les organes de l'Union, dans le cadre de la politique établie et des fonds disponibles;

2.7 soumettre des suggestions et des propositions au Conseil d'administration ou au Conseil d'exploitation postale;

2.8 après la clôture du Congrès, présenter au Conseil d'exploitation postale les propositions concernant les changements à apporter aux Règlements en raison des décisions du Congrès, conformément au Règlement intérieur du Conseil d'exploitation postale;

2.9 préparer, à l'intention du Conseil d'exploitation postale et sur la base des directives données par ce dernier, le projet de plan stratégique à soumettre au Congrès et le projet de révision annuelle;

2.10 assurer la représentation de l'Union;

2.11 servir d'intermédiaire dans les relations entre:

- l'UPU et les Unions restreintes;
- l'UPU et l'Organisation des Nations Unies;
- l'UPU et les organisations internationales dont les activités présentent un intérêt pour l'Union;
- l'UPU et les organismes internationaux, associations ou entreprises que les organes de l'Union souhaitent consulter ou associer à leurs travaux;

2.12 assumer la fonction de Secrétaire général des organes de l'Union et veiller à ce titre, compte tenu des dispositions spéciales du présent Règlement, notamment:

- à la préparation et à l'organisation des travaux des organes de l'Union;
- à l'élaboration, à la production et à la distribution des documents, rapports et procès-verbaux;
- au fonctionnement du secrétariat durant les réunions des organes de l'Union;

2.13 assister aux séances des organes de l'Union et prendre part aux délibérations sans droit de vote, avec la possibilité de se faire représenter.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

Article **113**
Fonctions du Vice-Directeur général

1. Le Vice-Directeur général assiste le Directeur général et il est responsable devant lui.

2. En cas d'absence ou empêchement du Directeur général, le Vice-Directeur général exerce les pouvoirs de celui-ci. Il en est de même dans le cas de vacance du poste de Directeur général visé à l'article **111.3.**

Article **114**
Secrétariat des organes de l'Union (Const. 14, 15, 17, 18)

Le secrétariat des organes de l'Union est assuré par le Bureau international sous la responsabilité du Directeur général. Il adresse tous les documents publiés à l'occasion de chaque session aux administrations postales des membres de l'organe, aux administrations postales des pays qui, sans être membres de l'organe, collaborent aux études entreprises, aux Unions restreintes ainsi qu'aux autres administrations postales des Pays-membres qui en font la demande.

Article **115**
Liste des Pays-membres (Const. 2)

Le Bureau international établit et tient à jour la liste des Pays-membres de l'Union en y indiquant leur classe de contribution, leur groupe géographique et leur situation par rapport aux Actes de l'Union.

Article **116**
Renseignements. Avis. Demandes d'interprétation et de modification des Actes. Enquêtes. Intervention dans la liquidation des comptes (Const. 20, Régl. gén. **124, 125, 126**)

1. Le Bureau international se tient en tout temps à la disposition du Conseil d'administration, du Conseil d'exploitation postale et des administrations postales pour leur fournir tous renseignements utiles sur les questions relatives au service.

2. Il est chargé, notamment, de réunir, de coordonner, de publier et de distribuer les renseignements de toute nature qui intéressent le service postal international; d'émettre, à la demande des parties en cause, un avis sur les questions litigieuses; de donner suite aux demandes d'interprétation et de modification des Actes de l'Union et, en général, de procéder aux études et aux travaux de rédaction ou de documentation que lesdits Actes lui attribuent ou dont il serait saisi dans l'intérêt de l'Union.

3. Il procède également aux enquêtes qui sont demandées par les administrations postales en vue de connaître l'opinion des autres administrations postales sur une question déterminée. Le résultat d'une enquête ne revêt pas le caractère d'un vote et ne lie pas formellement.

4. Il peut intervenir à titre d'office de compensation, dans la liquidation des comptes de toute nature relatifs au service postal.

Article **117**
Coopération technique (Const. 1)

Le Bureau international est chargé, dans le cadre de la coopération technique internationale, de développer l'assistance technique postale sous toutes ses formes.

Article **118**
Formules fournies par le Bureau international (Const. 20)

Le Bureau international est chargé de faire confectionner les coupons-réponse internationaux et d'en approvisionner, au prix de revient, les administrations postales qui en font la demande.

Article **119**
Actes des Unions restreintes et arrangements spéciaux (Const. 8)

1. Deux exemplaires des Actes des Unions restreintes et des arrangements spéciaux conclus en application de l'article 8 de la Constitution doivent être transmis au Bureau international par les bureaux de ces Unions ou, à défaut, par une des parties contractantes.

2. Le Bureau international veille à ce que les Actes des Unions restreintes et les arrangements spéciaux ne prévoient pas des conditions moins favorables pour le public que celles qui sont prévues dans les Actes de l'Union et informe les administrations postales de l'existence des Unions et des arrangements susdits. Il signale au Conseil d'administration toute irrégularité constatée en vertu de la présente disposition.

Article **120**
Revue de l'Union

Le Bureau international rédige, à l'aide des documents qui sont mis à sa disposition, une revue en langues allemande, anglaise, arabe, chinoise, espagnole, française et russe.

Article **121**
Rapport **biennal** sur les activités de l'Union (Const. 20, Règl. gén. 102.6.17)

Le Bureau international fait, sur les activités de l'Union, un rapport **biennal** qui est communiqué, après approbation par le Conseil d'administration, aux administrations postales, aux Unions restreintes et à l'Organisation des Nations Unies.

Chapitre III

Procédure d'introduction et d'examen des propositions

Article **122**
Procédure de présentation des propositions au Congrès (Const. 29)

1. Sous réserve des exceptions prévues sous 2 et 5, la procédure ci-après règle l'introduction des propositions de toute nature à soumettre au Congrès par les administrations postales des Pays-membres:

a) sont admises les propositions qui parviennent au Bureau international au moins six mois avant la date fixée pour le Congrès;

b) aucune proposition d'ordre rédactionnel n'est admise pendant la période de six mois qui précède la date fixée pour le Congrès;

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

c) les propositions de fond qui parviennent au Bureau international dans l'intervalle compris entre six et quatre mois avant la date fixée pour le Congrès ne sont admises que si elles sont appuyées par au moins deux administrations postales;

d) les propositions de fond qui parviennent au Bureau international dans l'intervalle compris entre quatre et deux mois qui précède la date fixée pour le Congrès ne sont admises que si elles sont appuyées par au moins huit administrations postales; les propositions qui parviennent ultérieurement ne sont plus admises;

e) les déclarations d'appui doivent parvenir au Bureau international dans le même délai que les propositions qu'elles concernent.

2. Les propositions concernant la Constitution ou le Règlement général doivent parvenir au Bureau international six mois au moins avant l'ouverture du Congrès; celles qui parviennent postérieurement à cette date mais avant l'ouverture du Congrès ne peuvent être prises en considération que si le Congrès en décide ainsi à la majorité des deux tiers des pays représentés au Congrès et si les conditions prévues sous 1 sont respectées.

3. Chaque proposition ne doit avoir en principe qu'un objectif et ne contenir que les modifications justifiées par cet objectif.

4. Les propositions d'ordre rédactionnel sont munies, en tête, de la mention «Proposition d'ordre rédactionnel» par les administrations postales qui les présentent et publiées par le Bureau international sous un numéro suivi de la lettre R. Les propositions non munies de cette mention mais qui, de l'avis du Bureau international, ne touchent que la rédaction sont publiées avec une annotation appropriée; le Bureau international établit une liste de ces propositions à l'intention du Congrès.

5. La procédure prescrite sous 1 et 4 ne s'applique ni aux propositions concernant le Règlement intérieur des Congrès ni aux amendements à des propositions déjà faites.

Article 123
Procédure de présentation au Conseil d'exploitation postale des propositions concernant l'élaboration des nouveaux Règlements compte tenu des décisions prises par le Congrès

1. Les Règlements de la Convention postale universelle et de l'Arrangement concernant les services de paiement de la poste sont arrêtés par le Conseil d'exploitation postale, compte tenu des décisions prises par le Congrès.

2. Les propositions de conséquence aux amendements qu'il est proposé d'apporter à la Convention ou à l'Arrangement concernant les services de paiement doivent être soumises au Bureau international en même temps que les propositions au Congrès auxquelles elles se rapportent. Elles peuvent être soumises par l'administration postale d'un seul Pays-membre de l'UPU, sans l'appui des administrations postales d'autres Pays-membres. Ces propositions doivent être envoyées à tous les Pays-membres, au plus tard un mois avant le Congrès.

3. Les autres propositions concernant les Règlements, censées être examinées par le Conseil d'exploitation postale en vue de l'élaboration des nouveaux Règlements dans les six mois suivant le Congrès, doivent être soumises au Bureau international au moins deux mois avant le Congrès.

4. Les propositions concernant les changements à apporter aux Règlements en raison des décisions du Congrès, qui sont soumises par les administrations postales des Pays-membres, doivent parvenir au Bureau international au plus tard deux mois avant l'ouverture du Conseil d'exploitation postale. Ces propositions doivent être envoyées à tous les Pays-membres, au plus tard un mois avant l'ouverture du Conseil d'exploitation postale.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

Article **124**
Procédure de présentation des propositions entre deux Congrès (Const. 29, Règl. gén. **116**)

1. Pour être prise en considération, chaque proposition concernant la Convention ou les Arrangements et introduite par une administration postale entre deux Congrès doit être appuyée par au moins deux autres administrations postales. Ces propositions restent sans suite lorsque le Bureau international ne reçoit pas, en même temps, les déclarations d'appui nécessaires.

2. Ces propositions sont adressées aux autres administrations postales par l'intermédiaire du Bureau international.

3. Les propositions concernant les Règlements n'ont pas besoin d'appui, mais ne sont prises en considération par le Conseil d'exploitation postale que si celui-ci en approuve l'urgente nécessité.

Article **125**
Examen des propositions entre deux Congrès (Const. 29, Règl. gén. **116, 124**)

1. Toute proposition concernant la Convention, les Arrangements et leurs Protocoles finals est soumise à la procédure suivante: **lorsque l'administration postale d'un Pays-membre a envoyé une proposition au Bureau international, ce dernier la transmet à toutes les administrations postales des Pays-membres pour examen. Celles-ci disposent d'un délai de deux mois pour examiner la proposition et, le cas échéant, pour faire parvenir leurs observations au Bureau international.** Les amendements ne sont pas admis. **A la fin de ce délai de deux mois, le Bureau international transmet aux administrations postales des Pays-membres toutes les observations qu'il a reçues et invite l'administration postale de chaque Pays-membre ayant le droit de vote à voter pour ou contre la proposition. Les administrations postales des Pays-membres** qui n'ont pas fait parvenir leur vote dans un délai de deux mois sont considérées comme **s'étant abstenues.** Les délais précités comptent à partir de la date des circulaires du Bureau international.

2. Les propositions de modification des Règlements sont traitées par le Conseil d'exploitation postale.

3. Si la proposition concerne un Arrangement ou son Protocole final, seules les administrations postales de Pays-membres qui sont parties à cet Arrangement peuvent prendre part aux opérations indiquées sous 1.

Article **126**
Notification des décisions adoptées entre deux Congrès (Const. 29, Règl. gén. **124, 125**)

1. Les modifications apportées à la Convention, aux Arrangements et aux Protocoles finals de ces Actes sont consacrées par une notification du Directeur général du Bureau international aux Gouvernements des Pays-membres.

2. Les modifications apportées par le Conseil d'exploitation postale aux Règlements et à leurs Protocoles finals sont notifiées aux administrations postales par le Bureau international. Il en est de même des interprétations visées à l'article **36.3.2** de la Convention et aux dispositions correspondantes des Arrangements.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

Article 127
Mise en vigueur des Règlements et des autres décisions adoptés entre deux Congrès

1. Les Règlements entrent en vigueur à la même date et ont la même durée que les Actes issus du Congrès.

2. Sous réserve des dispositions sous 1, les décisions de modification des Actes de l'Union qui sont adoptées entre deux Congrès ne sont exécutoires que trois mois, au moins, après leur notification.

Chapitre IV

Finances

Article 128
Fixation et règlement des dépenses de l'Union (Const. 21)

1. Sous réserve des dispositions prévues sous 2 à 6, les dépenses annuelles afférentes aux activités des organes de l'Union ne doivent pas dépasser les sommes ci-après pour les années **2005** et suivantes: 37 000 000 CHF pour les années **2005** à **2008**. La limite de base pour **2008** s'applique également aux années postérieures en cas de report du Congrès prévu pour **2008**.

2. Les dépenses afférentes à la réunion du prochain Congrès (déplacement du secrétariat, frais de transport, frais d'installation technique de l'interprétation simultanée, frais de reproduction des documents durant le Congrès, etc.) ne doivent pas dépasser la limite de **2 900 000** CHF.

3. Le Conseil d'administration est autorisé à dépasser les limites fixées sous 1 et 2 pour tenir compte des augmentations des échelles de traitement, des contributions au titre des pensions ou indemnités, y compris les indemnités de poste, admises par les Nations Unies pour être appliquées à leur personnel en fonctions à Genève.

4. Le Conseil d'administration est également autorisé à ajuster, chaque année, le montant des dépenses autres que celles relatives au personnel en fonction de l'indice suisse des prix à la consommation.

5. Par dérogation aux dispositions prévues sous 1, le Conseil d'administration, ou en cas d'extrême urgence le Directeur général, peut autoriser un dépassement des limites fixées pour faire face aux réparations importantes et imprévues du bâtiment du Bureau international, sans toutefois que le montant du dépassement puisse excéder 125 000 CHF par année.

6. Si les crédits prévus sous 1 et 2 se révèlent insuffisants pour assurer le bon fonctionnement de l'Union, ces limites ne peuvent être dépassées qu'avec l'approbation de la majorité des Pays-membres de l'Union. Toute consultation doit comporter un exposé complet des faits justifiant une telle demande.

7. Les pays qui adhèrent à l'Union ou qui sont admis en qualité de membres de l'Union ainsi que ceux qui sortent de l'Union doivent acquitter leur cotisation pour l'année entière au cours de laquelle leur admission ou leur sortie devient effective.

8. Les Pays-membres paient à l'avance leur part contributive aux dépenses annuelles de l'Union, sur la base du budget arrêté par le Conseil d'administration. Ces parts contributives doivent être payées au plus tard le premier jour de l'exercice financier auquel se rapporte le

budget. Passé ce terme, les sommes dues sont productives d'intérêts au profit de l'Union, à raison de 3% par an durant les six premiers mois et de 6% par an à partir du septième mois.

9. Lorsque les arriérés de contributions obligatoires hors intérêts dues à l'Union par un Pays-membre sont égaux ou supérieurs à la somme des contributions de ce Pays-membre pour les deux exercices financiers précédents, ce Pays-membre peut céder irrévocablement à l'Union tout ou partie de ses créances sur d'autres Pays-membres, selon les modalités fixées par le Conseil d'administration. Les conditions de cession de créances sont à définir selon un accord convenu entre le Pays-membre, ses débiteurs/créanciers et l'Union.

10. Les Pays-membres qui, pour des raisons juridiques ou autres, sont dans l'impossibilité d'effectuer une telle cession s'engagent à conclure un plan d'amortissement de leurs comptes arriérés.

11. Sauf dans des circonstances exceptionnelles, le recouvrement des arriérés de contributions obligatoires dues à l'Union ne pourra pas s'étendre à plus de dix années.

12. Dans des circonstances exceptionnelles, le Conseil d'administration peut libérer un Pays-membre de tout ou partie des intérêts dus si celui-ci s'est acquitté, en capital, de l'intégralité de ses dettes arriérées.

13. Un Pays-membre peut également être libéré, dans le cadre d'un plan d'amortissement de ses comptes arriérés approuvé par le Conseil d'administration, de tout ou partie des intérêts accumulés ou à courir; la libération est toutefois subordonnée à l'exécution complète et ponctuelle du plan d'amortissement dans un délai convenu de dix ans au maximum.

14. Pour pallier les insuffisances de trésorerie de l'Union, il est constitué un Fonds de réserve dont le montant est fixé par le Conseil d'administration. Ce Fonds est alimenté en premier lieu par les excédents budgétaires. Il peut servir également à équilibrer le budget ou à réduire le montant des contributions des Pays-membres.

15. En ce qui concerne les insuffisances passagères de trésorerie, le Gouvernement de la Confédération suisse fait, à court terme, les avances nécessaires selon des conditions qui sont à fixer d'un commun accord. Ce Gouvernement surveille sans frais la tenue des comptes financiers ainsi que la comptabilité du Bureau international dans les limites des crédits fixés par le Congrès.

Article **129**
Sanctions automatiques

1. Tout Pays-membre étant dans l'impossibilité d'effectuer la cession prévue à l'article **128.9** et qui n'accepte pas de se soumettre à un plan d'amortissement proposé par le Bureau international conformément à l'article **128.10**, ou ne le respecte pas perd automatiquement son droit de vote au Congrès et dans les réunions du Conseil d'administration et du Conseil d'exploitation postale et n'est plus éligible à ces deux Conseils.

2. Les sanctions automatiques sont levées d'office et avec effet immédiat dès que le Pays-membre concerné s'est acquitté entièrement de ses arriérés de contributions obligatoires dues à l'Union, en capital et intérêts, ou qu'il accepte de se soumettre à un plan d'amortissement de ses comptes arriérés.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

Article **130**
Classes de contribution (Const. 21, Règl. gén. **115, 128**)

1. Les Pays-membres contribuent à la couverture des dépenses de l'Union selon la classe de contribution à laquelle ils appartiennent. Ces classes sont les suivantes:

classe de 50 unités;
classe de 45 unités;
classe de 40 unités;
classe de 35 unités;
classe de 30 unités;
classe de 25 unités;
classe de 20 unités;
classe de 15 unités;
classe de 10 unités;
classe de 5 unités;
classe de 3 unités;
classe de 1 unité;
classe de 0,5 unité, réservée aux pays les moins avancés énumérés par l'Organisation des Nations Unies et à d'autres pays désignés par le Conseil d'administration.

2. Outre les classes de contribution énumérées sous 1, tout Pays-membre peut choisir de payer un nombre d'unités de contribution supérieur à 50 unités.

3. Les Pays-membres sont rangés dans l'une des classes de contribution précitées au moment de leur admission ou de leur adhésion à l'Union, selon la procédure visée à l'article 21.4 de la Constitution.

4. Les Pays-membres peuvent changer ultérieurement de classe de contribution, à la condition que ce changement soit notifié au Bureau international au moins deux mois avant l'ouverture du Congrès. Cette notification, qui est portée à l'attention du Congrès, prend effet à la date de mise en vigueur des dispositions financières arrêtées par le Congrès. Les Pays-membres qui n'ont pas fait connaître leur souhait de changer de classe de contribution dans les délais prescrits sont maintenus dans la classe de contribution à laquelle ils appartenaient jusqu'alors.

5. Les Pays-membres ne peuvent pas exiger d'être déclassés de plus d'une classe à la fois.

6. Toutefois, dans des circonstances exceptionnelles telles que des catastrophes naturelles nécessitant des programmes d'aide internationale, le Conseil d'administration peut autoriser un déclassement temporaire d'une classe, une seule fois entre deux Congrès, à la demande d'un Pays-membre si celui-ci apporte la preuve qu'il ne peut plus maintenir sa contribution selon la classe initialement choisie. Dans les mêmes circonstances, le Conseil d'administration peut également autoriser le déclassement temporaire de Pays-membres n'appartenant pas à la catégorie des pays les moins avancés et déjà rangés dans la classe de 1 unité en les faisant passer dans la classe de 0,5 unité.

7. En application des dispositions prévues sous 6, le déclassement temporaire peut être autorisé par le Conseil d'administration pour une période maximale de deux ans ou jusqu'au prochain Congrès, si celui-ci a lieu avant la fin de cette période. A l'expiration de la période fixée, le pays concerné réintègre automatiquement sa classe initiale.

8. Par dérogation aux dispositions prévues sous 4 et 5, les surclassements ne sont soumis à aucune restriction.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

Article **131**
Paiement des fournitures du Bureau international (Règl. gén. **118**)

Les fournitures que le Bureau international livre à titre onéreux aux administrations postales doivent être payées dans le plus bref délai possible, et au plus tard dans les six mois à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'envoi du compte par ledit Bureau. Passé ce délai, les sommes dues sont productives d'intérêts au profit de l'Union, à raison de 5% par an, à compter du jour de l'expiration dudit délai.

Chapitre V

Arbitrages

Article 132
Procédure d'arbitrage (Const. 32)

1. En cas de différend à régler par jugement arbitral, chacune des administrations postales en cause choisit une administration postale d'un Pays-membre qui n'est pas directement intéressée dans le litige. Lorsque plusieurs administrations postales font cause commune, elles ne comptent, pour l'application de cette disposition, que pour une seule.

2. Au cas où l'une des administrations postales en cause ne donne pas suite à une proposition d'arbitrage dans le délai de six mois, le Bureau international, si la demande lui en est faite, provoque à son tour la désignation d'un arbitre par l'administration postale défaillante ou en désigne un lui-même, d'office.

3. Les parties en cause peuvent s'entendre pour désigner un arbitre unique, qui peut être le Bureau international.

4. La décision des arbitres est prise à la majorité des voix.

5. En cas de partage des voix, les arbitres choisissent, pour trancher le différend, une autre administration postale également désintéressée dans le litige. A défaut d'une entente sur le choix, cette administration postale est désignée par le Bureau international parmi les administrations postales non proposées par les arbitres.

6. S'il s'agit d'un différend concernant l'un des Arrangements, les arbitres ne peuvent être désignés en dehors des administrations postales qui participent à cet Arrangement.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

Chapitre VI

Dispositions finales

Article **133**
Conditions d'approbation des propositions concernant le Règlement général

Pour devenir exécutoires, les propositions soumises au Congrès et relatives au présent Règlement général doivent être approuvées par la majorité des Pays-membres représentés au Congrès **et ayant le droit de vote.** Les deux tiers au moins des Pays-membres de l'Union **ayant le droit de vote** doivent être présents au moment du vote.

Article **134**
Propositions concernant les Accords avec l'Organisation des Nations Unies (Const. 9)

Les conditions d'approbation visées à l'article **133** s'appliquent également aux propositions tendant à modifier les Accords conclus entre l'Union postale universelle et l'Organisation des Nations Unies dans la mesure où ces Accords ne prévoient pas les conditions de modification des dispositions qu'ils contiennent.

Article **135**
Mise à exécution et durée du Règlement général

Le présent Règlement général sera mis à exécution le 1er janvier **2006** et demeurera en vigueur **pour une période indéterminée.**

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres ont signé le présent Règlement général en un exemplaire qui est déposé auprès du Directeur général du Bureau international. Une copie en sera remise à chaque Partie par le **Bureau international de l'Union postale universelle.**

Fait à **Bucarest,** le **5 octobre 2004.**

Signatures: les mêmes qu'aux pages 33 à 64.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

Convention postale universelle

Table des matières

Première partie

Règles communes applicables au service postal international

Chapitre unique

Dispositions générales

Deuxième partie

Règles applicables à la poste aux lettres et aux colis postaux

Chapitre 1

Offre de prestations

12. Services de base
13. Services supplémentaires
14. Courrier électronique, EMS, **logistique intégrée** et nouveaux services
15. Envois non admis. Interdictions
16. Matières radioactives et matières biologiques admissibles
17. Réclamations
18. Contrôle douanier. Droits de douane et autres droits
19. Echange de dépêches closes avec des unités militaires
20. **Normes et objectifs** en matière de qualité de service

Chapitre 2

Responsabilité

21. Responsabilité des administrations postales. Indemnités
22. Non-responsabilité des administrations postales
23. Responsabilité de l'expéditeur
24. Paiement de l'indemnité
25. Récupération éventuelle de l'indemnité sur l'expéditeur ou sur le destinataire
26. **Réciprocité applicable aux réserves concernant la responsabilité**

Chapitre 3

Dispositions particulières à la poste aux lettres

27. Dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres

Troisième partie

Rémunération

Chapitre 1

Dispositions particulières à la poste aux lettres

28. Frais terminaux. Dispositions générales
29. Frais terminaux. Dispositions applicables aux échanges entre pays **du système cible**

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

Chapitre 2

Autres dispositions

Quatrième partie

Dispositions finales

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

Protocole final de la Convention postale universelle

Art.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

Convention postale universelle

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres de l'Union, vu l'article 22.3 de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont, d'un commun accord et sous réserve de l'article 25.4 de ladite Constitution, arrêté, dans la présente Convention, les règles applicables au service postal international.

Première partie

Règles communes applicables au service postal international

Chapitre unique

Dispositions générales

Article premier
Définitions

1. Aux fins de la Convention postale universelle, les termes ci-après sont définis comme suit:

1.1 service postal universel: prestation permanente aux clients de services postaux de base de qualité, en tout point du territoire d'un pays, à des prix abordables;

1.2 dépêche close: sac ou ensemble de sacs ou d'autres récipients étiquetés, plombés ou cachetés, contenant des envois postaux;

1.3 transit à découvert: transit, par un pays intermédiaire, d'envois dont le nombre ou le poids ne justifie pas la confection d'une dépêche close pour le pays de destination;

1.4 envoi postal: terme générique désignant chacune des expéditions effectuées par la poste (envoi de la poste aux lettres, colis postal, mandat de poste, etc.);

1.5 frais terminaux: rémunération due à l'administration postale de destination par l'administration postale expéditrice à titre de compensation des frais liés au traitement des envois de la poste aux lettres reçus dans le pays de destination;

1.6 frais de transit: rémunération pour les prestations faites par un organisme transporteur du pays traversé (administration postale, autre service ou combinaison des deux), concernant le transit territorial, maritime et/ou aérien des dépêches;

1.7 quote-part territoriale d'arrivée: rémunération due à l'administration postale de destination par l'administration postale expéditrice à titre de compensation des frais de traitement d'un colis postal dans le pays de destination;

1.8 quote-part territoriale de transit: rémunération due pour les prestations faites par un organisme transporteur du pays traversé (administration postale, autre service ou combinaison des deux), concernant le transit territorial et/ou aérien, pour l'acheminement d'un colis postal à travers son territoire;

1.9 quote-part maritime: rémunération due pour les prestations faites par un organisme transporteur (administration postale, autre service ou combinaison des deux) participant au transport maritime d'un colis postal.

Article 2
Désignation de la ou des entités chargées de remplir les obligations découlant de l'adhésion à la Convention

1. Les Pays-membres notifient au Bureau international, dans les six mois suivant la clôture du Congrès, le nom et l'adresse de l'organe gouvernemental chargé de superviser les affaires postales. En outre, les Pays-membres communiquent au Bureau international, dans les six mois suivant la clôture du Congrès, le nom et l'adresse du ou des opérateurs désignés officiellement pour assurer l'exploitation des services postaux et remplir les obligations découlant des Actes de l'Union sur son ou leurs territoires. Entre deux Congrès, tout changement concernant les organes gouvernementaux et les opérateurs désignés officiellement doit être notifié au Bureau international dans les meilleurs délais.

Article 3
Service postal universel

1. Pour renforcer le concept d'unicité du territoire postal de l'Union, les Pays-membres veillent à ce que tous les utilisateurs/clients jouissent du droit à un service postal universel qui correspond à une offre de services postaux de base de qualité, fournis de manière permanente en tout point de leur territoire, à des prix abordables.

2. A cette fin, les Pays-membres établissent, dans le cadre de leur législation postale nationale ou par d'autres moyens habituels, la portée des services postaux concernés ainsi que les conditions de qualité et de prix abordables en tenant compte à la fois des besoins de la population et de leurs conditions nationales.

3. Les Pays-membres veillent à ce que les offres de services postaux et les normes de qualité soient respectées par les opérateurs chargés d'assurer le service postal universel.

4. Les Pays-membres veillent à ce que la prestation du service postal universel soit assurée de manière viable, garantissant ainsi sa pérennité.

Article 4
Liberté de transit

1. Le principe de la liberté de transit est énoncé à l'article premier de la Constitution. Il entraîne l'obligation, pour chaque administration postale, d'acheminer toujours par les voies les plus rapides et les moyens les plus sûrs qu'elle emploie pour ses propres envois les dépêches closes et les envois de la poste aux lettres à découvert qui lui sont livrés par une autre administration postale. **Ce principe s'applique également aux envois ou aux dépêches mal dirigés.**

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

2. Les Pays-membres qui ne participent pas à l'échange des lettres contenant des matières biologiques périssables ou des matières radioactives ont la faculté de ne pas admettre ces envois au transit à découvert à travers leur territoire. Il en est de même pour les envois de la poste aux lettres, autres que les lettres, les cartes postales et les **cécogrammes. Cela s'applique également aux imprimés, aux périodiques, aux revues, aux petits paquets et aux sacs M dont le contenu ne satisfait pas** aux dispositions légales qui règlent les conditions de leur publication ou de leur circulation dans le pays traversé.

3. La liberté de transit des colis postaux à acheminer par les voies terrestre et maritime est limitée au territoire des pays participant à ce service.

4. La liberté de transit des colis-avion est garantie dans le territoire entier de l'Union. Toutefois, les Pays-membres qui ne participent pas au service des colis postaux ne peuvent être obligés d'assurer l'acheminement, par voie de surface, des colis-avion.

5. Si un Pays-membre n'observe pas les dispositions concernant la liberté de transit, les autres Pays-membres ont le droit de supprimer le service postal avec ce pays.

Article **5**
Appartenance des envois postaux. Retrait. Modification ou correction d'adresse. Réexpédition. Renvoi à l'expéditeur des envois non distribuables

1. Tout envoi postal appartient à l'expéditeur aussi longtemps qu'il n'a pas été délivré à l'ayant droit, sauf si ledit envoi a été saisi en application de la législation du pays **d'origine ou de destination et, en cas d'application de l'article 15.2.1.1 ou 15.3, selon la législation du pays de transit.**

2. L'expéditeur d'un envoi postal peut le faire retirer du service ou en faire modifier ou corriger l'adresse. Les taxes et les autres conditions sont prescrites aux Règlements.

3. Les Pays-membres assurent la réexpédition des envois postaux, en cas de changement d'adresse du destinataire, et le renvoi à l'expéditeur des envois non distribuables. Les taxes et les autres conditions sont énoncées dans les Règlements.

Article **6**
Taxes

1. Les taxes relatives aux différents services postaux internationaux et spéciaux sont fixées par les administrations postales, en conformité avec les principes énoncés dans la Convention et les Règlements. Elles doivent en principe être liées aux coûts afférents à la fourniture de ces services.

2. L'administration d'origine fixe les taxes d'affranchissement pour le transport des envois de la poste aux lettres **et des colis postaux**. Les taxes d'affranchissement comprennent la remise des envois au domicile des destinataires, pour autant que le service de distribution soit organisé dans les pays de destination pour les envois dont il s'agit.

3. Les taxes appliquées, y compris celles mentionnées à titre indicatif dans les Actes, doivent être au moins égales à celles appliquées aux envois du régime intérieur présentant les mêmes caractéristiques (catégorie, quantité, délai de traitement, etc.).

4. Les administrations postales sont autorisées à dépasser toutes les taxes **indicatives** figurant dans les **Actes.**

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

5. Au-dessus de la limite minimale des taxes fixée sous 3, les administrations postales ont la faculté de concéder des taxes réduites basées sur leur législation intérieure pour les envois de la poste aux lettres **et pour les colis postaux** déposés dans leur pays. Elles ont notamment la possibilité d'accorder des tarifs préférentiels à leurs clients ayant un important trafic postal.

6. Il est interdit de percevoir sur les clients des taxes postales de n'importe quelle nature autres que celles qui sont prévues dans les Actes.

7. Sauf les cas prévus dans les Actes, chaque administration postale garde les taxes qu'elle a perçues.

Article **7**
Exonération des taxes postales

1. Principe

1.1 Les cas de franchise **postale, en tant qu'exonération du paiement de l'affranchissement,** sont expressément prévus par la Convention. Toutefois, les Règlements peuvent fixer des dispositions prévoyant **tant l'exonération du paiement de l'affranchissement que l'exonération du paiement des frais de transit, des frais terminaux et des quotes-parts d'arrivée pour les envois de la poste aux lettres et les colis postaux** relatifs au service postal envoyés par les administrations postales et les Unions restreintes. En outre, les envois de la poste aux lettres et les colis postaux expédiés par le Bureau international de l'UPU à destination des Unions restreintes et les administrations postales sont considérés comme des envois relatifs au service postal et sont exonérés de toutes taxes postales. Cependant, l'administration d'origine a la faculté de percevoir des surtaxes aériennes pour ces derniers envois.

2. Prisonniers de guerre et internés civils

2.1 Sont exonérés de toutes taxes postales, à l'exclusion des surtaxes aériennes, les envois de la poste aux lettres, les colis postaux et les envois des services financiers postaux adressés aux prisonniers de guerre ou expédiés par eux soit directement, soit par l'entremise des bureaux mentionnés **dans les Règlements de la Convention et de l'Arrangement concernant les services de paiement de la poste.** Les belligérants recueillis et internés dans un pays neutre sont assimilés aux prisonniers de guerre proprement dits en ce qui concerne l'application des dispositions qui précèdent.

2.2 Les dispositions prévues sous 2.1 s'appliquent également aux envois de la poste aux lettres, aux colis postaux et aux envois des services financiers postaux, en provenance d'autres pays, adressés aux personnes civiles internées visées par la Convention de Genève du 12 août 1949 relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, ou expédiés par elles soit directement, soit par l'entremise des bureaux mentionnés **dans les Règlements de la Convention et de l'Arrangement concernant les services de paiement de la poste.**

2.3 Les bureaux mentionnés **dans les Règlements de la Convention et de l'Arrangement concernant les services de paiement de la poste** bénéficient également de la franchise postale pour les envois de la poste aux lettres, les colis postaux et les envois des services financiers postaux concernant les personnes visées sous 2.1 et 2.2 qu'ils expédient ou qu'ils reçoivent, soit directement, soit à titre d'intermédiaire.

2.4 Les colis sont admis en franchise postale jusqu'au poids de 5 kilogrammes. La limite de poids est portée à 10 kilogrammes pour les envois dont le contenu est indivisible et pour ceux qui sont adressés à un camp ou à ses hommes de confiance pour être distribués aux prisonniers.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

2.5 Dans le cadre du règlement des comptes entre les administrations postales, les colis de service et les colis de prisonniers de guerre et d'internés civils ne donnent lieu à l'attribution d'aucune quote-part, exception faite des frais de transport aérien applicables aux colis-avion.

3. Cécogrammes

3.1 Les cécogrammes sont exonérés de toutes taxes postales, à l'exclusion des surtaxes aériennes.

Article **8**
Timbres-poste

1. L'appellation «timbre-poste» est protégée en vertu de la présente Convention et est réservée exclusivement aux timbres qui remplissent les conditions de cet article et des Règlements.

2. Le timbre-poste:

2.1 est émis exclusivement par une autorité émettrice compétente, conformément aux Actes de l'UPU; l'émission de timbres-poste englobe leur mise en circulation;

2.2 est un attribut de souveraineté et constitue:

2.2.1 une preuve du paiement de l'affranchissement correspondant à sa valeur intrinsèque, lorsqu'il est apposé sur un envoi postal conformément aux Actes de l'Union;

2.2.2 une source de recettes supplémentaires pour les administrations postales, en tant qu'objet philatélique;

2.3 doit être en circulation sur le territoire d'origine de l'administration postale émettrice pour une utilisation aux fins d'affranchissement ou de philatélie.

3. En tant qu'attribut de souveraineté, le timbre-poste contient:

3.1 le nom du Pays-membre ou du territoire dont relève l'administration postale émettrice, en caractères latins;

3.1.1 facultativement, l'emblème officiel du Pays-membre dont relève l'administration postale émettrice;

3.1.2 en principe, sa valeur faciale en caractères latins ou en chiffres arabes;

3.1.3 facultativement, l'indication «Postes» en caractères latins ou autres.

4. Les emblèmes d'Etat, les signes officiels de contrôle et les emblèmes d'organisations intergouvernementales figurant sur les timbres-poste sont protégés, au sens de la Convention de Paris pour la protection de la propriété intellectuelle.

5. Les sujets et motifs des timbres-poste doivent:

5.1 être conformes à l'esprit du préambule de la Constitution de l'UPU et aux décisions prises par les organes de l'Union;

5.2 être en rapport étroit avec l'identité culturelle du pays de l'administration postale émettrice ou contribuer à la promotion de la culture ou au maintien de la paix;

5.3 avoir, en cas de commémoration de personnalités ou d'événements étrangers au pays ou au territoire de l'administration postale émettrice, un lien étroit avec ledit pays ou territoire;

5.4 être dépourvu de caractère politique ou offensant pour une personnalité ou un pays;

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

5.5 **revêtir une signification importante pour le pays dont relève l'administration postale émettrice ou pour cette dernière.**

6. **En tant qu'objet de droits de propriété intellectuelle, le timbre-poste peut contenir:**

6.1 **l'indication du droit de l'administration postale émettrice d'utiliser les droits de propriété concernés, à savoir:**

6.1.1 **les droits d'auteur, par l'apposition du sigle du copyright (©), l'indication du propriétaire des droits d'auteur et la mention de l'année d'émission;**

6.1.2 **la marque enregistrée sur le territoire du Pays-membre dont relève l'administration postale émettrice, par l'apposition du sigle de l'enregistrement de la marque (®) après le nom de la marque;**

6.2 **le nom de l'artiste;**

6.3 **le nom de l'imprimeur.**

7. **Les marques d'affranchissement postal, les empreintes de machines à affranchir et les empreintes de presses d'imprimerie ou d'autres procédés d'impression ou de timbrage conformes aux Actes de l'UPU ne peuvent être utilisés que sur autorisation de l'administration postale.**

Article **9**
Sécurité postale

1. Les Pays-membres adoptent et mettent en œuvre une stratégie d'action en matière de sécurité, à tous les niveaux de l'exploitation postale, afin de conserver et d'accroître la confiance **du public dans les services postaux, et ce dans l'intérêt de tous les agents concernés. Une telle stratégie devra impliquer l'échange des informations relatives au maintien de la sûreté et de la sécurité de transport et de transit des dépêches entre les Pays-membres.**

Article 10
Environnement

1. **Les Pays-membres doivent adopter et mettre en œuvre une stratégie environnementale dynamique à tous les niveaux de l'exploitation postale et promouvoir la sensibilisation aux questions environnementales dans le cadre des services postaux.**

Article 11
Infractions

1. **Envois postaux**

1.1 **Les Pays-membres s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir les actes ci-après et pour poursuivre et punir leurs auteurs:**

1.1.1 **insertion dans les envois postaux de stupéfiants, de substances psychotropes ou de matières explosibles, inflammables ou autrement dangereuses, non expressément autorisée par la Convention;**

1.1.2 **insertion dans les envois postaux d'objets à caractère pédophile ou pornographique représentant des enfants.**

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

2. Affranchissement en général et moyens d'affranchissement en particulier

2.1 Les Pays-membres s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir, réprimer et punir les infractions relatives aux moyens d'affranchissement prévus par la présente Convention, à savoir:

2.1.1 les timbres-poste, en circulation ou retirés de la circulation;

2.1.2 les marques d'affranchissement;

2.1.3 les empreintes de machines à affranchir ou de presses d'imprimerie;

2.1.4 les coupons-réponse internationaux.

2.2 Aux fins de la présente Convention, une infraction relative aux moyens d'affranchissement s'entend de l'un des actes ci-après, commis dans l'intention de procurer un enrichissement illégitime à son auteur ou à un tiers. Doivent être punis:

2.2.1 la falsification, l'imitation ou la contrefaçon de moyens d'affranchissement, ou tout acte illicite ou délictueux lié à leur fabrication non autorisée;

2.2.2 l'utilisation, la mise en circulation, la commercialisation, la distribution, la diffusion, le transport, la présentation ou l'exposition, y compris à des fins publicitaires, de moyens d'affranchissement falsifiés, imités ou contrefaits;

2.2.3 l'utilisation ou la mise en circulation à des fins postales de moyens d'affranchissement ayant déjà servi;

2.2.4 les tentatives visant à commettre l'une des infractions susmentionnées.

3. Réciprocité

3.1 En ce qui concerne les sanctions, aucune distinction ne doit être établie entre les actes prévus sous 2, qu'il s'agisse de moyens d'affranchissement nationaux ou étrangers; cette disposition ne peut être soumise à aucune condition de réciprocité légale ou conventionnelle.

Deuxième partie

Règles applicables à la poste aux lettres et aux colis postaux

Chapitre 1

Offre de prestations

Article **12**
Services de base

1. Les Pays-membres assurent l'admission, le traitement, le transport et la distribution des envois de la poste aux lettres.

2. Les envois de la poste aux lettres comprennent:

2.1 les envois prioritaires et non prioritaires jusqu'à 2 kilogrammes;

2.2 les lettres, cartes postales, imprimés et petits paquets jusqu'à 2 kilogrammes;

2.3 les cécogrammes jusqu'à 7 kilogrammes;

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

2.4 les sacs spéciaux contenant des journaux, des écrits périodiques, des livres et des documents imprimés semblables, à l'adresse du même destinataire et de la même destination, dénommés «sacs M», jusqu'à 30 kilogrammes.

3. Les envois de la poste aux lettres sont classifiés selon la rapidité de leur traitement ou selon leur contenu, conformément au Règlement de la poste aux lettres.

4. Des limites de poids supérieures à celles indiquées sous 2 s'appliquent facultativement à certaines catégories **d'envois** de la poste aux lettres, selon les conditions précisées dans le Règlement de la poste aux lettres.

5. Les Pays-membres assurent également l'admission, le traitement, le transport et la distribution des colis postaux jusqu'à 20 kilogrammes, soit en suivant les dispositions de la Convention, soit, dans le cas des colis partants et après accord bilatéral, en employant tout autre moyen plus avantageux pour leur client.

6. Des limites de poids supérieures à 20 kilogrammes s'appliquent facultativement à certaines catégories de colis postaux, selon les conditions précisées dans le Règlement concernant les colis postaux.

7. Tout pays dont l'administration postale ne se charge pas du transport des colis a la faculté de faire exécuter les clauses de la Convention par les entreprises de transport. Il peut, en même temps, limiter ce service aux colis en provenance ou à destination de localités desservies par ces entreprises.

8. Par dérogation aux dispositions prévues sous 5, les pays qui, avant le 1er janvier 2001, n'étaient pas parties à l'Arrangement concernant les colis postaux ne sont pas tenus d'assurer le service des colis postaux.

Article **13**
Services supplémentaires

1. Les Pays-membres assurent les services supplémentaires obligatoires ci-après:

1.1 service de recommandation pour les **envois-avion et les envois prioritaires partants** de la poste aux lettres;

1.2 **service de recommandation pour les envois de la poste aux lettres partants non prioritaires et de surface pour des destinations pour lesquelles aucun service prioritaire ou de courrier-avion n'est prévu;**

1.3 **service de recommandation pour tous les envois arrivants de la poste aux lettres.**

2. **La prestation d'un service de recommandation pour les envois non prioritaires et de surface partants de la poste aux lettres pour des destinations pour lesquelles un service prioritaire ou de courrier-avion est assuré est facultative.**

3. Les Pays-membres peuvent assurer les services supplémentaires facultatifs ci-après dans le cadre des relations entre les administrations ayant convenu de fournir ces services:

3.1 service des envois avec valeur déclarée pour les envois de la poste aux lettres et les colis;

3.2 service des envois à livraison attestée pour les envois de la poste aux lettres;

3.3 service des envois contre remboursement pour les envois de la poste aux lettres et les colis;

3.4 service des envois exprès pour les envois de la poste aux lettres et les colis;

3.5 service de remise en main propre pour les envois **de la poste aux lettres** recommandés, à livraison attestée **ou** avec valeur déclarée;

3.6 service des envois francs de taxes et de droits pour les envois de la poste aux lettres et les colis;

3.7 service des colis fragiles et des colis encombrants;

3.8 service de groupage «Consignment» pour les envois groupés d'un seul expéditeur destinés à l'étranger.

4. Les **trois** services supplémentaires ci-après comportent à la fois des aspects obligatoires et des aspects facultatifs:

4.1 service de correspondance commerciale-réponse internationale (CCRI), qui est essentiellement facultatif; mais toutes les administrations sont obligées d'assurer le service de retour des envois CCRI;

4.2 service des coupons-réponse internationaux; ces coupons peuvent être échangés dans tout Pays-membre, mais leur vente est facultative;

4.3 **avis de réception pour les envois de la poste aux lettres recommandés ou à livraison attestée, les colis et les envois avec valeur déclarée; toutes les administrations postales acceptent les avis de réception pour les envois arrivants; cependant, la prestation d'un service d'avis de réception pour les envois partants est facultative.**

5. Ces services et les taxes y relatives sont décrits dans les Règlements.

6. Si les éléments de service indiqués ci-après font l'objet de taxes spéciales en régime intérieur, les administrations postales sont autorisées à percevoir les mêmes taxes pour les envois internationaux, selon les conditions énoncées dans les Règlements:

6.1 distribution des petits paquets de plus de 500 grammes;

6.2 dépôt des envois de la poste aux lettres en dernière limite d'heure;

6.3 dépôt des envois en dehors des heures normales d'ouverture des guichets;

6.4 ramassage au domicile de l'expéditeur;

6.5 retrait d'un envoi de la poste aux lettres en dehors des heures normales d'ouverture des guichets;

6.6 poste restante;

6.7 magasinage des envois de la poste aux lettres dépassant 500 grammes, et des colis postaux;

6.8 livraison des colis en réponse à l'avis d'arrivée;

6.9 couverture contre le risque de force majeure.

Article **14**
Courrier électronique, EMS, **logistique intégrée** et nouveaux services

1. Les administrations postales peuvent convenir entre elles de participer aux services ci-après qui sont décrits dans les Règlements:

1.1 le courrier électronique, qui est un service faisant appel à la transmission électronique des messages;

1.2 l'EMS, **qui est un service postal express destiné aux documents et aux marchandises et qui constitue, autant que possible,** le plus rapide des services postaux par moyen physique; **les administrations postales ont la faculté de fournir ce service sur la base de l'Accord standard EMS multilatéral ou d'accords bilatéraux;**

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

1.3 **le service de logistique intégrée, qui répond pleinement aux besoins de la clientèle en matière de logistique et comprend les étapes précédant et suivant la transmission physique des marchandises et des documents;**

1.4 **le cachet postal électronique, qui atteste de manière probante la réalité d'un fait électronique, sous une forme donnée, à un moment donné, et auquel ont pris part une ou plusieurs parties.**

2. Les administrations postales peuvent, d'un commun accord, créer un nouveau service non expressément prévu par les Actes de l'Union. Les taxes relatives au nouveau service sont fixées par chaque administration intéressée, compte tenu des frais d'exploitation du service.

Article **15**
Envois non admis. Interdictions

1. **Dispositions générales**

1.1 Les envois qui ne remplissent pas les conditions requises par la Convention et les Règlements ne sont pas admis. **Les envois expédiés en vue d'un acte frauduleux ou du non-paiement délibéré de l'intégralité des sommes dues ne sont pas admis non plus.**

1.2 **Les exceptions aux interdictions énoncées dans le présent article sont prescrites dans les Règlements.**

1.3 **Toutes les administrations postales ont la possibilité d'étendre les interdictions énoncées dans le présent article, qui peuvent être appliquées immédiatement après leur inclusion dans le recueil approprié.**

2. **Interdictions visant toutes les catégories d'envois**

2.1 **L'insertion des objets visés ci-après est interdite dans toutes les catégories d'envois:**

2.1.1 **les stupéfiants et les substances psychotropes;**

2.1.2 **les objets obscènes ou immoraux;**

2.1.3 **les objets dont l'importation ou la circulation est interdite dans le pays de destination;**

2.1.4 **les objets qui, par leur nature ou leur emballage, peuvent présenter du danger pour les agents ou le grand public, salir ou détériorer les autres envois, l'équipement postal ou les biens appartenant à des tiers;**

2.1.5 **les documents ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle échangés entre des personnes autres que l'expéditeur et le destinataire ou les personnes habitant avec eux.**

3. **Matières explosibles, inflammables ou radioactives et autres matières dangereuses**

3.1 **L'insertion de matières explosibles, inflammables ou autres matières dangereuses ainsi que les matières radioactives est interdite dans toutes les catégories d'envois.**

3.2 **Exceptionnellement, les substances et matières ci-après sont admises:**

3.2.1 **les matières radioactives expédiées dans les envois de la poste aux lettres et les colis postaux visées à l'article 16.1;**

3.2.2 **les substances biologiques expédiées dans les envois de la poste aux lettres visées à l'article 16.2.**

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

4. Animaux vivants

4.1 L'insertion d'animaux vivants est interdite dans toutes les catégories d'envois.

4.2 Exceptionnellement, les animaux ci-après sont admis dans les envois de la poste aux lettres autres que les envois avec valeur déclarée:

4.2.1 les abeilles, les sangsues et les vers à soie;

4.2.2 les parasites et les destructeurs d'insectes nocifs destinés au contrôle de ces insectes et échangés entre les institutions officiellement reconnues;

4.2.3 les mouches de la famille des drosophilidés utilisées pour la recherche biomédicale entre des institutions officiellement reconnues.

4.3 Exceptionnellement, les animaux ci-après sont admis dans les colis:

4.3.1 les animaux vivants dont le transport par la poste est autorisé par la réglementation postale des pays intéressés.

5. Insertion de correspondances dans les colis

5.1 L'insertion des objets visés ci-après est interdite dans les colis postaux:

5.1.1 les documents ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle;

5.1.2 les correspondances de toute nature échangées entre des personnes autres que l'expéditeur et le destinataire ou les personnes habitant avec eux.

6. Pièces de monnaie, billets de banque et autres objets de valeur

6.1 Il est interdit d'insérer des pièces de monnaie, des billets de banque, des billets de monnaie ou des valeurs quelconques au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierreries, des bijoux et autres objets précieux:

6.1.1 dans les envois de la poste aux lettres sans valeur déclarée;

6.1.1.1 cependant, si la législation intérieure des pays d'origine et de destination le permet, ces objets peuvent être expédiés sous enveloppe close comme envois recommandés;

6.1.2 dans les colis sans valeur déclarée, sauf si la législation intérieure des pays d'origine et de destination le permet;

6.1.3 dans les colis sans valeur déclarée échangés entre deux pays qui admettent la déclaration de valeur;

6.1.3.1 de plus, chaque administration a la faculté d'interdire l'insertion de l'or en lingots dans les colis avec ou sans valeur déclarée en provenance ou à destination de son territoire ou transmis en transit à découvert par son territoire; elle peut limiter la valeur réelle de ces envois.

7. Imprimés et cécogrammes

7.1 Les imprimés et les cécogrammes:

7.1.1 ne peuvent porter aucune annotation ni contenir aucun élément de correspondance;

7.1.2 ne peuvent contenir aucun timbre-poste, aucune formule d'affranchissement, oblitérés ou non, ni aucun papier représentatif d'une valeur, sauf dans les cas où l'envoi inclut une carte, une enveloppe ou une bande préaffranchie en vue de son retour et sur laquelle est imprimée l'adresse de l'expéditeur de l'envoi ou de son agent dans le pays de dépôt ou de destination de l'envoi original.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

8. Traitement des envois admis à tort

8.1 Le traitement des envois admis à tort ressortit aux Règlements. Toutefois, les envois qui contiennent des objets visés sous 2.1.1, 2.1.2 et 3.1 ne sont en aucun cas acheminés à destination, ni livrés aux destinataires, ni renvoyés à l'origine. Si des objets visés sous 2.1.1 et 3.1 sont découverts dans des envois en transit, ces derniers seront traités conformément à la législation nationale du pays de transit.

Article **16**
Matières radioactives et matières biologiques admissibles

1. Les matières radioactives sont admises dans les envois de la poste aux lettres et dans les colis postaux, dans le cadre des relations entre les administrations postales qui se sont déclarées d'accord pour admettre ces envois soit dans leurs relations réciproques, soit dans un seul sens, aux conditions suivantes:

1.1 les matières radioactives sont conditionnées et emballées conformément aux dispositions respectives des Règlements;

1.2 lorsqu'elles sont expédiées dans les envois de la poste aux lettres, elles sont soumises au tarif des envois prioritaires ou au tarif des lettres et à la recommandation;

1.3 les matières radioactives contenues dans les envois de la poste aux lettres ou les colis postaux doivent être acheminées par la voie la plus rapide, normalement par la voie aérienne, sous réserve de l'acquittement des surtaxes aériennes correspondantes;

1.4 les matières radioactives ne peuvent être déposées que par des expéditeurs dûment autorisés.

2. Les matières biologiques sont admises dans les envois de la poste aux lettres, aux conditions suivantes:

2.1 Les matières biologiques périssables, les substances infectieuses et le gaz carbonique solide (neige carbonique), lorsqu'il est employé pour réfrigérer des substances infectieuses, ne peuvent être acheminés par le courrier que dans le cadre d'échanges entre des laboratoires qualifiés officiellement reconnus. Ces marchandises dangereuses peuvent être acceptées dans le courrier en vue de leur acheminement par avion, à condition que la législation nationale, les instructions techniques en vigueur de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) et les règlements de l'IATA concernant les marchandises dangereuses le permettent.

2.2 Les matières biologiques périssables et les substances infectieuses conditionnées et emballées selon les dispositions respectives du Règlement sont soumises au tarif des envois prioritaires ou au tarif des lettres et à la recommandation. Il est permis de soumettre le traitement postal de ces envois à l'acquittement d'une surtaxe.

2.3 L'admission de matières biologiques périssables et de substances infectieuses est limitée aux Pays-membres dont les administrations postales se sont déclarées d'accord pour accepter ces envois soit dans leurs relations réciproques, soit dans un seul sens.

2.4 Ces substances ou matières sont acheminées par la voie la plus rapide, normalement par la voie aérienne, sous réserve de l'acquittement des surtaxes aériennes correspondantes, et bénéficient de la priorité à la livraison.

Article **17**
Réclamations

1. Chaque administration postale est tenue d'accepter les réclamations concernant un envoi déposé dans son service ou dans celui d'une autre administration postale, pourvu que ces réclamations soient présentées dans un délai de six mois à compter du lendemain du jour du dépôt de

l'envoi. La période de six mois concerne les relations entre réclamants et administrations postales et ne couvre pas la transmission des réclamations entre administrations postales.

1.1 **Toutefois, l'acceptation des réclamations concernant la non-réception d'un envoi de la poste aux lettres ordinaire n'est pas obligatoire. Ainsi, les administrations postales qui acceptent les réclamations relatives à la non-réception d'envois de la poste aux lettres ordinaires ont la faculté de limiter leurs enquêtes aux recherches dans le service des rebuts.**

2. Les réclamations sont admises dans les conditions prévues par les Règlements.

3. Le traitement des réclamations est gratuit. Toutefois, les frais supplémentaires occasionnés par une demande de transmission par le service EMS sont en principe à la charge du demandeur.

Article **18**
Contrôle douanier. Droits de douane et autres droits

1. L'administration postale du pays d'origine et celle du pays de destination sont autorisées à soumettre les envois au contrôle douanier, selon la législation de ces pays.

2. Les envois soumis au contrôle douanier peuvent être frappés, au titre postal, d'une taxe de présentation à la douane dont le montant **indicatif** est fixé par les Règlements. Cette taxe n'est perçue qu'au titre de la présentation à la douane et du dédouanement des envois qui ont été frappés de droits de douane ou de tout autre droit de même nature.

3. Les administrations postales qui ont obtenu l'autorisation d'opérer le dédouanement au nom des clients sont autorisées à percevoir sur les clients une taxe basée sur les coûts réels de l'opération.

4. Les administrations postales sont autorisées à percevoir sur les expéditeurs ou sur les destinataires des envois, selon le cas, les droits de douane et tous autres droits éventuels.

Article **19**
Echange de dépêches closes avec des unités militaires

1. Des dépêches closes de la poste aux lettres peuvent être échangées par l'intermédiaire des services territoriaux, maritimes ou aériens d'autres pays:

1.1 entre les bureaux de poste de l'un des Pays-membres et les commandants des unités militaires mises à la disposition de l'Organisation des Nations Unies;

1.2 entre les commandants de ces unités militaires;

1.3 entre les bureaux de poste de l'un des Pays-membres et les commandants de divisions navales, aériennes **ou terrestres,** de navires de guerre ou d'avions militaires de ce même pays en station à l'étranger;

1.4 entre les commandants de divisions navales, aériennes **ou terrestres,** de navires de guerre ou d'avions militaires du même pays.

2. Les envois de la poste aux lettres compris dans les dépêches visées sous 1 doivent être exclusivement à l'adresse ou en provenance des membres des unités militaires ou des états-majors et des équipages des navires ou avions de destination ou expéditeurs des dépêches. Les tarifs et les conditions d'envoi qui leur sont applicables sont déterminés, d'après sa réglementation, par l'administration postale du pays qui a mis à disposition l'unité militaire ou auquel appartiennent les navires ou les avions.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

3. Sauf entente spéciale, l'administration postale du pays qui a mis à disposition l'unité militaire ou dont relèvent les navires de guerre ou avions militaires est redevable, envers les administrations concernées, des frais de transit des dépêches, des frais terminaux et des frais de transport aérien.

Article **20**
Normes et objectifs en matière de qualité de service

1. Les administrations doivent fixer **et publier leurs normes et objectifs en matière de distribution** des envois de la poste aux lettres **et des colis arrivants.**

2. **Ces normes et objectifs, augmentés du temps normalement requis pour le dédouanement, ne doivent** pas être moins **favorables** que **ceux appliqués** aux envois comparables de leur service **intérieur.**

3. Les administrations d'origine doivent **également fixer et** publier **des normes de bout en bout** pour les envois prioritaires et **les** envois-avion **de la poste aux lettres ainsi que pour les colis et les colis économiques/de surface.**

4. Les administrations postales évaluent **l'application des normes de qualité de service.**

Chapitre 2

Responsabilité

Article **21**
Responsabilité des administrations postales. Indemnités

1. Généralités

1.1 Sauf dans les cas prévus à l'article **22**, les administrations postales répondent:

1.1.1 de la perte, de la spoliation ou de l'avarie des envois recommandés, des colis ordinaires et des envois avec valeur déclarée;

1.1.2 de la perte des envois à livraison attestée;

1.1.3 du renvoi d'un colis dont le motif de non-distribution n'est pas donné.

1.2 Les administrations postales n'engagent pas leur responsabilité s'il s'agit d'envois autres que ceux indiqués sous 1.1.1 et 1.1.2.

1.3 Dans tout autre cas non prévu par la présente Convention, les administrations postales n'engagent pas leur responsabilité.

1.4 Lorsque la perte ou l'avarie totale d'un envoi recommandé, d'un colis ordinaire ou d'un envoi avec valeur déclarée résulte d'un cas de force majeure ne donnant pas lieu à indemnisation, l'expéditeur a droit à la restitution des taxes acquittées, à l'exception de la taxe d'assurance.

1.5 Les montants de l'indemnité à payer ne peuvent pas être supérieurs aux montants indiqués dans le Règlement de la poste aux lettres et dans le Règlement concernant les colis postaux.

1.6 En cas de responsabilité, les dommages indirects ou les bénéfices non réalisés ne sont pas pris en considération dans le montant de l'indemnité à verser.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

1.7 **Toutes les dispositions relatives à la responsabilité des administrations postales sont strictes, obligatoires et exhaustives. Les administrations postales n'engagent en aucun cas leur responsabilité – même en cas de faute grave (d'erreur grave) – en dehors des limites établies dans la Convention et les Règlements.**

2. Envois recommandés

2.1 En cas de perte, de spoliation totale ou d'avarie totale d'un envoi recommandé, l'expéditeur a droit à une indemnité fixée par le Règlement de la poste aux lettres. Si l'expéditeur réclame un montant inférieur au montant fixé dans le Règlement de la poste aux lettres, les administrations ont la faculté de payer ce montant moindre et d'être remboursées sur cette base par les autres administrations éventuellement concernées.

2.2 En cas de spoliation partielle ou d'avarie partielle d'un envoi recommandé, l'expéditeur a droit à une indemnité qui correspond, en principe, au montant réel de la spoliation ou de **l'avarie.**

3. Envois à livraison attestée

3.1 En cas de perte, de spoliation totale ou d'avarie totale d'un envoi à livraison attestée, l'expéditeur a droit **seulement** à la restitution des taxes acquittées.

4. Colis ordinaires

4.1 En cas de perte, de spoliation totale ou d'avarie totale d'un colis ordinaire, l'expéditeur a droit à une indemnité fixée par le Règlement concernant les colis postaux. **Si l'expéditeur réclame un montant inférieur au montant fixé dans le Règlement concernant les colis postaux, les administrations postales ont la faculté de payer ce montant moindre et d'être remboursées sur cette base par les autres administrations postales éventuellement concernées.**

4.2 En cas de spoliation partielle ou d'avarie partielle d'un colis ordinaire, l'expéditeur a droit à une indemnité qui correspond, en principe, au montant réel de la spoliation ou de **l'avarie.**

4.3 Les administrations postales peuvent convenir d'appliquer dans leurs relations réciproques le montant par colis fixé par le Règlement concernant les colis postaux, sans égard au poids du colis.

5. Envois avec valeur déclarée

5.1 En cas de perte, de spoliation totale ou d'avarie totale d'un envoi avec valeur déclarée, l'expéditeur a droit à une indemnité qui correspond, en principe, au montant, en DTS, de la valeur déclarée.

5.2 En cas de spoliation partielle ou d'avarie partielle d'un envoi avec valeur déclarée, l'expéditeur a droit à une indemnité qui correspond, en principe, au montant réel de la spoliation ou de l'avarie. Elle ne peut toutefois en aucun cas dépasser le montant, en DTS, de la valeur **déclarée.**

6. Dans les cas visés sous 4 et 5, l'indemnité est calculée d'après le prix courant, converti en DTS, des objets ou marchandises de même nature, au lieu et à l'époque où l'envoi a été accepté au transport. A défaut de prix courant, l'indemnité est calculée d'après la valeur ordinaire des objets ou marchandises évalués sur les mêmes bases.

7. Lorsqu'une indemnité est due pour la perte, la spoliation totale ou l'avarie totale d'un envoi recommandé, d'un colis ordinaire ou d'un envoi avec valeur déclarée, l'expéditeur ou, selon le cas, le destinataire a droit, en outre, à la restitution des taxes et droits acquittés, à l'exception de la taxe de recommandation ou d'assurance. Il en est de même des envois recommandés, des colis ordinaires ou des envois avec valeur déclarée refusés par les destinataires à cause de leur mauvais état, si celui-ci est imputable au service postal et engage sa responsabilité.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

8. Par dérogation aux dispositions prévues sous 2, 4 et 5, le destinataire a droit à l'indemnité après avoir pris livraison d'un envoi recommandé, d'un colis ordinaire ou d'un envoi avec valeur déclarée spolié ou avarié.

9. L'administration **postale** d'origine a la faculté de verser aux expéditeurs dans son pays les indemnités prévues par sa législation intérieure pour les envois recommandés et les colis sans valeur déclarée, à condition qu'elles ne soient pas inférieures à celles qui sont fixées sous 2.1 et 4.1. Il en est de même pour l'administration **postale** de destination lorsque l'indemnité est payée au destinataire. Les montants fixés sous 2.1 et 4.1 restent cependant applicables:

9.1 en cas de recours contre l'administration responsable;

9.2 si l'expéditeur se désiste de ses droits en faveur du destinataire ou inversement.

10. Aucune réserve concernant le paiement de l'indemnité aux administrations postales, sauf en cas d'accord bilatéral, n'est applicable à cet article.

Article **22**
Non-responsabilité des administrations postales

1. Les administrations postales cessent d'être responsables des envois recommandés, des envois à livraison attestée, des colis et des envois avec valeur déclarée dont elles ont effectué la remise dans les conditions prescrites par leur réglementation pour les envois de même nature. La responsabilité est toutefois maintenue:

1.1 lorsqu'une spoliation ou une avarie est constatée soit avant la livraison, soit lors de la livraison de l'envoi;

1.2 lorsque, la réglementation intérieure le permettant, le destinataire, le cas échéant l'expéditeur s'il y a renvoi à l'origine, formule des réserves en prenant livraison d'un envoi spolié ou avarié;

1.3 lorsque, la réglementation intérieure le permettant, l'envoi recommandé a été distribué dans une boîte aux lettres et que le destinataire déclare ne pas l'avoir reçu;

1.4 lorsque le destinataire ou, en cas de renvoi à l'origine, l'expéditeur d'un colis ou d'un envoi avec valeur déclarée, nonobstant décharge donnée régulièrement, déclare sans délai à l'administration qui lui a livré l'envoi avoir constaté un dommage; il doit administrer la preuve que la spoliation ou l'avarie ne s'est pas produite après la livraison; **le terme «sans délai» doit être interprété conformément à la législation nationale.**

2. Les administrations postales ne sont pas responsables:

2.1 en cas de force majeure, **sous réserve de** l'article **13.6.9;**

2.2 lorsque, la preuve de leur responsabilité n'ayant pas été administrée autrement, elles ne peuvent rendre compte des envois par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure;

2.3 lorsque le dommage a été causé par la faute ou la négligence de l'expéditeur ou provient de la nature du contenu;

2.4 lorsqu'il s'agit d'envois **qui tombent** sous le coup des interdictions prévues à l'article **15;**

2.5 en cas de saisie, en vertu de la législation du pays de destination, selon notification de l'administration de ce pays;

2.6 lorsqu'il s'agit d'envois avec valeur déclarée ayant fait l'objet d'une déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle du contenu;

2.7 lorsque l'expéditeur n'a formulé aucune réclamation dans le délai de six mois à compter du lendemain du jour de dépôt de l'envoi;

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

2.8 lorsqu'il s'agit de colis de prisonniers de guerre et d'internés civils;

2.9 lorsqu'on soupçonne l'expéditeur d'avoir agi avec des intentions frauduleuses dans le but de recevoir un dédommagement.

3. Les administrations postales n'assument aucune responsabilité du chef des déclarations en douane, sous quelque forme que celles-ci soient faites, et des décisions prises par les services de la douane lors de la vérification des envois soumis au contrôle douanier.

Article **23**
Responsabilité de l'expéditeur

1. L'expéditeur d'un envoi est responsable **des préjudices corporels subis par les agents des postes et** de tous les dommages causés aux autres envois postaux **ainsi qu'à l'équipement postal** par suite de l'expédition d'objets non admis au transport ou de la non-observation des conditions d'admission.

2. **En cas de dommages causés à d'autres envois postaux, l'expéditeur** est responsable dans les mêmes limites que les administrations postales **pour chaque envoi avarié**.

3. L'expéditeur demeure responsable même si le bureau de dépôt accepte un tel envoi.

4. En revanche, **lorsque les conditions d'admission ont été respectées par l'expéditeur, celui-ci** n'est pas responsable **dans la mesure où** il y a eu faute ou négligence des administrations postales ou des transporteurs **dans le traitement des envois après leur acceptation.**

Article **24**
Paiement de l'indemnité

1. Sous réserve du droit de recours contre l'administration responsable, l'obligation de payer l'indemnité et de restituer les taxes et droits incombe, selon le cas, à l'administration d'origine ou à l'administration de destination.

2. L'expéditeur a la faculté de se désister de ses droits à l'indemnité en faveur du destinataire. Inversement, le destinataire a la faculté de se désister de ses droits en faveur de l'expéditeur. L'expéditeur ou le destinataire peut autoriser une tierce personne à recevoir l'indemnité si la législation intérieure le permet.

Article **25**
Récupération éventuelle de l'indemnité sur l'expéditeur ou sur le destinataire

1. Si, après paiement de l'indemnité, un envoi recommandé, un colis ou un envoi avec valeur déclarée ou une partie du contenu antérieurement considéré comme perdu est retrouvé, l'expéditeur ou le destinataire, selon le cas, est avisé que l'envoi est tenu à sa disposition pendant une période de trois mois, contre remboursement du montant de l'indemnité payée. Il lui est demandé, en même temps, à qui l'envoi doit être remis. En cas de refus ou de non-réponse dans le délai imparti, la même démarche est effectuée auprès du destinataire ou de l'expéditeur, selon le cas, **en lui accordant le même délai de réponse**.

2. Si l'expéditeur et le destinataire renoncent à prendre livraison de l'envoi **ou ne répondent pas dans les limites du délai fixé sous 1,** celui-ci devient la propriété de l'administration ou, s'il y a lieu, des administrations qui ont supporté le dommage.

3. En cas de découverte ultérieure d'un envoi avec valeur déclarée dont le contenu est reconnu comme étant de valeur inférieure au montant de l'indemnité payée, l'expéditeur ou le

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

destinataire, selon le cas, doit rembourser le montant de cette indemnité contre remise de l'envoi, sans préjudice des conséquences découlant de la déclaration frauduleuse de valeur.

Article 26
Réciprocité applicable aux réserves concernant la responsabilité

1. Par dérogation aux dispositions des articles 22 à 25, tout Pays-membre qui se réserve le droit de ne pas payer d'indemnité au titre de la responsabilité n'a pas droit à une indemnité de cette nature de la part d'un autre Pays-membre qui accepte d'assumer la responsabilité conformément aux dispositions des articles susmentionnés.

Chapitre 3

Dispositions particulières à la poste aux lettres

Article **27**
Dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres

1. Aucun Pays-membre n'est tenu d'acheminer ni de distribuer aux destinataires les envois de la poste aux lettres que des expéditeurs résidant sur son territoire déposent ou font déposer dans un pays étranger, en vue de bénéficier des conditions tarifaires plus favorables qui y sont appliquées.

2. Les dispositions prévues sous 1 s'appliquent sans distinction soit aux envois de la poste aux lettres préparés dans le pays de résidence de l'expéditeur et transportés ensuite à travers la frontière, soit aux envois de la poste aux lettres confectionnés dans un pays étranger.

3. L'administration de destination a le droit d'exiger de l'expéditeur et, à défaut, de l'administration de dépôt le paiement des tarifs intérieurs. Si ni l'expéditeur ni l'administration de dépôt n'accepte de payer ces tarifs dans un délai fixé par l'administration de destination, celle-ci peut soit renvoyer les envois à l'administration de dépôt en ayant le droit d'être remboursée des frais de renvoi, soit les traiter conformément à sa propre législation.

4. Aucun Pays-membre n'est tenu d'acheminer ni de distribuer aux destinataires les envois de la poste aux lettres que des expéditeurs ont déposés ou fait déposer en grande quantité dans un pays autre que celui où ils résident si le montant des frais terminaux à percevoir s'avère moins élevé que le montant qui aurait été perçu si les envois avaient été déposés dans le pays de résidence des expéditeurs. Les administrations de destination ont le droit d'exiger de l'administration de dépôt une rémunération en rapport avec les coûts supportés, qui ne pourra être supérieure au montant le plus élevé des deux formules suivantes: soit 80% du tarif intérieur applicable à des envois équivalents, soit 0,14 DTS par envoi plus 1 DTS par kilogramme. Si l'administration de dépôt n'accepte pas de payer le montant réclamé dans un délai fixé par l'administration de destination, celle-ci peut soit retourner les envois à l'administration de dépôt en ayant le droit d'être remboursée des frais de renvoi, soit les traiter conformément à sa propre législation.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

Troisième partie

Rémunération

Chapitre 1

Dispositions particulières à la poste aux lettres

Article **28**
Frais terminaux. Dispositions générales

1. Sous réserve des exemptions prescrites dans les Règlements, chaque administration qui reçoit d'une autre administration des envois de la poste aux lettres a le droit de percevoir de l'administration expéditrice une rémunération pour les frais occasionnés par le courrier international reçu.

2. Pour l'application des dispositions concernant la rémunération des frais terminaux, les administrations postales sont classées comme **pays et territoires du système cible** ou **pays et territoires ayant droit de faire partie du système transitoire**, conformément à la liste établie à cet effet par le Congrès **dans sa résolution C 12/2004**. **Dans les dispositions sur les frais terminaux, les pays et territoires sont nommés «pays».**

3. Les dispositions de la présente Convention concernant le paiement des frais terminaux constituent des mesures transitoires conduisant à l'adoption d'un système de paiement tenant compte d'éléments propres à chaque pays.

4. Accès au régime intérieur

4.1 Chaque administration met à la disposition des autres administrations l'ensemble des tarifs, termes et conditions qu'elle offre dans son régime intérieur, dans des conditions identiques, à ses clients nationaux.

4.2 Une administration expéditrice peut, à des conditions comparables, demander à l'administration **de destination du système cible** de bénéficier des mêmes conditions que cette dernière a prévues avec ses clients nationaux pour des envois équivalents.

4.3 Les administrations **du système transitoire** doivent indiquer si elles autorisent l'accès aux conditions mentionnées sous 4.1.

4.3.1 Lorsqu'une administration **du système transitoire** déclare autoriser l'accès aux conditions offertes dans son régime intérieur, cette autorisation s'applique à l'ensemble des administrations de l'Union de manière non discriminatoire.

4.4 Il appartient à l'administration de destination de décider si les conditions d'accès à son régime intérieur sont remplies par l'administration d'origine.

5. Les taux des frais terminaux du courrier en nombre ne doivent pas être supérieurs aux taux les plus favorables appliqués par l'administration de destination en vertu d'arrangements bilatéraux ou multilatéraux concernant les frais terminaux. Il appartient à l'administration de destination de juger si l'administration d'origine a rempli ou non les conditions d'accès.

6. La rémunération des frais terminaux sera basée sur la performance de la qualité de service dans le pays de destination. Le Conseil d'exploitation postale sera par conséquent autorisé à accorder des primes à la rémunération indiquée aux articles 29 et 30 afin d'encourager la participation au système de contrôle et pour récompenser les administrations qui atteignent leur objectif de qualité. Le Conseil d'exploitation postale peut aussi fixer des

pénalités dans le cas d'une qualité insuffisante, mais la rémunération ne peut pas aller au-dessous de la rémunération minimale indiquée aux articles 29 et 30.

7. Toute administration peut renoncer totalement ou partiellement à la rémunération prévue sous 1.

8. Les administrations intéressées peuvent, par accord bilatéral ou multilatéral, appliquer d'autres systèmes de rémunération pour le règlement des comptes au titre des frais terminaux.

Article 29
Frais terminaux. Dispositions applicables aux échanges entre pays **du système cible**

1. La rémunération pour les envois de la poste aux lettres, y compris le courrier en nombre, à l'exclusion des sacs M, est établie d'après l'application des taux par envoi et par kilogramme reflétant les coûts de traitement dans le pays de destination; ces coûts doivent être en relation avec les tarifs intérieurs. Le calcul des taux s'effectue selon les conditions précisées dans le Règlement de la poste aux lettres.

2. **Les** taux par envoi et par kilogramme **sont** calculés à partir **d'un pourcentage** de la taxe d'une lettre **prioritaire** de 20 grammes du régime intérieur, **comme suit:**

2.1 pour **2006: 62%;**

2.2 pour **2007: 64%;**

2.3 pour **2008: 66%;**

2.4 pour 2009: 68%.

3. Les taux ne pourront pas dépasser:

3.1 pour 2006: 0,226 DTS par envoi et 1,768 DTS par kilogramme;

3.2 pour 2007: 0,231 DTS par envoi et 1,812 DTS par kilogramme;

3.3 pour 2008: 0,237 DTS par envoi et 1,858 DTS par kilogramme;

3.4 pour 2009: 0,243 DTS par envoi et 1,904 DTS par kilogramme.

4. Pour la période de **2006 à 2009**, les taux à appliquer ne pourront pas être inférieurs à 0,147 DTS par envoi et 1,491 DTS par kilogramme. **Pour autant que l'augmentation des taux ne dépasse pas 100% de la taxe d'une lettre prioritaire de 20 grammes du régime intérieur du pays concerné, les taux minimaux prendront les valeurs suivantes:**

4.1 pour 2006: 0,151 DTS par envoi et 1,536 DTS par kilogramme;

4.2 pour 2007: 0,154 DTS par envoi et 1,566 DTS par kilogramme;

4.3 pour 2008: 0,158 DTS par envoi et 1,598 DTS par kilogramme;

4.4 pour 2009: 0,161 DTS par envoi et 1,630 DTS par kilogramme.

5. Pour les sacs M, le taux à appliquer est de **0,793** DTS par kilogramme.

5.1 Les sacs M de moins de 5 kilogrammes sont considérés comme pesant 5 kilogrammes pour la rémunération des frais terminaux.

6. **Une** rémunération supplémentaire de 0,5 DTS par envoi **est prévue pour les** envois recommandés et **une rémunération supplémentaire** de 1 DTS par envoi **est prévue pour les** envois avec valeur déclarée.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

7. Les dispositions prévues entre pays **du système cible** s'appliquent à tout pays **du système transitoire** déclarant vouloir **joindre le système cible. Le Conseil d'exploitation postale peut fixer les mesures transitoires dans le** Règlement de la poste aux lettres.

8. Aucune réserve, sauf en cas d'accord bilatéral, n'est applicable à cet article.

Article **30**

Frais terminaux. Dispositions applicables aux flux de courrier **vers, depuis et entre les pays du système transitoire**

1. Rémunération

1.1 La rémunération pour les envois de la poste aux lettres, à l'exclusion des sacs M, est de **0,147 DTS par envoi et de 1,491** DTS par kilogramme.

1.1.1 Pour les flux inférieurs à 100 tonnes par an, les deux composantes sont converties à un taux total de 3,727 DTS par kilogramme sur la base d'un nombre moyen mondial de 15,21 envois par kilogramme.

1.1.2 Pour les flux supérieurs à 100 tonnes par an, le taux total de 3,727 DTS par kilogramme est appliqué si ni l'administration de destination ni l'administration d'origine ne demandent une révision du taux sur la base du nombre réel d'envois par kilogramme du flux en question. En outre, ce taux est appliqué lorsque le nombre réel d'envois par kilogramme se situe entre 13 et 17.

1.1.3 Lorsqu'une des administrations demande l'application du nombre réel d'envois par kilogramme, le calcul de la rémunération du flux en question est effectué selon le mécanisme de révision prévu dans le Règlement de la poste aux lettres.

1.1.4 La révision à la baisse du taux total indiqué sous 1.1.2 ne peut pas être invoquée par un pays du système cible à l'encontre d'un pays du système transitoire, à moins que ce dernier pays ne demande une révision dans le sens inverse.

1.2 Pour les sacs M, le taux à appliquer est de **0,793** DTS par kilogramme.

1.2.1 Les sacs M de moins de 5 kilogrammes sont considérés comme pesant 5 kilogrammes pour la rémunération des frais terminaux.

1.3 **Une** rémunération supplémentaire de 0,5 DTS par envoi **est prévue pour les** envois recommandés et **une rémunération supplémentaire** de 1 DTS par envoi **est prévue pour les** envois avec valeur déclarée.

2. Mécanisme d'harmonisation des systèmes

2.1 Lorsqu'une administration **du système cible** destinataire d'un flux de courrier de plus de 50 tonnes par an constate que le poids annuel de ce flux dépasse le seuil calculé selon les conditions précisées au Règlement de la poste aux lettres, elle peut appliquer au courrier excédant ce seuil le système de rémunération prévu à l'article **29,** à condition qu'elle n'ait pas appliqué le mécanisme de révision.

2.2 Lorsqu'une administration du système transitoire qui reçoit en une année un flux de courrier supérieur à 50 tonnes d'un autre pays du système transitoire établit que le poids annuel de ce flux excède le seuil calculé selon les conditions précisées dans le Règlement de la poste aux lettres, elle peut appliquer au courrier excédant ce seuil le supplément de rémunération prévu à l'article 31, à condition qu'elle n'ait pas appliqué le mécanisme de révision.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

3. Courrier en nombre

3.1 La rémunération pour le courrier en nombre **à l'intention des pays du système cible** est établie d'après l'application des taux par envoi et par kilogramme prévus à l'article **29**.

3.2 **Les administrations du système transitoire peuvent demander, pour le courrier en nombre reçu, une rémunération de 0,147 DTS par envoi et de 1,491 DTS par kilogramme.**

4. **Aucune réserve, sauf en cas d'accord bilatéral, n'est applicable à cet article.**

Article 31
Fonds pour l'amélioration de la qualité de service

1. Excepté pour les sacs M et les envois en nombre, les frais terminaux payables par tous les pays et territoires aux pays classés par le Conseil économique et social dans la catégorie des pays les moins avancés font l'objet d'une majoration correspondant à 16,5% du taux de 3,727 DTS par kilogramme indiqué à l'article 30, aux fins de l'alimentation du Fonds pour améliorer la qualité de service dans les pays les moins avancés. Aucun paiement de cette nature n'a lieu entre les pays les moins avancés.

2. Les Pays-membres de l'UPU et les territoires compris dans l'Union ont la faculté de déposer, auprès du Conseil d'administration, une demande dûment justifiée pour que leur pays ou territoire soit considéré comme ayant besoin de ressources supplémentaires. Les pays classés MCARB 1 (anciens pays en développement) ont la faculté de présenter une requête au Conseil d'administration pour bénéficier du Fonds pour l'amélioration de la qualité de service aux mêmes conditions que les pays les moins avancés. En outre, les pays classés par le Programme des Nations Unies pour le développement dans la catégorie des pays contributeurs nets ont la faculté de présenter une requête au Conseil d'administration pour bénéficier du Fonds pour l'amélioration de la qualité de service aux mêmes conditions que les pays éligibles au MCARB 1. Les requêtes considérées favorablement en vertu du présent article prennent effet le premier jour de l'année civile suivant celle de la décision du Conseil d'administration. Le Conseil d'administration évalue la demande et décide, sur la base de critères d'appréciation sévères, si un pays peut ou non être considéré comme un pays moins avancé ou un pays éligible au MCARB 1, selon le cas, au regard du Fonds pour l'amélioration de la qualité de service. Le Conseil d'administration revoit et actualise chaque année la liste des Pays-membres de l'UPU et des territoires compris dans l'Union.

3. Excepté pour les sacs M et les envois en nombre, les frais terminaux payables par les pays et territoires classés par le Congrès dans la catégorie des pays industrialisés aux fins de rémunération des frais terminaux aux pays et territoires classés par le Programme des Nations Unies pour le développement dans la catégorie des pays autres que les pays les moins avancés pouvant bénéficier des ressources MCARB 1 font l'objet d'une majoration correspondant à 8% du taux de 3,727 DTS par kilogramme indiqué à l'article 30, au titre de l'alimentation dudit Fonds pour améliorer la qualité de service dans les pays de cette dernière catégorie.

4. Excepté pour les sacs M et les envois en nombre, les frais terminaux payables par les pays et territoires classés par le Congrès dans la catégorie des pays industrialisés aux fins de rémunération des frais terminaux aux pays et territoires classés par le même Congrès dans la catégorie des pays en développement autres que ceux indiqués sous 1 et 3 font l'objet d'une majoration correspondant à 1% du taux de 3,727 DTS par kilogramme indiqué à l'article 30, au titre de l'alimentation dudit Fonds pour améliorer la qualité de service.

5. Les pays et territoires habilités à bénéficier des ressources MCARB 1 peuvent chercher à améliorer la qualité de leur service grâce à des projets régionaux ou multinationaux

en faveur des pays les moins avancés ou des pays à faible revenu. Ces projets profiteraient directement à toutes les parties qui contribueraient à leur financement par l'intermédiaire du Fonds pour l'amélioration de la qualité de service.

6. Les projets régionaux devraient notamment favoriser la concrétisation des programmes de l'UPU en faveur de l'amélioration de la qualité de service et la mise en place de systèmes de comptabilité analytique dans les pays en développement. Le Conseil d'exploitation postale adoptera en 2006 au plus tard des procédures adaptées en vue du financement de ces projets.

Article **32**
Frais de transit

1. **Les** dépêches closes **et les envois en transit à découvert échangés** entre deux administrations ou entre deux bureaux du même pays au moyen des services d'une ou de plusieurs autres administrations (services tiers) sont **soumis** au paiement des frais de transit. Ceux-ci constituent une rétribution pour les prestations concernant le transit territorial, le transit maritime et le transit **aérien.**

Chapitre 2

Autres dispositions

Article **33**
Taux de base et dispositions relatives aux frais de transport aérien

1. Le taux de base à appliquer au règlement des comptes entre administrations au titre des transports aériens est approuvé par le Conseil d'exploitation postale. Il est calculé par le Bureau international d'après la formule spécifiée dans le Règlement de la poste aux lettres.

2. Le calcul des frais de transport aérien des dépêches closes, **des envois prioritaires, des envois-avion** et des colis-avion en transit à découvert, **de même que les modes de décompte y relatifs, est décrit** dans le Règlement **de la poste aux lettres et le Règlement** concernant les colis postaux.

3. Les frais de transport pour tout le parcours aérien sont:

3.1 lorsqu'il s'agit de dépêches closes, à la charge de l'administration du pays d'origine, **y compris lorsque ces dépêches transitent par une ou plusieurs administrations postales intermédiaires;**

3.2 lorsqu'il s'agit d'envois prioritaires et d'envois-avion en transit à découvert, y compris ceux qui sont mal acheminés, à la charge de l'administration qui remet les envois à une autre administration.

4. Ces mêmes règles sont applicables aux envois exempts de frais de transit territorial et maritime s'ils sont acheminés par avion.

5. Chaque administration de destination qui assure le transport aérien du courrier international à l'intérieur de son pays a droit au remboursement des coûts supplémentaires occasionnés par ce transport, pourvu que la distance moyenne pondérée des parcours effectués dépasse 300 kilomètres. **Le Conseil d'exploitation postale peut remplacer la distance moyenne pondérée par un autre critère pertinent.** Sauf accord prévoyant la gratuité, les frais doivent être

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

uniformes pour toutes les dépêches prioritaires et les dépêches-avion provenant de l'étranger, que ce courrier soit réacheminé ou non par voie aérienne.

6. Cependant, lorsque la compensation des frais terminaux perçue par l'administration de destination est fondée spécifiquement sur les coûts ou sur les tarifs intérieurs, aucun remboursement supplémentaire au titre des frais de transport aérien intérieur n'est effectué.

7. L'administration de destination exclut, en vue du calcul de la distance moyenne pondérée, le poids de toutes les dépêches pour lesquelles le calcul de la compensation des frais terminaux est spécifiquement fondé sur les coûts ou sur les tarifs intérieurs de l'administration de destination.

Article **34**
Quotes-parts territoriales et maritimes des colis postaux

1. Les colis échangés entre deux administrations postales sont soumis aux quotes-parts territoriales d'arrivée calculées en combinant le taux **de base** par colis et le taux **de base** par kilogramme fixés par le Règlement.

1.1 Tenant compte des taux **de base** ci-dessus, les administrations **postales peuvent en outre être autorisées à bénéficier de taux supplémentaires par colis et par kilogramme, conformément aux dispositions prévues par le Règlement.**

1.2 Les quotes-parts visées sous 1 et 1.1 sont à la charge de l'administration du pays d'origine, à moins que le Règlement concernant les colis postaux ne prévoie des dérogations à ce principe.

1.3 Les quotes-parts territoriales d'arrivée doivent être uniformes pour l'ensemble du territoire de chaque pays.

2. Les colis échangés entre deux administrations ou entre deux bureaux du même pays au moyen des services terrestres d'une ou de plusieurs autres administrations sont soumis, au profit des pays dont les services participent à l'acheminement territorial, aux quotes-parts territoriales de transit fixées par le Règlement selon l'échelon de distance.

2.1 Pour les colis en transit à découvert, les administrations intermédiaires sont autorisées à réclamer la quote-part forfaitaire par envoi fixée par le Règlement.

2.2 Les quotes-parts territoriales de transit sont à la charge de l'administration du pays d'origine, à moins que le Règlement concernant les colis postaux ne prévoie des dérogations à ce principe.

3. Chacun des pays dont les services participent au transport maritime de colis est autorisé à réclamer les quotes-parts maritimes. Ces quotes-parts sont à la charge de l'administration du pays d'origine, à moins que le Règlement concernant les colis postaux ne prévoie des dérogations à ce principe.

3.1 Pour chaque service maritime emprunté, la quote-part maritime est fixée par le Règlement concernant les colis postaux selon l'échelon de distance.

3.2 Les administrations postales ont la faculté de majorer de 50% au maximum la quote-part maritime calculée conformément à 3.1. Par contre, elles peuvent la réduire à leur gré.

Article **35**
Pouvoir du Conseil d'exploitation postale de fixer le montant des frais et des quotes-parts

1. Le Conseil d'exploitation postale a le pouvoir de fixer les frais et les quotes-parts ci-après, qui doivent être payés par les administrations postales selon les conditions énoncées dans les Règlements:

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

1.1 frais de transit pour le traitement **et le transport** des dépêches de la poste aux lettres par au moins un pays tiers;

1.2 taux de base et frais de transport aérien applicables au courrier-avion;

1.3 quotes-parts territoriales d'arrivée pour le traitement des colis arrivants;

1.4 quotes-parts territoriales de transit pour le traitement **et le transport** des colis par un pays tiers;

1.5 quotes-parts maritimes pour le transport maritime des colis.

2. La révision qui pourra être faite, grâce à une méthodologie qui assure une rémunération équitable aux administrations assurant les services, devra s'appuyer sur des données économiques et financières fiables et représentatives. La modification éventuelle qui pourra être décidée entrera en vigueur à une date fixée par le Conseil d'exploitation postale.

Quatrième partie

Dispositions finales

Article **36**
Conditions d'approbation des propositions concernant la Convention et les Règlements

1. Pour devenir exécutoires, les propositions soumises au Congrès et relatives à la présente Convention doivent être approuvées par la majorité des Pays-membres présents et votants **ayant le droit de vote.** La moitié au moins des Pays-membres représentés au Congrès **ayant le droit de vote** doivent être présents au moment du vote.

2. Pour devenir exécutoires, les propositions relatives au Règlement de la poste aux lettres et au Règlement concernant les colis postaux doivent être approuvées par la majorité des membres du Conseil d'exploitation postale **ayant le droit de vote**.

3. Pour devenir exécutoires, les propositions introduites entre deux Congrès et relatives à la présente Convention et à son Protocole final doivent réunir:

3.1 les deux tiers des suffrages, la moitié au moins des Pays-membres de l'Union **ayant le droit de vote et** ayant **participé au suffrage**, s'il s'agit de modifications;

3.2 la majorité des suffrages s'il s'agit de l'interprétation des dispositions.

4. Nonobstant les dispositions prévues sous 3.1, tout Pays-membre dont la législation nationale est encore incompatible avec la modification proposée a la faculté de faire une déclaration écrite au Directeur général du Bureau international indiquant qu'il ne lui est pas possible d'accepter cette modification, dans les quatre-vingt-dix jours à compter de la date de notification de celle-ci.

Article 37
Réserves présentées lors du Congrès

1. Toute réserve incompatible avec l'objet et le but de l'Union n'est pas autorisée.

2. En règle générale, les Pays-membres qui ne peuvent pas faire partager leur point de vue par les autres Pays-membres doivent s'efforcer, dans la mesure du possible, de se rallier

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

à l'opinion de la majorité. La réserve doit se faire en cas de nécessité absolue et être motivée d'une manière appropriée.

3. La réserve à des articles de la présente Convention doit être soumise au Congrès sous la forme d'une proposition écrite en une des langues de travail du Bureau international conformément aux dispositions y relatives du Règlement intérieur du Congrès.

4. Pour être effective, la réserve soumise au Congrès doit être approuvée par la majorité requise dans chaque cas pour la modification de l'article auquel se rapporte la réserve.

5. En principe, la réserve est appliquée sur une base de réciprocité entre le Pays-membre l'ayant émise et les autres Pays-membres.

6. La réserve à la présente Convention sera insérée dans son Protocole final sur la base de la proposition approuvée par le Congrès.

Article **38**
Mise à exécution et durée de la Convention

1. La présente Convention sera mise à exécution le **1er janvier 2006** et demeurera en vigueur jusqu'à la mise à exécution des Actes du prochain Congrès.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres ont signé la présente Convention en un exemplaire qui est déposé auprès du Directeur général du Bureau international. Une copie en sera remise à chaque Partie par le **Bureau international de l'Union postale universelle.**

Fait à **Bucarest**, le **5 octobre 2004.**

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

Protocole final de la Convention postale universelle

Au moment de procéder à la signature de la Convention postale universelle conclue à la date de ce jour, les Plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit:

Article I
Appartenance des envois postaux. Retrait. Modification ou correction d'adresse

1. Les dispositions de l'article **5.1** et **2,** ne s'appliquent pas à Antigua-et-Barbuda, à Bahrain **(Royaume),** à la Barbade, au Belize, au Botswana, au Brunei Darussalam, au Canada, à Hongkong, Chine, à la Dominique, à l'Egypte, aux Fidji, à la Gambie, au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, aux Territoires d'outre-mer dépendant du Royaume-Uni, à Grenade, à la Guyane, à l'Irlande, à la Jamaïque, au Kenya, à Kiribati, à Kuwait, au Lesotho, à la Malaisie, au Malawi, à Maurice, à Nauru, au Nigéria, à la Nouvelle-Zélande, à l'Ouganda, à la Papouasie - Nouvelle-Guinée, à Saint-Christophe-et-Nevis, à Sainte-Lucie, à Saint-Vincent-et-Grenadines, à Salomon (îles), au Samoa, aux Seychelles, à la Sierra Leone, à Singapour, au Swaziland, à la Tanzanie (Rép. unie), à la Trinité-et-Tobago, à Tuvalu, à Vanuatu et à la Zambie.

2. Les dispositions de l'article **5.1** et **2** ne s'appliquent pas non plus **à l'Autriche,** au Danemark **et à l'Iran (Rép. islamique), dont les législations** ne **permettent** pas le retrait ou la modification d'adresse des envois de la poste aux lettres à la demande de l'expéditeur à partir du moment où le destinataire a été informé de l'arrivée d'un envoi à son adresse.

3. L'article **5.1** ne s'applique pas à l'Australie, au Ghana et au Zimbabwe.

4. L'article **5.2** ne s'applique pas aux Bahamas, à l'Iraq, à Myanmar et à la Rép. pop. dém. de Corée, dont les législations ne permettent pas le retrait ou la modification d'adresse des envois de la poste aux lettres à la demande de l'expéditeur.

5. **L'article 5.2 ne s'applique pas à l'Amérique (Etats-Unis).**

6. L'article **5.2** s'applique à l'Australie dans la mesure où il est compatible avec la législation intérieure de ce pays.

7. Par dérogation à l'article **5.2,** El Salvador, le Panama (Rép.), les Philippines, **la Rép. dém. du Congo** et le Vénézuéla sont autorisés à ne pas renvoyer les colis après que le destinataire en a demandé le dédouanement, étant donné que leur législation douanière s'y oppose.

Article II
Taxes

1. Par dérogation à l'article **6, les administrations postales de l'Australie,** du Canada **et de la Nouvelle-Zélande sont autorisées** à percevoir des taxes postales autres que celles prévues dans les Règlements, lorsque les taxes en question sont admissibles selon la législation de **leur** pays.

Article III
Exception à **l'exonération des taxes postales** en faveur des cécogrammes

1. Par dérogation à l'article **7,** les administrations postales **de l'Indonésie,** de Saint-Vincent-et-Grenadines et de la Turquie, qui n'accordent pas la franchise postale aux cécogrammes dans leur service intérieur, ont la faculté de percevoir les taxes d'affranchissement et les taxes pour services spéciaux, qui ne peuvent toutefois être supérieures à celles de leur service intérieur.

2. Par dérogation à l'article **7,** les administrations postales de l'Allemagne, de l'Amérique (Etats-Unis), **de l'Australie**, de l'Autriche, du Canada, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, du Japon et de la Suisse ont la faculté de percevoir les taxes pour services spéciaux qui sont appliquées aux cécogrammes dans leur service intérieur.

Article IV
Services de base

1. Nonobstant les dispositions de l'article **12,** l'Australie n'approuve pas l'extension des services de base aux colis postaux.

2. Les dispositions de l'article 12.2.4 ne s'appliquent pas à la Grande-Bretagne, dont la législation nationale impose une limite de poids inférieure. La législation relative à la santé et à la sécurité limite à 20 kilogrammes le poids des sacs à courrier.

Article V
Petits paquets

1. Par dérogation à l'article 12, l'administration postale de l'Afghanistan est autorisée à limiter à 1 kilogramme le poids maximal des petits paquets arrivants et sortants.

Article VI
Avis de réception

1. L'administration postale du Canada est autorisée à ne pas appliquer l'article **13.1.1** en ce qui concerne les colis, étant donné qu'elle n'offre pas le service d'avis de réception pour les colis dans son régime intérieur.

Article VII
Service de correspondance commerciale-réponse internationale **(CCRI)**

1. Par dérogation à l'article 13.4.1, l'administration postale de la Bulgarie (Rép.) assurera le service CCRI après une négociation avec l'administration postale intéressée.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

Article VIII
Interdictions (poste aux lettres)

1. A titre exceptionnel, les administrations postales du Liban et de la Rép. pop. dém. de Corée n'acceptent pas les envois recommandés qui contiennent des pièces de monnaie ou des billets de monnaie ou toute valeur au porteur ou des chèques de voyage ou du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierres précieuses, des bijoux et d'autres objets précieux. Elles ne sont pas tenues par les dispositions du Règlement de la poste aux lettres d'une façon rigoureuse en ce qui concerne leur responsabilité en cas de spoliation ou d'avarie des envois recommandés, de même qu'en ce qui concerne les envois contenant des objets en verre ou fragiles.

2. A titre exceptionnel, les administrations postales de l'Arabie saoudite, de la Bolivie, de la Chine (Rép. pop.), à l'exclusion de la Région administrative spéciale de Hongkong, de l'Iraq, du Népal, du Pakistan, du Soudan et du Viet Nam n'acceptent pas les envois recommandés contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des billets de monnaie ou des valeurs quelconques au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierreries, des bijoux et autres objets précieux.

3. L'administration postale de Myanmar se réserve le droit de ne pas accepter les envois avec valeur déclarée contenant les objets précieux mentionnés à l'article **15.5**, car sa législation interne s'oppose à l'admission de ce genre d'envois.

4. L'administration postale du Népal n'accepte pas les envois recommandés ou ceux avec valeur déclarée contenant des coupures ou des pièces de monnaie, sauf accord spécial conclu à cet effet.

5. L'administration postale de l'Ouzbékistan n'accepte pas les envois recommandés ou ceux avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des chèques, des timbres-poste ou des monnaies étrangères et décline toute responsabilité en cas de perte ou d'avarie de ce genre d'envois.

6. L'administration postale de l'Iran (Rép. islamique) n'accepte pas les envois contenant des objets contraires à la religion islamique.

7. L'administration postale des Philippines se réserve le droit de ne pas accepter d'envois de la poste aux lettres (ordinaires, recommandés ou avec valeur déclarée) contenant des pièces de monnaie, des billets de monnaie ou toute valeur au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierres précieuses ou d'autres objets précieux.

8. L'administration postale de l'Australie n'accepte aucun envoi postal contenant des lingots ou des billets de banque. En outre, elle n'accepte pas les envois recommandés à destination de l'Australie ni les envois en transit à découvert qui contiennent des objets de valeur, tels que bijoux, métaux précieux, pierres précieuses ou semi-précieuses, titres, pièces de monnaie ou autres effets négociables. Elle décline toute responsabilité en ce qui concerne les envois postés en violation de la présente réserve.

9. L'administration postale de la Chine (Rép. pop.), à l'exclusion de la Région administrative spéciale de Hongkong, n'accepte pas les envois avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des billets de monnaie, des valeurs quelconques au porteur ou des chèques de voyage, conformément à ses règlements internes.

10. Les administrations postales de la Lettonie et de la Mongolie se réservent le droit de ne pas accepter des envois ordinaires, recommandés ou avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des effets au porteur et des chèques de voyage, étant donné que leur législation nationale s'y oppose.

11. L'administration postale du Brésil se réserve le droit de ne pas accepter le courrier ordinaire, recommandé ou avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie, des billets de banque en circulation et des valeurs quelconques au porteur.

12. L'administration postale du Viet Nam se réserve le droit de ne pas accepter les lettres contenant des objets et des marchandises.

Article IX
Interdictions (colis postaux)

1. Les administrations **postales de** Myanmar et de la Zambie sont autorisées à ne pas accepter de colis avec valeur déclarée contenant les objets précieux visés à l'article **15.6.1.3.1**, étant donné que leur réglementation intérieure s'y oppose.

2. A titre exceptionnel, les administrations postales du Liban et du Soudan n'acceptent pas les colis contenant des pièces de monnaie, des billets de monnaie ou toute valeur au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierres précieuses et d'autres objets précieux, ou qui contiennent des liquides et des éléments facilement liquéfiables ou des objets en verre ou assimilés ou fragiles. Elles ne sont pas tenues par les dispositions y relatives du Règlement concernant les colis postaux.

3. L'administration postale du Brésil est autorisée à ne pas accepter de colis avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie et des billets de monnaie en circulation, ainsi que toute valeur au porteur, étant donné que sa réglementation intérieure s'y oppose.

4. L'administration postale du Ghana est autorisée à ne pas accepter de colis avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie et des billets de monnaie en circulation, étant donné que sa réglementation intérieure s'y oppose.

5. Outre les objets cités à l'article **15**, l'administration postale de l'Arabie saoudite n'accepte pas les colis contenant des pièces de monnaie, des billets de monnaie ou des valeurs quelconques au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierreries et autres objets précieux. Elle n'accepte pas non plus les colis contenant des médicaments de toute sorte, à moins qu'ils soient accompagnés d'une ordonnance médicale émanant d'une autorité officielle compétente, des produits destinés à l'extinction du feu, des liquides chimiques ou des objets contraires aux principes de la religion islamique.

6. Outre les objets cités à l'article **15**, l'administration postale d'Oman n'accepte pas les colis contenant:

6.1 des médicaments de toute sorte, à moins qu'ils ne soient accompagnés d'une ordonnance médicale émanant d'une autorité officielle compétente;

6.2 des produits destinés à l'extinction du feu et des liquides chimiques;

6.3 des objets contraires aux principes de la religion islamique.

7. Outre les objets cités à l'article **15**, l'administration postale de l'Iran (Rép. islamique) est autorisée à ne pas accepter les colis contenant des articles contraires aux principes de la religion islamique.

8. L'administration postale des Philippines est autorisée à ne pas accepter de colis contenant des pièces de monnaie, des billets de monnaie ou toute valeur au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierres précieuses ou d'autres objets précieux, ou qui contiennent des liquides et des éléments facilement liquéfiables ou des objets en verre ou assimilés ou fragiles.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

9. L'administration postale de l'Australie n'accepte aucun envoi postal contenant des lingots ou des billets de banque.

10. L'administration postale de la Chine (Rép. pop.) n'accepte pas les colis ordinaires contenant des pièces de monnaie, des billets de monnaie ou des valeurs quelconques au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierres précieuses ou d'autres objets précieux. En outre, sauf en ce qui concerne la Région administrative spéciale de Hongkong, les colis avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie, des billets de monnaie, des valeurs quelconques au porteur ou des chèques de voyage ne sont pas acceptés non plus.

11. L'administration postale de la Mongolie se réserve le droit de ne pas accepter, selon sa législation nationale, les colis contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des titres à vue et des chèques de voyage.

12. L'administration postale de la Lettonie n'accepte pas les colis ordinaires ni les colis avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des valeurs quelconques (chèques) au porteur ou des devises étrangères, et elle décline toute responsabilité en cas de perte ou d'avarie concernant de tels envois.

Article X
Objets passibles de droits de douane

1. Par référence à l'article **15**, les administrations postales des pays suivants n'acceptent pas les envois avec valeur déclarée contenant des objets passibles de droits de douane: Bangladesh et El Salvador.

2. Par référence à l'article **15**, les administrations postales des pays suivants n'acceptent pas les lettres ordinaires et recommandées contenant des objets passibles de droits de douane: Afghanistan, Albanie, Azerbaïdjan, Bélarus, Cambodge, Chili, Colombie, Cuba, El Salvador, Estonie, Italie, Lettonie, Népal, Ouzbékistan, Pérou, Rép. pop. dém. de Corée, Saint-Marin, Turkménistan, Ukraine et Vénézuéla.

3. Par référence à l'article **15**, les administrations postales des pays suivants n'acceptent pas les lettres ordinaires contenant des objets passibles de droits de douane: Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire (Rép.), Djibouti, Mali **et Mauritanie.**

4. Nonobstant les dispositions prévues sous 1 à 3, les envois de sérums, de vaccins ainsi que les envois de médicaments d'urgente nécessité qu'il est difficile de se procurer sont admis dans tous les cas.

Article XI
Réclamations

1. Par dérogation à l'article **17.3**, les administrations postales de l'Arabie saoudite, **de la Bulgarie (Rép.)**, du Cap-Vert, de l'Egypte, du Gabon, des Territoires d'outre-mer dépendant du Royaume-Uni, de la Grèce, de l'Iran (Rép. islamique), **du Kirghizistan**, de la Mongolie, de Myanmar, **de l'Ouzbékistan**, des Philippines, de la Rép. pop. dém. de Corée, du Soudan, de la Syrienne (Rép. arabe), du Tchad, **du Turkménistan**, de l'Ukraine et de la Zambie se réservent le droit de percevoir une taxe de réclamation sur leurs clients pour les envois de la poste aux lettres.

2. Par dérogation à l'article **17.3**, les administrations postales de l'Argentine, de l'Autriche, **de l'Azerbaïdjan**, de la Slovaquie et de la Tchèque (Rép.) se réservent le droit de percevoir une taxe spéciale lorsque, à l'issue des démarches entreprises suite à la réclamation, il se révèle que celle-ci est injustifiée.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

3. Les administrations postales de l'Afghanistan, de l'Arabie saoudite, **de la Bulgarie (Rép.)**, du Cap-Vert, du Congo (Rép.), de l'Egypte, du Gabon, de l'Iran (Rép. islamique), **du Kirghizistan**, de la Mongolie, de Myanmar, **de l'Ouzbékistan**, du Soudan, du Suriname, de la Syrienne (Rép. arabe), **du Turkménistan**, de l'Ukraine et de la Zambie se réservent le droit de percevoir une taxe de réclamation sur leurs clients pour les colis.

4. Par dérogation à l'article 17.3, les administrations postales de l'Amérique (Etats-Unis), du Brésil et du Panama (Rép.) se réservent le droit de percevoir sur les clients une taxe de réclamation pour les envois de la poste aux lettres et les colis postaux déposés dans les pays qui appliquent ce genre de taxe en vertu des dispositions sous 1 à 3.

Article XII
Taxe de présentation à la douane

1. L'administration postale du Gabon se réserve le droit de percevoir une taxe de présentation à la douane sur ses clients.

2. Les administrations postales du Congo (Rép.) et de la Zambie se réservent le droit de percevoir une taxe de présentation à la douane sur leurs clients pour les colis.

Article **XIII**
Dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres

1. Les administrations postales de l'Amérique (Etats-Unis), **de l'Australie, de l'Autriche**, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Grèce et **de la Nouvelle-Zélande** se réservent le droit de percevoir une taxe, en rapport avec le coût des travaux occasionnés, sur toute administration postale qui, en vertu de l'article **27.4**, lui renvoie des objets qui n'ont pas, à l'origine, été expédiés comme envois postaux par leurs services.

2. Par dérogation à l'article **27.4**, l'administration postale du Canada se réserve le droit de percevoir de l'administration d'origine une rémunération lui permettant de récupérer au minimum les coûts lui ayant été occasionnés par le traitement de tels envois.

3. L'article **27.4** autorise l'administration postale de destination à réclamer à l'administration de dépôt une rémunération appropriée au titre de la distribution d'envois de la poste aux lettres postés à l'étranger en grande quantité. **L'Australie et** le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord se **réservent** le droit de limiter ce paiement au montant correspondant au tarif intérieur du pays de destination applicable à des envois équivalents.

4. L'article **27.4** autorise l'administration postale de destination à réclamer à l'administration de dépôt une rémunération appropriée au titre de la distribution d'envois de la poste aux lettres postés à l'étranger en grande quantité. Les pays suivants se réservent le droit de limiter ce paiement aux limites autorisées dans le Règlement pour le courrier en nombre: Amérique (Etats-Unis), Bahamas, Barbade, Brunei Darussalam, Chine (Rép. pop.), Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Territoires d'outre-mer dépendant du Royaume-Uni, Grenade, Guyane, Inde, Malaisie, Népal, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Antilles néerlandaises et Aruba, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-Grenadines, Singapour, Sri Lanka, Suriname et Thaïlande.

5. Nonobstant les réserves sous 4, les pays suivants se réservent le droit d'appliquer dans leur intégralité les dispositions de l'article **27** de la Convention au courrier reçu des Pays-membres de l'Union: Allemagne, Arabie saoudite, Argentine, **Autriche**, Bénin, Brésil, Burkina Faso, Cameroun, Chypre, Côte d'Ivoire (Rép.), **Danemark**, Egypte, France, Grèce, Guinée, Israël, Italie, Japon, Jordanie, Liban, **Luxembourg**, Mali, Maroc, Mauritanie, Monaco, **Norvège**, Portugal, Sénégal, Syrienne (Rép. arabe) et Togo.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

6. Aux fins de l'application de l'article **27.4**, l'administration postale de l'Allemagne se réserve le droit de demander à l'administration postale du pays de dépôt des envois une rémunération d'un montant équivalant à celui qu'elle aurait reçu de l'administration postale du pays où l'expéditeur réside.

7. Nonobstant les réserves faites à l'article XIII, la Chine (Rép. pop.) se réserve le droit de limiter tout paiement au titre de la distribution des envois de la poste aux lettres déposés à l'étranger en grande quantité aux limites autorisées dans la Convention de l'UPU et le Règlement de la poste aux lettres pour le courrier en nombre.

Article **XIV**
Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles

1. Par dérogation à l'article **34**, l'administration postale de l'Afghanistan se réserve le droit de percevoir 7,50 DTS de quote-part territoriale d'arrivée exceptionnelle supplémentaire par colis.

Article **XV**
Tarifs spéciaux

1. Les administrations postales de l'Amérique (Etats-Unis), de la Belgique et de la Norvège ont la faculté de percevoir pour les colis-avion des quotes-parts territoriales plus élevées que pour les colis de surface.

2. L'administration postale du Liban est autorisée à percevoir pour les colis jusqu'à 1 kilogramme la taxe applicable aux colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kilogrammes.

3. L'administration postale du Panama (Rép.) est autorisée à percevoir 0,20 DTS par kilogramme pour les colis de surface transportés par voie aérienne (S.A.L.) en transit.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ci-dessous ont dressé le présent Protocole qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même de la Convention, et ils l'ont signé en un exemplaire qui est déposé auprès du Directeur général du Bureau international. Une copie en sera remise à chaque Partie par le **Bureau international de l'Union postale universelle.**

Fait à **Bucarest**, le **5 octobre 2004.**

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

Arrangement concernant les services de paiement de la poste

Table des matières

Chapitre I

Dispositions préliminaires

Chapitre II

Mandat de poste

Chapitre III

Virement postal

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

Chapitre IV

Comptes de liaison, comptes mensuels, réclamations, responsabilité

Chapitre V

Réseaux électroniques

Chapitre VI

Dispositions diverses

Chapitre VII

Dispositions finales

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

Arrangement concernant les services de paiement de la poste

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres de l'Union, vu l'article 22.4 de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont, d'un commun accord et sous réserve de l'article 25.4 de ladite Constitution, arrêté l'Arrangement suivant.

Chapitre I

Dispositions préliminaires

Article premier
Objet de l'Arrangement et produits visés

1. Le présent Arrangement régit l'ensemble des prestations postales visant au transfert de fonds. Les pays contractants conviennent d'un commun accord des produits du présent Arrangement qu'ils entendent instaurer dans leurs relations réciproques.

2. Des organismes non postaux peuvent participer, par l'intermédiaire de l'administration postale, du service des chèques postaux ou d'un organisme qui gère un réseau de transfert de fonds postaux, aux échanges régis par les dispositions du présent Arrangement. Il appartient à ces organismes de s'entendre avec l'administration postale de leur pays pour assurer la complète exécution de toutes les clauses de l'Arrangement et, dans le cadre de cette entente, pour exercer leurs droits et remplir leurs obligations en tant qu'administration postale définies par le présent Arrangement. L'administration postale leur sert d'intermédiaire dans leurs relations avec les administrations postales des autres pays contractants et avec le Bureau international. Au cas où une administration postale ne fournirait pas les services financiers décrits dans le présent Arrangement ou si la qualité de service ne correspond pas aux exigences de la clientèle, les administrations postales peuvent coopérer avec des organismes non postaux dans le pays considéré.

3. **Les Pays-membres notifient au Bureau international, dans les six mois suivant la clôture du Congrès, le nom et l'adresse de l'organe gouvernemental chargé de superviser les services financiers postaux ainsi que le nom et l'adresse du ou des opérateurs désignés officiellement pour assurer les services financiers postaux et remplir les obligations découlant des Actes de l'Union sur leur territoire.**

3.1 **Les Pays-membres notifient au Bureau international, dans les six mois suivant la clôture du Congrès, les coordonnées des personnes responsables de l'exploitation des services financiers postaux et du service des réclamations.**

3.2 **Entre deux Congrès, tout changement concernant les organes gouvernementaux, les opérateurs et les personnes responsables désignés officiellement doit être notifié au Bureau international dans les meilleurs délais.**

4. Le présent Arrangement régit les produits de paiement postaux suivants:

4.1 les mandats de poste, y compris les mandats de remboursement;

4.2 les virements de compte à compte.

5. Les administrations postales intéressées peuvent fournir d'autres prestations régies par des accords bilatéraux ou multilatéraux.

Chapitre II

Mandat de poste

Article 2
Définition du produit

1. Mandat ordinaire

1.1 Le client donneur d'ordre remet des fonds au guichet d'un bureau de poste ou ordonne le débit de son compte et demande le paiement du montant intégral sans retenue aucune en numéraire au bénéficiaire.

2. Mandat de versement

2.1 Le client donneur d'ordre remet des fonds au guichet d'un bureau de poste et demande qu'ils soient versés intégralement et sans retenue sur le compte du bénéficiaire géré par une administration postale ou sur un compte géré par d'autres organismes financiers.

3. Mandat de remboursement

3.1 Le destinataire d'un «envoi contre remboursement» remet des fonds ou ordonne le débit de son compte et demande le paiement du montant intégral sans retenue aucune à l'expéditeur de l'«envoi contre remboursement».

Article 3
Dépôt des ordres

1. Sauf entente spéciale, le montant du mandat de poste est exprimé en monnaie du pays de destination.

2. L'administration postale d'émission fixe le taux de conversion de sa monnaie en celle du pays de destination.

3. Le montant maximal des mandats de poste est fixé bilatéralement.

4. L'administration postale d'émission a toute liberté pour définir les documents et les modalités de dépôt des mandats de poste. Si le mandat doit être transféré par courrier, seules doivent être utilisées les formules prévues au Règlement.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

Article 4
Taxes

1. L'administration postale d'émission détermine librement les taxes à percevoir au moment de l'émission.

2. Les mandats de poste échangés, par l'intermédiaire d'un pays partie au présent Arrangement, entre un pays contractant et un pays non contractant peuvent être soumis, par une administration intermédiaire, à une taxe supplémentaire, déterminée par ce dernier en fonction des coûts générés par les opérations qu'il effectue, dont le montant est convenu entre les administrations postales concernées et prélevé sur le montant du mandat de poste; cette taxe peut toutefois être perçue sur l'expéditeur et attribuée à l'administration postale du pays intermédiaire si les administrations postales se sont mises d'accord à cet effet.

3. Sont exonérés de toutes taxes les documents, les titres et les ordres de paiement relatifs aux transferts de fonds postaux échangés entre les administrations postales par la voie postale, dans les conditions prévues aux articles RL 110 et 111.

Article 5
Obligations de l'administration postale d'émission

1. L'administration postale d'émission doit répondre aux normes de service stipulées dans le Règlement afin de fournir des services satisfaisants à la clientèle.

Article 6
Transmission des ordres

1. Les mandats de poste échangés le sont au moyen des réseaux électroniques établis par le Bureau international de l'UPU ou d'autres organismes.

2. Les échanges électroniques s'opèrent par envoi adressé directement au bureau de paiement ou à un bureau d'échange. La sécurité et la qualité des échanges doivent être garanties par les spécifications techniques relatives aux réseaux utilisés ou par un accord bilatéral entre les administrations postales.

3. Les administrations postales peuvent convenir d'échanger des mandats au moyen de formules sur papier, prévues par le Règlement, et expédiées en régime prioritaire.

4. Les administrations postales peuvent convenir d'utiliser d'autres moyens d'échange.

Article 7
Traitement dans le pays de destination

1. Le paiement des mandats de poste est effectué selon la réglementation du pays de destination.

2. En règle générale, la somme entière du mandat de poste doit être payée au bénéficiaire; des taxes facultatives peuvent être perçues si celui-ci demande des services spéciaux supplémentaires.

3. La validité des mandats de poste électroniques doit être fixée par des accords bilatéraux.

4. La validité des mandats de poste sur support papier s'étend, en règle générale, jusqu'à l'expiration du premier mois qui suit celui de la date d'émission.

5. Après le délai indiqué ci-dessus, un mandat de poste impayé doit être renvoyé immédiatement à l'administration postale d'émission.

Article 8
Rémunération de l'administration postale payeuse

1. Pour chaque mandat de poste payé, l'administration postale d'émission attribue à l'administration postale payeuse une rémunération dont le taux est fixé dans le Règlement.

2. Au lieu du taux forfaitaire prévu dans le Règlement, les administrations postales peuvent convenir de taux de rémunération différents.

3. Les transferts de fonds effectués en franchise de taxes ne donnent droit à aucune rémunération.

4. Lorsqu'il y a entente entre les administrations postales intéressées, les transferts de fonds de secours exemptés de taxes par l'administration postale d'émission peuvent être exonérés de rémunération.

Article 9
Obligations de l'administration postale payeuse

1. L'administration postale payeuse doit répondre aux normes de service stipulées dans le Règlement afin de fournir des services satisfaisants à la clientèle.

Chapitre III

Virement postal

Article 10
Définition du produit

1. Le titulaire d'un compte postal demande, par débit de son compte, l'inscription d'un montant au crédit du compte du bénéficiaire tenu par l'administration postale, ou d'un autre compte, par l'intermédiaire de l'administration postale du pays de destination.

Article 11
Dépôt des ordres

1. Le montant du virement doit être exprimé dans la monnaie du pays de destination ou dans une autre monnaie, selon l'arrangement convenu entre les administrations postales d'émission et de réception.

2. L'administration postale d'émission fixe le taux de conversion de sa monnaie en celle dans laquelle est exprimé le montant du virement.

3. Le montant des virements est illimité, sauf décision prise par les administrations postales concernées.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

4. L'administration postale d'émission a toute liberté pour définir les documents et les modalités d'émission des virements.

Article 12
Taxes

1. L'administration postale d'émission détermine librement la taxe à percevoir au moment de l'émission. A cette taxe principale, elle ajoute éventuellement les taxes afférentes à des services spéciaux rendus à l'expéditeur.

2. Les virements, effectués par l'intermédiaire d'un pays partie au présent Arrangement, entre un pays contractant et un pays non contractant peuvent être soumis, par l'administration intermédiaire, à une taxe supplémentaire. Le montant de cette taxe est convenu entre les administrations concernées et prélevé sur le montant du virement. Cette taxe peut toutefois être perçue sur l'expéditeur et attribuée à l'administration du pays intermédiaire si les administrations postales intéressés se sont mises d'accord à cet effet.

3. Sont exonérés de toutes taxes les documents, les titres et les ordres de paiement relatifs aux virements postaux effectués par la voie postale entre les administrations postales, dans les conditions prévues aux articles RL 110 et 111.

Article 13
Obligations de l'administration postale d'émission

1. L'administration postale d'émission doit répondre aux normes de service stipulées dans le Règlement afin de fournir des services satisfaisants à la clientèle.

Article 14
Transmission des ordres

1. Les virements doivent être effectués au moyen des réseaux électroniques établis par le Bureau international de l'UPU ou d'autres organismes, selon les spécifications techniques adoptées par les administrations intéressées.

2. La sécurité et la qualité des échanges doivent être garanties par les spécifications techniques relatives aux réseaux utilisés ou par un accord bilatéral entre les administrations postales émettrices et payeuses.

3. Les administrations postales peuvent convenir d'effectuer des virements au moyen de formules sur papier, prévues par le Règlement, et expédiées en régime prioritaire.

4. Les administrations postales peuvent convenir d'utiliser d'autres moyens d'échange.

Article 15
Traitement dans le pays de destination

1. Les virements arrivants doivent être traités selon la réglementation en vigueur dans le pays de destination.

2. En règle générale, les droits exigibles dans le pays de destination doivent être payés par le bénéficiaire; toutefois, cette taxe peut être perçue auprès de l'expéditeur et attribuée à l'administration postale du pays de destination, conformément à un accord bilatéral.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

Article 16
Rémunération de l'administration postale payeuse

1. Pour chaque virement, l'administration postale payeuse peut demander le versement d'une taxe d'arrivée. Cette taxe peut être soit débitée du compte du bénéficiaire, soit prise en charge par l'administration postale émettrice par débit de son compte courant postal de liaison.

2. Les virements effectués en franchise de taxe ne donnent lieu à aucune rémunération.

3. Lorsqu'il y a entente entre les administrations postales intéressées, les virements de fonds de secours exemptés de taxes par l'administration postale émettrice peuvent être exonérés de rémunération.

Article 17
Obligations de l'administration postale payeuse

1. L'administration postale payeuse doit répondre aux normes de service stipulées dans le Règlement afin de fournir des services satisfaisants à la clientèle.

Chapitre IV

Comptes de liaison, comptes mensuels, réclamations, responsabilité

Article 18
Relations financières entre les administrations postales participantes

1. Les administrations postales conviennent entre elles des moyens techniques à utiliser pour régler leurs créances.

2. Comptes de liaison

2.1 **En règle générale, lorsque** les administrations postales disposent d'une institution de chèques postaux, chacune d'elles se fait ouvrir, à son nom auprès de l'administration correspondante, un compte de liaison au moyen duquel sont liquidées les dettes et les créances réciproques résultant des échanges effectués au titre du service des virements et des mandats de poste et de toutes les autres opérations que les administrations postales conviendraient de régler par ce moyen.

2.2 Lorsque l'administration postale **du pays** de destination ne dispose pas d'un système de chèques postaux, le compte de liaison peut être ouvert auprès d'une autre administration.

2.3 Les administrations postales peuvent convenir de régler leurs échanges financiers par l'intermédiaire d'administrations désignées par un accord multilatéral.

2.4 En cas de découvert sur un compte de liaison, les sommes dues sont productrices d'intérêts, dont le taux est fixé dans le Règlement.

2.5 Un compte de liaison présentant un solde créditeur doit pouvoir être producteur d'intérêts.

3. Comptes mensuels

3.1 En l'absence de compte de liaison, chaque administration postale payeuse établit, pour chaque administration postale d'émission, un compte mensuel des sommes payées pour

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

les mandats de poste. Les comptes mensuels sont incorporés, périodiquement, dans un compte général qui donne lieu à la détermination d'un solde.

3.2 Le règlement des comptes peut aussi avoir lieu sur la base des comptes mensuels, sans compensation.

4. Il ne peut être porté atteinte par aucune mesure unilatérale telle que moratoire, interdiction de transfert, etc., aux dispositions du présent article ni à celles du Règlement qui en découlent.

Article 19
Réclamations

1. Les réclamations sont admises dans le délai de six mois à compter du lendemain du jour du dépôt d'un mandat de poste ou de l'exécution d'un virement.

2. Les administrations postales ont le droit de percevoir sur leurs clients une taxe de réclamation pour les mandats de poste ou les virements.

Article 20
Responsabilité

1. Principe et étendue de la responsabilité

1.1 L'administration postale est responsable des sommes versées au guichet ou portées au débit du compte du tireur jusqu'au moment où le mandat a été régulièrement payé ou le compte du bénéficiaire a été crédité.

1.2 L'administration postale est responsable des indications erronées qu'elle a fournies et qui ont entraîné soit un non-paiement, soit des erreurs dans l'exécution du transfert de fonds. La responsabilité s'étend aux erreurs de conversion et aux erreurs de transmission.

1.3 L'administration postale est dégagée de toute responsabilité:

1.3.1 en cas de retard qui peut se produire dans la transmission, l'expédition ou le paiement des titres et des ordres;

1.3.2 lorsque, par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure, elle ne peut rendre compte de l'exécution d'un transfert de fonds, à moins que la preuve de sa responsabilité n'ait été autrement administrée;

1.3.3 lorsque l'expéditeur n'a formulé aucune réclamation dans le délai prévu à l'article 19;

1.3.4 lorsque le délai de prescription des mandats dans le pays d'émission s'est écoulé.

1.4 En cas de remboursement, quelle qu'en soit la cause, la somme remboursée à l'expéditeur ne peut dépasser celle qu'il a versée ou qui a été débitée de son compte.

1.5 Les administrations postales peuvent convenir entre elles d'appliquer des conditions plus étendues de responsabilité adaptées aux besoins de leurs services intérieurs.

1.6 Les conditions de l'application du principe de la responsabilité, et notamment les questions de la détermination de la responsabilité, le paiement des sommes dues, les recours, le délai de paiement et les dispositions relatives au remboursement à l'administration intervenante, sont celles prescrites dans le Règlement.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

Chapitre V

Réseaux électroniques

Article 21
Règles générales

1. Pour la transmission des ordres de paiement par voie électronique, les administrations postales utilisent le réseau de l'UPU ou tout autre réseau permettant d'effectuer des virements de manière rapide, fiable et sûre.

2. Les services financiers électroniques de l'UPU sont réglementés entre les administrations postales sur la base d'accords bilatéraux. Les règles générales de fonctionnement des services financiers électroniques de l'UPU sont soumises aux dispositions appropriées des Actes de l'Union.

Chapitre VI

Dispositions diverses

Article 22
Demande d'ouverture d'un compte courant postal à l'étranger

1. Lors de l'ouverture à l'étranger d'un compte courant postal ou d'un autre type de compte, ou lorsqu'une demande est faite pour obtenir un produit financier à l'étranger, les organismes postaux des pays parties au présent Arrangement conviennent de fournir une assistance sur l'utilisation des produits considérés.

2. Les parties peuvent s'entendre bilatéralement sur l'assistance qu'elles peuvent se prêter mutuellement sur la procédure détaillée à suivre et conviennent des frais relatifs à la fourniture d'une telle assistance.

Chapitre VII

Dispositions finales

Article **23**
Dispositions finales

1. La Convention est applicable, le cas échéant, par analogie, en tout ce qui n'est pas expressément réglé par le présent Arrangement.

2. L'article 4 de la Constitution n'est pas applicable au présent Arrangement.

3. Conditions d'approbation des propositions concernant le présent Arrangement **et son Règlement.**

3.1 Pour devenir exécutoires, les propositions soumises au Congrès et relatives au présent Arrangement doivent être approuvées par la majorité des Pays-membres présents et votants **ayant le droit de vote et** qui sont parties à l'Arrangement. La moitié au moins de ces Pays-membres représentés au Congrès **et ayant le droit de vote** doivent être présents au moment du vote.

3.2 Pour devenir exécutoires, les propositions relatives au Règlement de cet Arrangement doivent être approuvées par la majorité des membres du Conseil d'exploitation postale qui sont parties à l'Arrangement **et ayant le droit de vote.**

3.3 Pour devenir exécutoires, les propositions introduites entre deux Congrès et relatives au présent Arrangement doivent réunir:

3.3.1 les deux tiers des suffrages, la moitié au moins des Pays-membres parties à l'Arrangement **et ayant le droit de vote** ayant **participé au suffrage,** s'il s'agit de l'addition de nouvelles dispositions;

3.3.2 la majorité des suffrages, la moitié au moins des Pays-membres parties à l'Arrangement **et ayant le droit de vote** ayant **participé au suffrage,** s'il s'agit de modifications aux dispositions du présent Arrangement;

3.3.3 la majorité des suffrages s'il s'agit de l'interprétation des dispositions du présent Arrangement.

3.4 Nonobstant les dispositions prévues sous 3.3.1, tout Pays-membre dont la législation nationale est encore incompatible avec l'addition proposée a la faculté de faire une déclaration écrite au Directeur général du Bureau international indiquant qu'il ne lui est pas possible d'accepter cette addition, dans les quatre-vingt-dix jours à compter de la date de notification de celle-ci.

4. Le présent Arrangement sera mis à exécution le **1er janvier 2006** et demeurera en vigueur jusqu'à la mise à exécution des Actes du prochain Congrès.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des pays contractants ont signé le présent Arrangement en un exemplaire qui est déposé auprès du Directeur général du Bureau international. Une copie en sera remise à chaque Partie par le **Bureau international de l'Union postale universelle.**

Fait à **Bucarest,** le **5 octobre 2004**

Voir les signatures ci-après.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

TRADUZIONE NON UFFICIALE

Settimo protocollo addizionale
alla Costituzione dell'Unione Postale Universale

Indice

Articolo

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

Settimo protocollo aggiunto
alla Costituzione dell'Unione Postale Universale

I Plenipotenziari dei Governi dei Paesi membri dell'Unione postale universale riuniti in Congresso a Bucarest, visto l'articolo 30.2 della Costituzione dell'Unione postale universale conclusa a Vienna il 10 luglio 1964, *hanno adottato, con riserva di ratifica, le modiche seguenti alla suddetta* Costituzione.

Articolo I
(preambolo modificato)

Al fine di sviluppare le comunicazioni tra i popoli tramite un funzionamento efficace dei servizi postali e di contribuire a raggiungere gli scopi elevati della collaborazione internazionale nel campo culturale, sociale ed economico, i Plenipotenziari dei Governi dei Paesi contraenti hanno adottato, su riserva di ratifica, la presente Costituzione.

L'Unione ha per vocazione di stimolare lo sviluppo duraturo dei servizi postali universali di qualità, efficaci e accessibili, per facilitare la comunicazioni tra gli abitanti del pianeta:

- **garantendo la libera circolazione degli invii postali su un territorio postale unico composto da reti interconnesse;**
- **incoraggiando l'adozione di norme comuni eque e l'utilizzo della tecnologia;**
- **assicurando la cooperazione e l'interazione tra le parti interessate;**
- **favorendo una cooperazione tecnica efficace;**
- **avendo cura della soddisfazione dei bisogni evolutivi dei clienti**

Articolo II
(Articolo 1bis aggiunto)
Definizioni

1. ai fini degli atti dell'Unione postale universale, i termini seguenti sono definiti come segue:
1.1 Servizio postale: insieme delle prestazioni postali la cui estensione è determinata dagli organi dell'Unione. Gli obblighi principali derivanti da queste prestazioni consistono nel rispondere a certi obiettivi sociali ed economici dei paesi membri, garantendo la raccolta, lo smistamento, la trasmissione e la distribuzione degli invii postali.
1.2 Paese membro: paese che soddisfa le condizioni enunciate all'articolo 2 della Costituzione.
1.3 Territorio postale unico (un unico e medesimo territorio postale): obbligo per le parti contraenti degli atti UPU di assicurare, secondo il principio della reciprocità, lo scambio di invii della posta-lettere nel rispetto della libertà di transito e di trattare indistintamente gli invii postali provenienti da altri territori e in transito nel loro paese come invii postali propri.
1.4 Libertà di transito: principio secondo il quale un'amministrazione postale intermediaria è tenuta a trasportare gli invii postali che le sono consegnati in transito da un'altra amministrazione postale, riservando a tale corriere lo stesso trattamento applicato agli invii del regime interno.
1.5 Invio della posta-lettere: invii descritti nella Convenzione.
1.6 Servizio postale internazionale: operazioni o prestazioni postali regolamentate dagli Atti. Insieme di tali operazioni o prestazioni.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

Articolo III
(Articolo 22 modificato)
Atti dell'Unione

1. la Costituzione è l'Atto fondamentale dell'Unione. Essa contiene le regole organiche dell'Unione ***e non può essere oggetto di riserva***.
2. il Regolamento generale comporta le disposizioni che assicurano l'applicazione della Costituzione e il funzionamento dell'Unione. E' obbligatorio per tutti i Paesi membri **e non può essere oggetto di riserva.**
3. (testo invariato)
4. (testo invariato)
5. (testo invariato)
6. (testo invariato)

Articolo IV
(Articolo 30 modificato)
Modifica della Costituzione

1. Per essere adottate, le proposte sottoposte al Congresso e relative alla presente Costituzione devono essere approvate almeno dai due terzi dei Paesi membri dell'Unione **aventi diritto di voto.**
2. (testo invariato)

Articolo V
(Articolo 31 modificato)
Modifica del Regolamento generale, della Convenzione e degli Accordi

1. *(testo invariato)*
2. **La Convenzione e gli Accordi** sono resi esecutivi simultaneamente e hanno la stessa durata. A partire dal giorno fissato dal Congresso per l'attuazione di tali Atti, i corrispondenti Atti del Congresso precedente sono abrogati.

Articolo VI
Adesione al Protocollo aggiuntivo e agli altri Atti dell'Unione

1. (testo invariato)
2. (testo invariato)
3. (testo invariato)

Articolo VII

Attuazione e durata del protocollo aggiunto alla Costituzione dell'Unione postale universale

Il presente Protocollo aggiuntivo sarà posto in atto il **1 gennaio 2006** e resterà in vigore a tempo indeterminato.

In fede di ciò, i Plenipotenziari dei Governi dei Paesi membri hanno redatto il presente Protocollo aggiunto, che avrà la stessa forza e lo stesso valore come se le sue disposizioni fossero inserite nel testo stesso della Costituzione, e ne hanno firmato un esemplare depositato dal Direttore generale del Bureau international. Una copia verrà inviata ad ognuna delle parti **dal Bureau international dell'Unione postale universale.**

Bucarest, 5 ottobre 2004

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

REGOLAMENTO GENERALE DELL'UNIONE POSTALE UNIVERSALE

Indice

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

Regolamento generale dell'Unione Postale Universale

I sottoscritti, Plenipotenziari dei governi dei paesi – membri dell'unione, visto l'articolo 22.2 della Costituzione dell'Unione postale universale conclusa a Vienna il 10 Luglio 1964, di comune accordo e con riserva dell'articolo 25.4 della suddetta Costituzione, hanno adottato nel presente regolamento generale le seguenti disposizioni che assicurano l'applicazione della Costituzione ed il funzionamento dell'Unione.

Capitolo I

Funzionamento degli organi dell'Unione

Articolo 101
Organizzazione e riunione dei Congressi e Congressi straordinari (Costit. 14,15)

1. I rappresentanti dei Paesi-membri si riuniscono in Congresso almeno **quattro** anni dopo la fine dell'anno nel corso del quale ha avuto luogo il congresso precedente.
2. (testo invariato)
3. Nelle deliberazioni, ciascun Paese-membro dispone di un voto, su riserva delle sanzioni previste dall'articolo **129.**
4. (testo invariato)
5. (testo invariato)
6. (testo invariato)
7. (testo invariato)
8. (testo invariato)

Articolo 102
Composizione, funzionamento e riunioni del Consiglio d'Amministrazione (Costit. 17)

1. (testo invariato)
2. (testo invariato)
3. (testo invariato)
4. (testo invariato)
5. (testo invariato)
6. Il Consiglio d'Amministrazione ha le seguenti attribuzioni:

6.1 (testo invariato)
6.2 (testo invariato)
6.3 (testo invariato)
6.4 esaminare e approvare il budget **biennale** e i **conti dell'** Unione;
6.5 autorizzare, se le circostanze lo esigono, il superamento del tetto massimo di spesa conformemente all'articolo **128.3** a **5**;
6.6 (testo invariato)
6.7 (testo invariato)
6.8 (testo invariato)
6.9 (testo invariato)
6.10 (testo invariato)
6.11 (testo invariato)
6.12 autorizzare, se richiesto, la scelta di una classe di contribuzione inferiore, conformemente alle condizioni previste dall'articolo **130.6**;

6.13 (testo invariato)

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

6.14 (testo invariato)
6.15 (testo invariato)
6.16 (testo invariato)
6.17 approvare i rapporti **biennali** stabiliti dal Bureau International sulle attività dell'Unione e sulla gestione finanziaria e presentare, se esistenti, i commenti ad essi relativi
6.18 (testo invariato)
6.19 previa consultazione del Consiglio Operativo Postale, decidere i contatti da prendere con le organizzazioni che non sono osservatori di diritto, esaminare e approvare i rapporti del Bureau international sulle relazioni dell'UPU con gli altri organismi internazionali, prendere le decisioni giudicate opportune sullo svolgimento delle relazioni e il seguito da dare loro; designare, in tempo utile, **previa consultazione del Consiglio Operativo Postale e del Segretariato generale**, le organizzazioni internazionali, **le associazioni, le imprese e le persone qualificate** che devono essere invitate a farsi rappresentare **a sessioni specifiche del Congresso e delle Commissioni, quando ciò sia nell'interesse dell'Unione o di giovamento ai lavori del Congresso**, e incaricare il Direttore generale del Bureau International di inviare gli inviti necessari;
6.20 (testo invariato)
6.21 (testo invariato)
6.21.1 formulare le proposte che verranno sottoposte all'approvazione sia del Congresso, sia delle Amministrazioni postali secondo l'articolo **124:**
6.22 (testo invariato)
6.23 (testo invariato)
6.24 (testo invariato)
6.25 (testo invariato)
6.26 (testo invariato)
6.27 (testo invariato)
6.28 (testo invariato)
6.29 esaminare e approvare il progetto di piano strategici da presentare al Congresso e elaborato dal Consiglio Operativo Postale con l'aiuto del Bureu International; esaminare e approvare le revisioni annuali del piano fissato dal Congresso sulla base delle raccomandazioni del Consiglio Operativo Postale e lavorare di concerto con il Consiglio Operativo Postale all'elaborazione e all'attuazione annuale del **piano;**
6.30 stabilire il quadro per l'organizzazione del Comitato consultivo e approvare l'organizzazione del Comitato consultivo, secondo le disposizioni dell'articolo 106;
6.31 stabilire i criteri d'adesione al Comitato Consultivo e approvare o respingere le richieste di adesione secondo tali criteri, assicurandosi che questi ultimi siano applicati seguendo una procedura accelerata, tra le riunioni del Consiglio d'Amministrazione;
6.32 designare i membri che faranno parte del Consiglio Consultivo;
6.33 recepire i rapporti e le raccomandazioni del Comitato Consultivo e quelle in fase di discussione, e esaminare le raccomandazioni di quest'ultimo da sottoporre al Congresso.

7. (testo invariato)
8. (testo invariato)
9. (testo invariato)
10. (testo invariato)
11. (testo invariato)
12. **Il Presidente del Comitato Consultivo rappresenta il Comitato alle riunioni del Consiglio d'Amministrazione quando l'Agenda comprende questioni che interessano il Comitato Consultivo.**
13. (ex paragrafo 12 del Regolamento adottato a Pechino - Invariato)
14. (ex paragrafo 13 del Regolamento adottato a Pechino- Invariato)
15. (ex paragrafo 14 del Regolamento adottato a Pechino- Invariato)

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

16. Su loro richiesta, gli osservatori indicati qui di seguito possono partecipare alle sessioni plenarie e alle riunioni delle Commissioni del Consiglio d'amministrazione, senza diritto di voto:

16.1 membri del Consiglio Operativo Postale;
16.2 membri del Comitato Consultivo;
16.3 *organizzazioni intergovernative che si interessano ai lavori del* Consiglio d'Amministrazione;
16.4 altri Paesi-membri dell'Unione.

17 Per ragioni logistiche, il Consiglio d'amministrazione può limitare il numero dei partecipanti per osservatore. Può ugualmente limitare il loro diritto alla parola durante i dibattiti.

18. I membri del Consiglio d'Amministrazione partecipano effettivamente alle sue attività. Gli **osservatori** possono, su richiesta, **essere autorizzati** a collaborare agli studi intrapresi, rispettando le condizioni che può stabilire il Consiglio per assicurare il rendimento e l'efficienza del proprio lavoro. Essi possono anche essere sollecitati a presiedere dei Gruppi di lavoro e dei **gruppi di progetto**, quando le loro *conoscenze o esperienze lo giustifichino. La partecipazione* degli **osservatori** avviene senza spese supplementari per l'Unione.

19. In circostanze eccezionali gli osservatori possono essere esclusi da una riunione o da una parte di una riunione. Alla stessa maniera, il diritto di ricevere certi documenti può essere limitato se la riservatezza dell'oggetto della riunione o del documento lo esiga; la decisione concernente tale restrizione può essere presa caso per caso da ogni organo interessato o dal suo Presidente; i diversi casi sono segnalati al Consiglio d'Amministrazione, e al Consiglio Operativo Postale se si tratta di questioni che presentino un interesse particolare per tale organo. Successivamente il Consiglio d'Amministrazione può, se lo ritiene necessario, riesaminare le restrizioni, consultandosi con il Consiglio Operativo Postale, se del caso.

Articolo 103
Informazioni sulle attività del Consiglio d'Amministrazione

1. Dopo ogni sessione, il Consiglio d'Amministrazione informa i Paesi-membri dell'Unione, le Unioni ristrette **e i membri del Comitato consultivo** sulle sue attività inviando loro un resoconto analitico nonché le sue risoluzioni e decisioni.
2. Il Consiglio d'Amministrazione fa al Congresso un rapporto sull'insieme della sua attività e la trasmette alle amministrazioni postali **dei paesi-membri dell'Unione e ai membri del Comitato consultivo** almeno due mesi prima dell'apertura del congresso.

Articolo 104
composizione, funzionamento e riunioni del Consiglio Operativo Postale (Const. 18)

1. (testo invariato)
2. (testo invariato)
3. **Ciascun membro del Consiglio Operativo Postale designa un suo rappresentante che assume le responsabilità elencate negli Atti dell'Unione in materia di prestazione di servizi.**
4. (testo invariato)
5. (testo invariato)
6. (testo invariato)
7. (testo invariato)
8. (testo invariato)
9. Le attribuzioni del Consiglio Operativo Postale sono le seguenti:

9.1 (testo invariato)
9.2 (testo invariato)

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

9.3 (testo invariato)
9.4 (testo invariato)
9.5 formulare le proposte che verranno sottoposte all'approvazione sia del Congresso, sia delle Amministrazioni postali secondo l'articolo **125**; l'approvazione del Consiglio d'Amministrazione è richiesta quando tali proposte vertono su questioni di competenza di quest'ultimo;
9.6 esaminare, su richiesta dell'Amministrazione postale di un paese membro, ogni proposta che questa amministrazione postale trasmette al Bureau International secondo l'articolo **124**, preparandone i commenti e incaricare il Bureau International di allegarli alla suddetta proposta prima di sottoporla all'approvazione delle amministrazioni postali dei paesi membri;
9.7 (testo invariato)
9.8 (testo invariato)
9.9 (testo invariato)
9.10 (testo invariato)
9.11 (testo invariato)
9.12 (testo invariato)
9.13 (testo invariato)
9.14 (testo invariato)
9.15 (testo invariato)
9.16 esaminare tutte le altre questioni che sono ad esso sottoposte da un membro del Consiglio Operativo Postale, dal Consiglio d'Amministrazione o da ogni amministrazione postale di un **Paese-membro**;
9.17 **recepire e discutere i rapporti e le raccomandazioni del Comitato consultivo, e, per le questioni che interessano il Consiglio Operativo Postale, esaminare e fare delle osservazioni sulle raccomandazioni del Comitato consultivo da sottoporre al Congresso;**
9.18 ***designare i membri che faranno parte del Comitato consultivo***
10. (ex paragrafo 11 del Regolamento adottato dal Congresso di Pechino - invariato)
11. (ex paragrafo 12 del Regolamento adottato dal Congresso di Pechino – invariato)
12. Su loro richiesta gli osservatori qui di seguito indicati possono partecipare, senza diritto di voto, alle sessioni plenarie e alle riunioni delle Commissioni del Consiglio Operativo Postale:
12.1 **membri del Consiglio d'Amministrazione;**
12.2 **membri del Comitato Consultivo;**
12.3 **organizzazioni intergovernative che s'interessano ai lavori del Consiglio Operativo Postale;**
12.4 **altri Paesi-membri dell'Unione.**

13. Per ragioni logistiche, il Consiglio Operativo Postale può limitare il numero dei partecipanti per ciascun osservatore. Può anche limitare il loro diritto alla parola durante i dibattiti.
14. I membri del Consiglio Operativo Postale partecipano effettivamente alle sue attività. **Gli osservatori** possono, su richiesta, **essere autorizzati a** collaborare agli studi intrapresi nel rispetto delle condizioni che il Consiglio può stabilire per assicurare il rendimento e l'efficienza del suo lavoro. **Essi** possono anche essere **sollecitati** a presiedere i Gruppi di lavoro **e i gruppi di progetto** quando le loro conoscenze o la loro esperienza lo giustifichino. **La partecipazione degli osservatori si effettua senza spese supplementari per l'Unione.**
15. In circostanze eccezionali gli osservatori possono essere esclusi da una riunione o da una parte di una riunione. Alla stessa maniera, il diritto di ricevere certi documenti può essere limitato se la riservatezza dell'oggetto della riunione o del documento lo esiga; la decisione concernente tale restrizione può essere presa caso per caso da ogni organo interessato o dal suo Presidente; i diversi casi sono segnalati al Consiglio d'Amministrazione, e al Consiglio Operativo Postale se si tratta di questioni che presentino un interesse particolare per tale organo. Successivamente

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

il Consiglio d'Amministrazione può, se lo ritiene necessario, riesaminare le restrizioni, consultandosi con il Consiglio Operativo Postale, se del caso.

16. Il Presidente del Comitato consultivo rappresenta il Comitato alle riunioni del Consiglio Operativo Postale allorché l'ordine del giorno comprenda questioni che interessano il Comitato stesso.

17. (ex paragrafo 13 del Regolamento adottato dal Congresso di Pechino – invariato)
17.1 (ex paragrafo 13.1 del Regolamento adottato dal Congresso di Pechino – invariato)
17.2 (ex paragrafo 13.2 del Regolamento adottato dal Congresso di Pechino – invariato)
17.3 (ex paragrafo 13.3 del Regolamento adottato dal Congresso di Pechino – invariato)

Articolo 105
Informazioni sulle attività del Consiglio Operativo Postale.

1. Dopo ciascuna sessione, il Consiglio Operativo Postale informa i **Paesi-membri dell'Unione**, le Unioni ristrette **e i membri del Comitato consultivo** sulle proprie attività inviando loro in particolare un resoconto analitico come anche le proprie risoluzioni e decisioni.
2. (testo invariato)
3. Il Consiglio Operativo Postale redige, per il Congresso, un rapporto sull'insieme della sua attività e lo trasmette alle Amministrazioni postali dei Paesi-membri **dell'Unione e ai membri del Comitato consultivo** almeno due mesi prima dell'apertura del Congresso.

Articolo 106
Composizione, funzionamento e riunioni del Comitato consultivo

1. ***Il Comitato consultivo ha come fine quello di rappresentare gli interessi del settore* postale nel senso più ampio del termine e di servire da quadro per un dialogo efficace tra le parti interessate. Esso comprende organizzazioni non governative rappresentanti di clienti, di fornitori di servizi di distribuzione, di sindacatati, di fornitori di beni e servizi operanti nel settore dei sevizi postali, e di organismi simili che raggruppano privati, come anche imprese che si occupano di servizi postali internazionali. Se tali organizzazioni sono registrate, devono esserlo in uno dei Paesi-membri dell'Unione. Il Consiglio d'Amministrazione e il Consiglio Operativo Postale, designano i loro membri rispettivi che partecipano alle sessioni, in quanto membri del Comitato consultivo. Al di fuori dei membri designati dal Consiglio d'Amministrazione e dal Consiglio Operativo Postale, l'adesione al Comitato consultivo è determinata dall'esito di una procedura di richiesta e dall'accettazione di questa, stabilita dal Consiglio d'Amministrazione e realizzata secondo l'articolo 102.6.31.**
2. **Ciascun membro del Comitato consultivo designa il proprio rappresentante**
3. **Le spese di funzionamento del Comitato consultivo sono ripartite tra l'Unione e i membri del Comitato, secondo le modalità specificate dal Consiglio d'Amministrazione**
4. ***I membri* del Comitato consultivo non beneficiano di alcuna remunerazione o retribuzione.**
5. **Il Comitato consultivo si riorganizza dopo ciascun Congresso, secondo il quadro stabilito dal Consiglio d'Amministrazione. Il Presidente del Consiglio d'Amministrazione presiede la riunione organizzativa del Comitato consultivo, nel corso della quale si procede all'elezione del Presidente del Comitato stesso.**
6. **Il Comitato consultivo determina la sua organizzazione interna e stabilisce il proprio regolamento interno, tenendo conto dei principi generali dell'Unione e su riserva di approvazione del Consiglio d'Amministrazione, previa consultazione del Consiglio Operativo Postale**

COPIA TRATTA DA GURITEL – GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

7. Il Comitato consultivo si riunisce due volte l'anno. In linea di principio le riunioni hanno luogo presso la sede dell'Unione al momento delle sessioni del Consiglio d'amministrazione e del Consiglio Operativo Postale. La data e il luogo di ciascuna riunione sono determinati dal Presidente del Comitato consultivo, in accordo con i Presidenti del Consiglio d'Amministrazione e del Consiglio Operativo Postale e il Direttore Generale del Bureau International.

8. Il Comitato consultivo fissa il proprio programma nell'ambito della seguente lista di attribuzioni:

8.1 esaminare i documenti e i rapporti appropriati del Consiglio di Amministrazione e del Consiglio Operativo Postale ; in casi eccezionali, il diritto di ricevere alcuni testi e documenti può essere limitato se la riservatezza dell'oggetto della riunione o del documento lo richiede; la decisione concernente una tale limitazione può essere presa caso per caso da qualunque organismo interessato o dal suo Presidente; i diversi casi sono segnalati al Consiglio di Amministrazione, e al Consiglio Operativo Postale se si tratta di questioni aventi un interesse particolare per questo organismo; in seguito il Consiglio di Amministrazione può, se lo ritiene necessario, *riesaminare le restrizioni, di concerto con il Consiglio Operativo Postale, se del caso;*

8.2 condurre degli studi e discutere le questioni importanti per i membri del Comitato consultivo;

8.3 esaminare le questioni concernenti il settore dei servizi postali e presentare rapporti su tali questioni;

8.4 contribuire ai lavori del Consiglio di Amministrazione e del Consiglio Operativo postale, in particolare con la presentazione di rapporti e di raccomandazioni, e con la presentazione di parere a richiesta dei due Consigli;

8.5 fare delle raccomandazioni al Congresso, con riserva di approvazione del Consiglio di Amministrazione e, per le questioni riguardanti il Consiglio Operativo Postale, mediante esame e commento di quest'ultimo.

9. *Il Presidente del Consiglio di Amministrazione e il Presidente del Consiglio* Operativo Postale rappresentano tali organi alle riunioni del Comitato Consultivo, qualora l'ordine del giorno di tali riunioni comprenda questioni di interesse per questi organi.

10. Per assicurare un collegamento efficace con gli organi dell'Unione, il Comitato consultivo può designare dei rappresentanti per partecipare alle riunioni del Congresso, del Consiglio di Amministrazione e del Consiglio Operativo Postale, così come delle loro rispettive Commissioni in qualità di osservatori senza diritto di voto.

11. Su loro richiesta, i membri del Comitato consultivo possono assistere alle sedute plenarie e alle riunioni delle Commissioni del Consiglio di Amministrazione e del Consiglio Operativo Postale, conformemente agli articoli 102.16 e 104.12. Essi possono ugualmente partecipare *ai lavori dei Gruppi di progetto e dei Gruppi di* lavoro ai sensi degli articoli 102.18 e 104.14. I membri del Comitato consultivo possono partecipare al Congresso in qualità di osservatori senza diritto di voto.

12. Su loro richiesta, gli osservatori qui di seguito indicati possono partecipare, senza diritto di voto, alle sessioni del Comitato consultivo:

12.1 membri del Consiglio di Amministrazione e del Consiglio Operativo Postale;

12.2 organizzazioni intergovernative che si interessano ai lavori del Comitato consultivo;

12.3 Unioni ristrette;

12.4 altri membri dell'Unione.

13. Per ragioni logistiche, il Comitato consultivo può limitare il numero dei partecipanti per osservatore. Esso può ugualmente limitare *il diritto di parola durante le* discussioni.

14. In casi eccezionali, gli osservatori possono essere esclusi da una riunione o da una parte di una riunione. Allo stesso modo, il loro diritto di ricevere alcuni documenti può essere limitato se la riservatezza dell'oggetto della riunione o del documento lo richiede; la decisione concernente una tale restrizione può essere presa caso per caso da qualsiasi organo interessato o dal suo Presidente; i diversi casi sono

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

segnalati al Consiglio di Amministrazione, e al Consiglio Operativo postale se si tratta di questioni aventi un interesse particolare per questo organismo; in seguito il Consiglio di Amministrazione può, se lo ritiene necessario, riesaminare le restrizioni, di concerto con il Consiglio Operativo Postale, se del caso.

15. Il Bureau International, sotto la responsabilità del Direttore Generale, assicura il segretariato del Comitato consultivo

Articolo 107
Informazione sulle attività del Comitato consultivo

1. **Dopo ogni sessione, il Comitato consultivo informa il Consiglio di Amministrazione e il Consiglio Operativo Postale delle sue attività indirizzando ai Presidenti di questi organi, tra l'atro, un resoconto analitico delle sue riunioni e le sue raccomandazioni e pareri.**
2. **Il Comitato consultivo fa al Consiglio di Amministrazione un rapporto annuale di attività e ne invia un esemplare al Consiglio Operativo Postale. Tale rapporto è inserito nella documentazione del Consiglio di Amministrazione fornita ai Paesi membri dell'Unione e alle Unioni ristrette, conformemente all'articolo 103.**
3. **Il Comitato consultivo fa al Congresso un rapporto sull'insieme delle sue attività e lo trasmette alle amministrazioni postali dei Paesi membri dell'Unione almeno due mesi prima dell'apertura del Congresso.**

Articolo **108** (ex 106 del Regolamento adottato dal Congresso di Pechino - invariato)
Regolamento interno del Congresso (Cost. 14)

Articolo **109** (ex 107 del Regolamento adottato dal Congresso di Pechino - invariato)
Lingue di lavoro del Bureau international

Articolo **110** (ex 108 del Regolamento adottato dal Congresso di Pechino - invariato)
Lingue utilizzate per la documentazione, le deliberazioni e la corrispondenza di servizio

Capitolo II
Bureau International

Articolo **111**
Elezione del Direttore Generale e del Vice- Direttore Generale del Bureau International

1. Il Direttore Generale e il Vice-Direttore generale del Bureau International sono eletti dal Congresso per il periodo che separa i due Congressi successivi, essendo la durata minima del loro mandato di **quattro** anni. Il loro mandato è rinnovabile una sola volta. Salvo decisione contraria del Congresso, la data della loro entrata in funzione è fissata al 1° Gennaio dell'anno che segue il Congresso.
2. (testo invariato)
3. (testo invariato)
4. (testo invariato)
5. In caso di vacanza del posto di Vice-Direttore Generale, il Consiglio d'Amministrazione incarica, su proposta del Direttore Generale, uno dei **Direttori di grado D 2** al Bureau International di assumere, fino al prossimo Congresso, le funzioni di Vice-Direttore Generale.

Articolo **112**
Funzioni di direttore Generale
1. Il Direttore Generale organizza, amministra e dirige il Bureau International del quale egli è il rappresentante legale. Egli è competente per classificare i posti dal grado G1 al D2 e per

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

nominare e promuovere i funzionari in tali gradi. Per le nomine dal grado P2 al D2 deve prendere in considerazione le qualifiche professionali dei candidati raccomandati dalle Amministrazioni Postali dei Paesi-membri dei quali hanno la nazionalità, o nei quali esercitano la loro attività professionale, tenendo conto di una ripartizione geografica continentale equa e linguistica. I posti di **grado D2** devono, in ogni modo possibile, essere *ricoperti dai candidati provenienti da regioni diverse e da altre regioni rispetto a quelle di* origine del Direttore Generale e del Vice-Direttore Generale, tenuto conto della considerazione dominante dell'efficacia del Bureau International. Nel caso di posti per i quali si richiedono dei requisiti speciali, il Direttore Generale può rivolgersi all'esterno. Egli tiene conto ugualmente, al momento della nomina di un nuovo funzionario, del fatto che in linea di principio le persone che si occupano dei posti di grado D2, E1 e P5 devono essere cittadini dei diversi Paesi-membri dell'Unione. Al momento della promozione di un funzionario del Bureau International al grado D2, D1 e P5, egli non è tenuto ad applicare lo stesso principio. Inoltre, le esigenze di una ripartizione geografica equa e linguistica passano in secondo piano rispetto al processo di selezione. Il Direttore Generale informa il Consiglio di Amministrazione una volta all'anno delle nomine e delle promozioni dal grado P4 al D2.

2. Il Direttore Generale ha le seguenti attribuzioni:

2.1 (testo invariato)
2.2 (testo invariato)
2.3 (testo invariato)
2.4 (testo invariato)
2.5 (testo invariato)
2.6 (testo invariato)
2.7 (testo invariato)
2.8 dopo la chiusura del Congresso, presentare al Consiglio Operativo Postale le proposte concernenti i cambiamenti da apportare ai Regolamenti in ragione delle *decisioni* del Congresso, conformemente al Regolamento interno del Consiglio Operativo Postale;
2.9 (ex paragrafo 2.8 - Invariato)
2.10 (ex paragrafo 2.9 - Invariato)
2.11 (ex paragrafo 2.10 - Invariato)
2.12 (ex paragrafo 2.11 - Invariato)
2.13 (ex paragrafo 2.12 - Invariato)

Articolo **113**
Funzioni del Vice-Direttore Generale

1. (testo invariato)
2. Nel caso di assenza o di impedimento del Direttore Generale, il Vice-Direttore esercita i poteri di questo. Analogamente avviene in caso di vacanza del posti di Direttore generale come previsto nell'articolo **111.3.**

Articolo **114** (ex art. 112 del Regolamento adottato dal Congresso di Pechino - invariato)
Segretariato degli organi dell'Unione (Costit. 14. 15. 17. 18)

Articolo **115** (ex art. 113 del Regolamento adottato dal Congresso di Pechino - invariato) –
Lista dei Paesi-membri (Costit. 2)

Articolo **116** (ex art. 114 del Regolamento adottato dal Congresso di Pechino - invariato)
Informazioni. Pareri. Richieste d'interpretazione e di modifica degli Atti. Inchieste. Intervento nella liquidazione dei conti (Costit. 20, Reg. Gen. **124. 125. 126)**

Articolo **117** (ex art. 115 del Regolamento adottato dal Congresso di Pechino - invariato) –
Cooperazione tecnica (Costit. 1)

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

Articolo **118** (ex art. 116 del Regolamento adottato dal Congresso di Pechino - invariato) – Formule fornite dal Bureau International (Costit. 20)

Articolo **119** (ex art. 117 del Regolamento adottato dal Congresso di Pechino - invariato) Atti delle Unioni ristrette e accordi speciali (Costit. 8)

Articolo **121**
Rapporto **biennale** sulle attività dell'Unione (Costit. 20, Regol. Gen. 102.6.17)

Il Bureau International redige, sulle attività dell'Unione, un rapporto **biennale** che è comunicato, previa approvazione del Consiglio d'amministrazione, alle Amministrazioni Postale, alle Unioni ristrette e all'Organizzazione delle Nazioni Unite.

Capitolo III

Procedura d'introduzione e esame delle proposte

Articolo 122 (ex art. 120 del Regolamento adottato dal Congresso di Pechino - invariato) Procedura di presentazione delle proposte al Congresso (Costit. 29)

Articolo 123
Procedura di presentazione al Consiglio Operativo Postale delle proposte concernenti l'elaborazione dei nuovi Regolamenti tenuto conto delle decisioni prese dal Congresso.

1. **I Regolamenti della Convenzione Postale Universale e dell'Accordo sui servizi di pagamento postale sono stabiliti dal Consiglio Operativo Postale tenuto conto delle decisioni prese dal Congresso.**

2. **Le proposte a seguito degli emendamenti che si propone di apportare alla Convenzione o all'Accordo sui sevizi di pagamento devono essere sottoposte al Bureau International contemporaneamente alle proposte per il Congresso alle quali esse si riferiscono. Possono essere sottoposte dall'Amministrazione postale di un solo Paese-membro dell'UPU, senza l'appoggio delle Amministrazioni Postali degli altri Paesi-membri. Tali proposte devono essere inviate a tutti i Paesi-membri, almeno un mese prima del Congresso.**

3. **Le altre proposte concernenti i Regolamenti, che si ritengono dover essere esaminate dal Consiglio Operativo Postale in vista dell'elaborazione dei nuovi Regolamenti nei sei mesi successivi al Congresso, devono essere sottoposte al Bureau Interantional almeno due mesi prima del Congresso.**

4. **Le proposte concernenti i cambiamenti da apportare ai Regolamenti in ragione delle decisioni del Congresso, che sono sottoposte dalle Amministrazioni postali dei Paesi-membri, devono pervenire al Bureau International almeno due mesi prima dell'apertura del Consiglio Operativo Postale. Tali proposte devono essere inviate a tutti i Paesi-membri, almeno un mese prima dell'apertura del Consiglio Operativo Postale.**

Articolo **124** (ex art. 121 del Regolamento adottato dal Congresso di Pechino - invariato) Procedura di presentazione delle proposte tra due Congressi (Costit. 29, Reg.Gen. **116**)

Articolo **125**
Esame delle proposte tra due Congressi (Costit. 29. Reg.Gen. **116, 124**)

1. Ogni proposta concernente la Convenzione, gli Accordi e i loro Protocolli finali è sottoposta alla procedura seguente: **quando l'Amministrazione Postale di un Paese-membro ha inviato una proposta al Bureau International, quest'ultimo la trasmette a tutte le Amministrazioni Postali dei Paesi-membri per l'esame. Queste dispongono di un termine di due mesi per esaminare la proposta e, se del caso, per far pervenire le loro osservazioni al Bureau Interational.** Gli emendamenti non sono ammessi. **Al termine del periodo di due mesi, il Bureau International trasmette alle Amministrazioni Postali dei Paesi-membri tutte le osservazioni ricevute e invita l'Amministrazione Postale di ciascun Paese-membro avente diritto (di voto), a votare pro o contro la proposta. Le Amministrazioni postali dei Paesi-membri** che non hanno fatto pervenire il loro voto nell'arco di due mesi, sono considerate come **astenute.** Il termine predetto parte dalla data delle circolari del Bureau International.
2. (testo invariato)
3. (testo invariato)

Articolo **126**
Notifica delle decisioni adottate tra due Congressi (Costit. 29, Reg. Gen. **124. 125**)

1. (testo invariato)

2. Le modifiche apportate dal Consiglio Operativo Postale ai Regolamenti e ai loro Protocolli finali sono notificate alle Amministrazioni Postali dal Bureau International. Analogamente per le interpretazioni di cui all'art. **36.3.2** della Convenzione e alle disposizioni corrispondenti agli Accordi.

Articolo **127** (ex art. 124 del Regolamento adottato dal Congresso di Pechino - invariato))
Entrata in vigore dei Regolamenti e delle alte decisioni adottate tra i due Congressi

Capitolo IV

Finanze

Articolo **128**
Definizione e regolamento delle spese dell'Unione (Cost. **22**)

1. Con riserva delle disposizioni previste nei paragrafi da 2 a 6, le spese annuale afferenti alle attività degli organi dell'Unione non devono superare le somme di seguito riportate per gli anni **2005** e seguenti: 37 000 000 franchi svizzeri per gli anni dal **2005** al **2008**. il limite di base per il **2008** si applica ugualmente agli anni posteriori in caso di rinvio del Congresso previsto per il **2008**.
2. Le spese afferenti alla riunioni del prossimo Congresso (spostamento del segretariato, spese di trasporto, spese di installazione tecnica di interpretariato simultaneo, spese di riproduzione dei documenti durante il Congresso, ecc.) non devono oltrepassare il limite di **2 900 000** franchi svizzeri.
3. (testo invariato)
4. (testo invariato)
5. (testo invariato)
6. (testo invariato)
7. (testo invariato)
8. (testo invariato)
9. (testo invariato)
10. (testo invariato)

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

11. (testo invariato)
12. (testo invariato)
13. (testo invariato)
14. (testo invariato)
15. (testo invariato)

Articolo **129**
Sanzioni automatiche

1. Ciascun Paese membro impossibilitato ad effettuare la cessione prevista all'articolo **128.9** e che non accetta di sottoporsi ad un piano di ammortamento proposto dal Bureau international conformemente all'articolo **128.10**, o che non lo rispetti, perde automaticamente il suo diritto di voto al Congresso e nelle riunioni del Consiglio di amministrazione del Consiglio Operativo Postale, e non è più eleggibile in questi due Consigli.
2. (testo invariato)

Articolo **130**
Classi di contribuzione (Cost. 21, Reg. gen. **115, 128**)

1. I Paesi membri contribuiscono alla copertura delle spese dell'Unione secondo la classe di contribuzione alla quale appartengono. Tali classi sono le seguenti:

classe di 50 unità;
classe di 45 unità;
classe di 40 unità;
classe di 35 unità;
classe di 30 unità;
classe di 25 unità;
classe di 20 unità;
classe di 15 unità;
classe di 10 unità;
classe di 5 unità;
classe di 3;
classe di **1** unità;
classe di 0,5 unità, riservata ai paesi meno avanzati elencati dall'Organizzazione delle Nazioni Unite e ad altri paesi designati dal Consiglio di Amministrazione.

2. (testo invariato)
3. (testo invariato)
4. (testo invariato)
5. (testo invariato)
6. (testo invariato)
7. (testo invariato)
8. (testo invariato)

Articolo 131 (ex art. 128 del Regolamento adottato dal Congresso di Pechino - invariato)
Pagamento delle forniture del Bureau international (Reg. gen. **118**)

Capitolo V

Arbitraggi

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

Articolo 132 (ex art. 129 del Regolamento adottato dal Congresso di Pechino - invariato)
Procedura d'arbitraggio (Cost. 32)

Capitolo VI

Disposizioni finali

Articolo **133**
Condizioni di approvazione delle proposte concernenti il Regolamento generale

Per diventare esecutive, le proposte sottoposte al Congresso e relative al presente Regolamento generale devono essere approvate dalla maggioranza dei Paesi membri rappresentati al Congresso **e aventi diritto di voto**. I due terzi almeno dei Paesi membri dell'Unione **aventi diritto di voto** devono essere presenti al momento del voto.

Articolo **134**
Proposte concernenti gli Accordi con l'Organizzazione delle Nazioni Unite (Cost. 9)

Le condizioni di approvazione di cui all'articolo **133** si applicano ugualmente alle proposte tendenti a modificare gli Accordi conclusi tra l'Unione postale universale e l'Organizzazione delle Nazioni Unite nella misura in cui tali Accordi non prevedano le condizioni delle disposizioni di modifica che contengono.

Articolo **135**
Attuazione e durata del Regolamento Generale

Il presente Regolamento generale sarà attuato il 1 gennaio **2006** e resterà in vigore **per un periodo indeterminato.**

In fede di ciò, i Plenipotenziari dei Governi dei Paesi membri hanno firmato il presente Regolamento generale in un esemplare depositato presso il Direttore generale del Bureau international. Una copia verrà consegnata ad ognuna delle Parti dal **Bureau international dell'Unione postale universale.**

Redatto a **Bucarest, 5 ottobre 2004**

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

CONVENZIONE POSTALE UNIVERSALE

INDICE

PARTE PRIMA

REGOLE COMUNI APPLICABILI AL SERVIZIO POSTALE INTERNAZIONALE

Capitolo unico

Disposizioni generali

Art.

COPIA TRA

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

Protocollo finale della Convenzione postale universale

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

Convenzione postale universale

I sottoscritti, Plenipotenziari dei Governi dei Paesi membri dell'Unione, visto l'articolo 22, paragrafo 3 della Costituzione dell'Unione postale universale, stipulata a Vienna il 10 luglio 1964, hanno di comune accordo e con riserva dell'articolo 25, paragrafo 4 di detta Costituzione stabilito, nella presente Convenzione, le norme applicabili al servizio postale internazionale.

Parte prima

Regole comuni applicabili al servizio postale internazionale

Capitolo unico

Disposizioni generali

Articolo primo
Definizioni

1. Ai fini della Convenzione postale universale, i termini sottostanti sono definiti come segue:

1.1 servizio postale universale: prestazione permanente ai clienti di servizi postali di base di qualità, in ogni parte del territorio di un paese, a prezzi accessibili;

1.2 dispaccio chiuso: sacco o insieme di sacchi o di altri contenitori etichettati, piombati o sigillati, contenenti invii postali;

1.3 transito allo scoperto: transito, attraverso un paese intermediario, di invii il cui numero o peso non giustifichi la preparazione di un dispaccio chiuso per il paese di destinazione;

1.4 invio postale: termine generico indicante ogni spedizione effettuata dalla posta (invio di posta-lettere, pacco postale, vaglia postale, ecc.);

1.5 spese terminali: remunerazione dovuta all'amministrazione postale di destinazione dall'amministrazione postale mittente a titolo di compensazione delle spese connesse al trattamento di invii di posta-lettere ricevuti nel paese di destinazione;

1.6 spese di transito: remunerazione dovuta ad un organismo trasportatore (amministrazione postale, un altro servizio o una combinazione di entrambi) per le prestazioni fornite in un dato paese, riguardanti il transito territoriale e/o aereo sul suo territorio di un pacco postale;

1.7 quota parte territoriale di arrivo: remunerazione dovuta all'amministrazione postale di destinazione dall'amministrazione postale mittente a titolo di compensazione delle spese di lavorazione di un pacco postale nel paese di destinazione;

1.8 quota parte territoriale di transito: remunerazione dovuta ad un organismo trasportatore (amministrazione postale, un altro servizio o una combinazione di entrambi) per le prestazioni fornite in un dato paese in merito al transito territoriale e/o aereo sul suo territorio di un pacco postale;

1.9 quota parte marittima: remunerazione dovuta per le prestazioni fornite da un organismo trasportatore (amministrazione postale, un altro servizio o una combinazione di entrambi), partecipante al trasporto marittimo di un pacco postale.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

Articolo 2
Designazione della o delle entità incaricate di adempiere agli obblighi derivanti dall'adesione alla Convenzione

1 . I Paesi membri notificano al Bureau internazionale, entro sei mesi dalla chiusura del Congresso, il nome e l'indirizzo dell'organo di governo incaricato della supervisione degli affari postali. Inoltre, i Paesi membri entro lo stesso periodo comunicano anche, il nome e l'indirizzo del o degli operatori designati ufficialmente ad assicurare l'esecuzione dei servizi postali e adempiere agli obblighi derivanti dagli Atti dell'Unione sul proprio o loro territori. Tra i due Congressi, qualunque cambiamento riguardante gli organi di governo e gli operatori designati ufficialmente deve essere notificato al Bureau internazionale nel più breve tempo possibile.

Articolo 3
Servizio postale universale

1. Al fine di rafforzare il concetto di unicità del territorio postale dell'Unione, i Paesi membri vigilano affinché tutti gli utilizzatori/clienti godano del diritto a un servizio postale universale che corrisponda a un'offerta di servizi postali di base di qualità, forniti in modo permanente in ogni parte del territorio, a prezzi accessibili.

2. A questo scopo, i Paesi membri stabiliscono, nell'ambito della loro legislazione postale nazionale o in altri modi abituali, sia la portata dei servizi postali interessati, sia le condizioni di qualità e di prezzi accessibili, tenendo conto allo stesso tempo dei bisogni della popolazione e delle condizioni nazionali.

3. I Paesi membri vigilano affinché le offerte di servizi postali e le norme di qualità siano rispettate dagli operatori incaricati di assicurare il servizio postale universale.

4. I Paesi membri vigilano affinché la prestazione del servizio postale universale sia assicurata in modo valido, garantendo così la sua continuità.

Articolo 4
Libertà di transito

1. Il principio della libertà di transito è enunciato all'articolo primo della Costituzione. Esso comporta l'obbligo, per ogni amministrazione postale, di inoltrare sempre per le vie più rapide e con i mezzi più sicuri che essa impiega per i propri invii, i dispacci chiusi e gli invii della posta-lettere allo scoperto che le vengono rimessi da un'altra amministrazione postale. **Tale principio si applica ugualmente agli invii o dispacci mal indirizzati.**

2. I Paesi membri che non partecipano allo scambio delle lettere contenenti materie biologiche deperibili o materie radioattive hanno la facoltà di rifiutare il transito allo scoperto sul loro territorio dei suddetti invii. Ciò vale ugualmente per quegli invii di posta-lettere diversi dalle lettere, dalle cartoline postali e dai **cecogrammi. Ciò si applica allo stesso modo alle stampe, ai periodici, alle riviste, ai pacchetti e ai sacchi M il cui contenuto non soddisfi** le disposizioni legali che regolano le condizioni della loro pubblicazione o della loro circolazione nel paese attraversato.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

3. La libertà di transito dei pacchi postali da avviare per le vie terrestre e marittima è limitata al territorio dei Paesi partecipanti a questo servizio

4. La libertà di transito dei pacchi aerei è garantita sull'intero territorio dell'Unione. Tuttavia, i Paesi membri che non partecipano al servizio dei pacchi postali non possono essere obbligati ad assicurare l'avviamento, per via di superficie, dei pacchi aerei.

5. Se un Paese membro non osserva le disposizioni concernenti la libertà di transito, gli altri Paesi membri hanno il diritto di sopprimere il servizio postale con tale Paese.

Articolo 5
Appartenenza degli invii postali. Ritiro. Modifica o correzione di indirizzo. Rispedizione. Rinvio al mittente degli invii non distribuibili

1. Ogni invio postale appartiene al mittente fino a che non sia stato consegnato all'avente diritto, a meno che detto invio sia stato sequestrato in applicazione della legislazione del paese **di origine o di destinazione e, in caso di applicazione dell'articolo 15.2.1.1 o 15.3, secondo la legislazione del paese di transito.**

2. Il mittente di un invio postale può farlo ritirare dal servizio o farne modificare o correggere l'indirizzo. Le tasse e le altre condizioni sono indicate dai Regolamenti.

3. I Paesi membri assicurano la rispedizione degli invii postali, in caso di variazione di indirizzo del destinatario, e la restituzione al mittente degli invii non distribuibili. Le tasse e le altre condizioni sono enunciate nei Regolamenti.

Articolo 6
Tasse

1. Le tasse relative ai vari servizi postali internazionali e speciali sono fissate dalle amministrazioni postali, in conformità ai principi enunciati nella Convenzione e nei Regolamenti. Di regola, le tasse devono essere stabilite in relazione ai costi inerenti alla fornitura di tali servizi.

2. L'amministrazione di origine fissa le tasse di affrancatura per il trasporto degli invii di posta-lettere e **dei pacchi postali.** Le tasse di affrancatura comprendono il recapito degli invii al domicilio dei destinatari, per quanto lo consenta l'organizzazione del servizio di distribuzione nei Paesi di destinazione per gli invii in questione.

3. Le tasse applicate, comprese quelle fissate a titolo indicativo negli Atti, devono essere almeno uguali a quelle applicate agli invii del servizio interno aventi le stesse caratteristiche (categoria, quantità, tempi di trattamento, ecc.).

4. Le amministrazioni postali sono autorizzate a superare i limiti di tutte le tasse **indicative** figuranti negli **Atti.**

5. Al di sotto del limite minimo di tasse fissato al punto 3, le amministrazioni postali hanno la facoltà di concedere tasse ridotte in base alla loro legislazione interna per gli invii di posta-lettere **e per i pacchi postali** impostati nel loro paese. Esse hanno, in particolar modo, la possibilità di accordare tariffe preferenziali ai loro clienti che hanno un importante traffico postale.

6. E' vietato riscuotere a carico dei clienti tasse postali di qualsiasi natura diverse da quelle previste negli Atti.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

7. Salvo i casi previsti dagli Atti, ogni amministrazione postale incamera le tasse percepite.

Articolo 7
Esenzione dalle tasse postali

1. Principio

1.1 I casi di franchigia **postale, in quanto esonero dal pagamento dell'affrancatura**, sono espressamente previsti dalla Convenzione. Tuttavia, i Regolamenti possono fissare disposizioni che prevedono sia l'esenzione dal pagamento dell'affrancatura **che l'esenzione dal pagamento delle spese di transito, delle spese terminali e delle quote-parti di arrivo per gli invii di posta-lettere e pacchi postali** relativi al servizio postale inviati dalle amministrazioni postali e dalle Unioni ristrette. Inoltre, gli invii di posta-lettere e i pacchi postali spediti dal Bureau internazionale dell'UPU alle Unioni ristrette e alle amministrazioni postali sono considerati invii relativi al servizio postale ed esenti da ogni tassa postale. Tuttavia, l'amministrazione di origine ha facoltà di percepire sovrattasse aeree per questi ultimi invii.

2. Prigionieri di guerra e internati civili

2.1 Sono esenti da ogni tassa postale, ad esclusione delle sovrattasse aeree, gli invii della posta-lettere, i pacchi postali e gli invii dei servizi finanziari postali indirizzati ai prigionieri di guerra o da questi spediti, sia direttamente, sia per mezzo degli uffici menzionati **nei Regolamenti della Convenzione e dell'Accordo riguardante i servizi di pagamento della posta.** I belligeranti raccolti e internati in un Paese neutrale sono assimilati ai prigionieri di guerra propriamente detti per quanto concerne l'applicazione delle disposizioni che precedono.

2.2 Le disposizioni previste al punto 2.1 si applicano altresì agli invii di posta-lettere, ai pacchi postali e agli invii dei servizi finanziari postali, provenienti da altri paesi e indirizzati alle persone civili internate di cui alla Convenzione di Ginevra del 12 agosto 1949 relativa alla protezione delle persone civili in tempo di guerra, o da queste spediti, sia direttamente, sia attraverso gli uffici menzionati **dai Regolamenti della Convenzione e dell'Accordo riguardante i servizi di pagamento della posta.**

2.3 Gli uffici menzionati nei **Regolamenti della Convenzione e dell'Accordo riguardante** i **servizi di pagamento della posta** godono ugualmente della franchigia postale per gli invii della posta-lettere, i pacchi postali e gli invii dei servizi finanziari postali concernenti le persone di cui ai punti 2.1 e 2.2, che essi spediscono o ricevono sia direttamente sia a titolo di intermediari.

2.4 I pacchi sono ammessi in franchigia postale fino al peso di 5 chilogrammi. Il limite di peso è aumentato fino a 10 kg. per gli invii il cui contenuto è indivisibile e per quelli indirizzati a un campo o ai suoi fiduciari per essere recapitati ai prigionieri.

2.5 Nell'ambito del regolamento dei conti tra le amministrazioni postali, i pacchi di servizio e i pacchi dei prigionieri di guerra e internati civili non comportano l'attribuzione di alcuna quota parte, eccezion fatta per le spese di trasporto aereo applicabili ai pacchi aerei.

3. Cecogrammi

3.1 I cecogrammi sono esenti da ogni tassa postale, ad esclusione delle sovrattasse aeree.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

Articolo 8
Francobolli

1. La denominazione "francobollo" è protetta in virtù della presente Convenzione ed è riservata esclusivamente ai francobolli che soddisfano le condizioni di questo articolo e dei Regolamenti.

2. Il francobollo:
2.1 è emesso esclusivamente da un'autorità emittente competente, conformemente agli Atti dell'UPU; l'emissione di francobolli comprende la loro distribuzione;
2.2 è un attributo di sovranità e costituisce:
2.2.1 una prova del pagamento dell'affrancatura corrispondente al suo valore intrinseco, quando è apposto su un invio postale conformemente agli Atti dell'Unione;
2.2.2 una fonte di entrate supplementari per le amministrazioni postali, in quanto oggetto filatelico;
2.3 deve essere in circolazione sul territorio di origine dell'amministrazione emittente per un utilizzo ai fini di affrancatura o di filatelia.

3. In quanto attributo di sovranità, il francobollo contiene:
3.1 il nome dello Stato membro o territorio da cui si evince l'amministrazione postale emittente, in caratteri latini;
3.1.1 facoltativamente, l'emblema ufficiale dello Stato da cui si evince l'amministrazione postale emittente;
3.1.2 in linea di massima, il suo valore facciale in caratteri latini o numeri arabi;
3.1.3 facoltativamente, l'indicazione "Poste" in caratteri latini o in altro carattere.

4. Gli emblemi di Stato, i segni ufficiali di controllo e gli emblemi di organizzazioni intergovernative figuranti sui francobolli sono protetti, ai sensi della Convenzione di Parigi per la protezione della proprietà intellettuale.

5. I soggetti e motivi dei francobolli devono:
5.1 essere conformi allo spirito del preambolo della Costituzione dell'UPU e alle decisioni prese dagli organi dell'Unione;
5.2 essere in stretto rapporto con l'identità culturale del paese dell'amministrazione postale emittente o contribuire alla promozione della cultura o al mantenimento della pace;
5.3 avere, in caso di commemorazione di personalità o eventi estranei al paese o alterritorio dell'amministrazione postale emittente, uno stretto legame con il detto paese o territorio;
5.4 essere privi di carattere politico o offensivo verso una personalità o un paese;
5.5 rivestire un significato importante per il paese da cui si evince l'amministrazione postale emittente o per quest'ultima.

6. In quanto oggetto di diritti di proprietà intellettuale, il francobollo può contenere:
6.1 l'indicazione del diritto dell'amministrazione postale emittente di utilizzare i relativi diritti di proprietà, e precisamente:
i diritti d'autore, tramite l'applicazione del simbolo di copyright (©), l'indicazione del proprietario dei diritti d'autore e la menzione dell'anno di emissione;
6.1.1 il marchio registrato sul territorio del Paese membro di cui rileva l'amministrazione postale emittente, tramite l'apposizione del simbolo di registrazione del marchio (®) dopo il nome del marchio;
6.2 il nome dell'artista;

6.3 il nome del tipografo.

7. Le marche di affrancatura postale, le impronte di macchine affrancatrici e le impronte a stampa o di altri procedimenti di stampa o timbratura conformi agli Atti dell'UPU possono essere utilizzati solo con l'autorizzazione dell'amministrazione postale.

Articolo **9**
Sicurezza postale

1. I Paesi membri adottano e mettono in opera una strategia in materia di sicurezza, a ogni livello di gestione postale, al fine di conservare e accrescere la fiducia **della clientela nei riguardi dei servizi postali, nell'interesse di tutte le parti coinvolte. Una tale strategia dovrà implicare lo scambio di informazioni relative al mantenimento della sicurezza e della tutela dei dispacci nel trasporto e nel transito tra i Paesi membri**.

Articolo 10
Ambiente

1. I Paesi membri devono adottare e mettere in opera una strategia ambientale dinamica a ogni livello di gestione postale e promuovere la sensibilizzazione alle tematiche ambientali nell'ambito dei servizi postali.

Articolo 11
Infrazioni

1. Invii postali
1.1 I Paesi membri si impegnano a prendere tutte le misure necessarie a prevenire gli atti sotto elencati e a perseguire e punire i loro autori:
1.1.1 l' inserimento negli invii postali di stupefacenti, sostanze psicotrope o materiali esplosivi, infiammabili o in altro modo pericolosi, non espressamente autorizzati dalla Convenzione;
1.1.2 l' inserimento negli invii postali di oggetti connessi alle pedofilia o pornografici che rappresentano bambini.

2. Affrancatura in generale e i mezzi di affrancatura in particolare

2.1 I Paesi membri si impegnano a prendere tutte le misure necessarie a prevenire, reprimere e punire le infrazioni relative ai mezzi di affrancatura previsti dalla presente Convenzione, precisamente:
2.1.1. i francobolli, in circolazione o ritirati dalla circolazione;
2.1.2 i marchi di affrancatura;
2.1.3 i timbri di macchine affrancatrici o di torchi da stampa;
2.1.4 i buoni-risposta internazionale.

2.2 Ai fini della presente Convenzione, per infrazione relativa ai mezzi di affrancatura si intende uno degli atti sotto elencati, commesso con l'intenzione di procurare un arricchimento illegittimo al suo autore o a un terzo. Devono essere puniti:
2.2.1 la falsificazione,l'imitazione o la contraffazione dei mezzi di affrancatura o qualunque atto illecito o delittuoso legato alla loro fabbricazione non autorizzata;
2.2.2 l'uso, la messa in circolazione, la commercializzazione, la distribuzione, ldiffusione, trasporto, importazione, esportazione, presentazione o esposizione, anche a fini pubblicitari, di mezzi di affrancatura falsificati, imitati o contraffatti;

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

2.2.3 l'uso o la messa in circolazione a fini postali di mezzi di affrancatura già utilizzati;
2.2.4 i tentativi che mirino a i commettere una delle infrazioni summenzionate.

3. Reciprocità
3.1 Per quanto riguarda le sanzioni, non si deve fare alcuna distinzione tra gli atti previsti dall'articolo 8bis, sia che si tratti di mezzi di affrancatura nazionali che esteri; tale disposizione non può essere sottoposta ad alcuna condizione di reciprocità legale o convenzionale.

Parte seconda

Regole applicabili alla postalettere ed ai pacchi

Capitolo 1

Offerta di prestazioni

Articolo **12**
Servizi di base

1. I Paesi membri assicurano l'accettazione, il trattamento, il trasporto e la distribuzione degli invii della posta-lettere.

2. Gli invii della posta-lettere comprendono:
2.1 invii prioritari e non prioritari fino a 2 chilogrammi;
2.2 lettere, cartoline postali, stampe e pacchetti fino a 2 chilogrammi;
2.3 cecogrammi fino a 7 chilogrammi;
2.4 sacchi speciali contenenti giornali, scritti periodici, libri e stampati similari, al medesimo destinatario e con la stessa destinazione, denominati "sacchi M", fino a 30 chilogrammi.

3. Gli invii della posta-lettere sono classificati secondo la velocità di trattamento o secondo il contenuto, conformemente al Regolamento della posta-lettere.

4. Limiti di peso superiori a quelli indicati al punto 2 si applicano facoltativamente ad alcune categorie di **posta-lettere**, secondo le condizioni precisate nel Regolamento della posta-lettere.

5. I Paesi membri assicurano ugualmente l'accettazione, il trattamento, il trasporto e la distribuzione dei pacchi postali fino a 20 chilogrammi, sia seguendo le disposizioni della Convenzione sia, nel caso dei pacchi in uscita e dopo accordi bilaterali, impiegando qualsiasi altro mezzo più vantaggioso per i clienti.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

6. Limiti di peso superiori a 20 chilogrammi si applicano facoltativamente ad alcune categorie di pacchi postali, secondo le condizioni precisate nel Regolamento dei pacchi postali.

7. Tutti i Paesi la cui amministrazione postale non si occupi del trasporto dei pacchi hanno la facoltà di fare applicare le clausole della Convenzione dalle imprese di trasporto. E' possibile, allo stesso tempo, limitare questo servizio ai pacchi con provenienza o destinazione in località servite da tali imprese.

8. In deroga alle disposizioni previste al punto 5, i paesi che, prima del 1 gennaio 2001, non rientravano nell'Accordo riguardante i pacchi postali, non sono tenuti ad assicurare il servizio dei pacchi postali.

Articolo **13**
Servizi supplementari

1. I Paesi membri assicurano i seguenti servizi supplementari obbligatori:
1.1 servizio di raccomandata per gli invii aerei e prioritari della posta-lettere in partenza;
1.2 servizio di raccomandata per gli invii della posta-lettere non prioritari e di superficie in partenza per quelle destinazioni che non hanno un servizio prioritario o di posta aerea;
1.3 servizio di raccomandazione per tutti gli invii provenienti dalle posta-lettere.

2. La prestazione di un servizio di raccomandata è facoltativa per gli invii non prioritari e di superficie in partenza per le destinazioni in cui è assicurato il servizio prioritario o di posta aerea.

3. I Paesi membri possono convenire tra di loro di offrire i seguenti servizi supplementari facoltativi:
3.1 servizio di invii con valore dichiarato per gli invii della posta-lettere e pacchi;
3.2 servizio di invii a consegna attestata per gli invii della posta-lettere;
3.3 servizio di invii in contrassegno per gli invii della posta-lettere e pacchi;
3.4 servizio di invii per espresso per gli invii della posta-lettere e pacchi;
3.5 servizio di consegna in proprie mani per gli invii **della posta-lettere** raccomandati, a consegna attestata o con valore dichiarato;
3.6 servizio di invii franchi di tasse e di diritti per gli invii della posta-lettere e pacchi;
3.7 servizio di pacchi fragili e pacchi ingombranti;
3.8 servizio di collettame "Consignment" per gli invii collettivi di un unico mittente destinati all'estero.

4. I seguenti **tre** servizi supplementari comportano allo stesso tempo aspetti obbligatori e aspetti facoltativi:
3.2 servizio di corrispondenza commerciale-risposta internazionale (CCRI), la cui offerta ai propri clienti è essenzialmente facoltativa; ma tutte le amministrazioni sono obbligate ad assicurare il servizio di ritorno all'estero degli invii CCRI;
3.3 servizio di buoni-risposta internazionali; tali buoni possono essere scambiati in tutti i Paesi membri, ma loro vendita ai propri clienti è facoltativa;

3.4 avviso di ricevimento per gli invii della posta-lettere raccomandati o a consegna attestata, pacchi e invii con valore dichiarato; tutte le amministrazioni postali accettano gli avvisi di ricevimento per gli invii in arrivo; tuttavia, la prestazione del servizio di avviso di ricevimento per gli invii in partenza è facoltativa.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

5. Tali servizi e le relative tasse sono descritti nei Regolamenti.

6. Quando nel servizio interno gli elementi di servizio di seguito indicati sono oggetto di tasse speciali, le amministrazioni nazionali sono autorizzate a percepire le stesse tasse per gli invii internazionali, secondo le condizioni enunciate nei Regolamenti:

7.

6.1 distribuzione di pacchetti con peso superiore a 500 grammi;
6.2 impostazione di invii di posta-lettere entro il limite ultimo dell'orario;
6.3 impostazione di invii di posta-lettere oltre il normale orario di apertura degli sportelli
6.4 raccolta al domicilio del mittente;
6.5 ritiro di un invio posta-lettere oltre il normale orario di apertura degli sportelli;
6.6 posta in giacenza;
6.7 magazzinaggio degli invii della posta-lettere superiori a 500 grammi, e dei pacchi postali;
6.8 consegna dei pacchi in risposta all'avviso di ricevimento;
6.9 copertura contro il rischio di forza maggiore.

Articolo **14**
Posta elettronica, EMS, **logistica integrata** e nuovi servizi

1. Le amministrazioni postali possono convenire tra loro di partecipare ai seguenti servizi descritti nei Regolamenti:
1.1. la posta elettronica, che è un servizio che utilizza la trasmissione elettronica dei messaggi;
1.2 l'EMS, **che è un servizio postale espresso destinato a documenti e merci e che costituisce, per quanto possibile,** il servizio postale fisico più veloce; **le amministrazioni postali hanno la facoltà di fornire tale servizio sulla base dell'Accordo standard EMS multilaterale o di accordi bilaterali;**
1.3 il servizio di logistica integrata, che risponde pienamente ai bisogni della clientela in materia di logistica e comprende le tappe che precedono e seguono la trasmissione fisica delle merci e dei documenti;
1.4 la marcatura postale elettronica, che attesta in maniera probante la realtà di un evento elettronico, sotto una data forma, in un certo momento, e al quale hanno partecipato una o più parti.

2. Le amministrazioni postali possono, di comune accordo, creare un nuovo servizio non espressamente previsto dagli Atti dell'Unione. Le tasse relative al nuovo servizio sono fissate da ogni amministrazione interessata, tenuto conto delle spese di gestione del servizio.

Articolo **15**
Invii non ammessi. Divieti

1. **Disposizioni generali**
1.1 Non sono ammessi gli invii che non soddisfano le condizioni previste dalla Convenzione e dai Regolamenti. **Non sono ammessi nemmeno gli invii spediti con intenti fraudolenti o di non pagamento deliberato dell'interezza delle somme dovute.**
1.2 Le eccezioni ai divieti enunciati nel presente articolo sono prescritte nei Regolamenti.
1.3 Tutte le amministrazioni postali hanno la possibilità di estendere i divieti enunciati nel presente articolo, che possono essere applicati immediatamente dopo il loro inserimento nell'apposita raccolta.

2. Divieti riguardanti tutte le categorie di invii
2.1 L'inserimento degli oggetti qui di seguito elencati è vietato per tutte le categorie di invii:
2.1.1 gli stupefacenti e le sostanze psicotrope;

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

2.1.2 **gli oggetti osceni o immorali;**
2.1.3 **gli oggetti la cui importazione o circolazione è vietata nel Paese di destinazione;**
2.1.4 **gli oggetti che, per la loro natura o per il proprio imballaggio, possono rappresentare pericolo per gli operatori o per il grande pubblico, macchiare o deteriorare gli altri invii, l'attrezzatura postale o i beni appartenenti a terzi;**
2.1.5 **i documenti aventi carattere di corrispondenza attuale e personale scambiati tra persone diverse dal mittente e dal destinatario o persone con essi conviventi.**

3. **Materie esplosive, infiammabili o radioattive o altre materie pericolose**
3.1. **E' vietato l'inserimento in tutte le categorie di invii di materie esplosive, infiammabili o altre materie pericolose, nonché di materie radioattive;**
3.2 **In via eccezionale sono ammesse:**
3.2.1 **le materie biologiche spedite negli invii della posta-lettere di cui all'articolo 16.1**
3.2.2 **le materie radioattive spedite negli invii della posta-lettere e pacchi postali di cui all'articolo 16.1.**

4. **Animali vivi**
4.1. **è vietato l'inserimento di animali vivi in tutte le categorie di invii**
4.2 **In via eccezionale sono ammessi negli invii della posta-lettere ad esclusione degli invii con valore dichiarato,i seguenti animali:**
4.2.1 **api, sanguisughe e bachi da seta;**
4.2.2 **parassiti e distruttori di insetti nocivi destinati al controllo di questi insetti e scambiati fra le istituzioni ufficialmente riconosciute;**
4.2.3 **le mosche della famiglia delle drosofile utilizzate per la ricerca bio-medica tra le istituzioni ufficialmente riconosciute.**

4.3 **In via eccezionale sono ammessi nei pacchi i seguenti animali:**
4.3.1 **gli animali vivi il cui trasporto per posta è autorizzato dal regolamento postale dei paesi interessati**

5. **Inserimento di corrispondenza nei pacchi**
5.1 **E' vietato l'inserimento nei pacchi postali dei seguenti oggetti:**
5.1.1 **i documenti aventi carattere di corrispondenza attuale e personale**
5.1.2 **corrispondenza di ogni genere scambiata tra persone diverse dal mittente e dal destinatario o dalle persone con essi conviventi.**

6. **Monete metalliche, banconote e altri oggetti di valore**
6.1 **è vietato l'inserimento di monete metalliche, banconote, biglietti di Stato, valori al portatore, travel-cheques, platino, oro o argento, lavorati o non, pietre preziose, gioielli ed altri oggetti preziosi:**
6.1.1 **negli invii della posta-lettere diversi da quelli con valore dichiarato;**
6.1.1.1 **tuttavia, ove consentito dalla legislazione interna dei Paesi di origine e di destinazione, detti oggetti possono essere spediti in busta chiusa come invii raccomandati;**
6.1.2 **nei pacchi diversi da quelli con valore dichiarato, ove consentito dalla legislazione interna dei Paesi di origine e di destinazione;**
6.1.3 **nei pacchi diversi da quelli con valore dichiarato scambiati tra due Paesi che accettano la dichiarazione di valore;**
6.1.3.1 **inoltre, ogni amministrazione ha la facoltà di proibire l'inserimento di lingotti d'oro nei pacchi con o senza valore dichiarato provenienti o trasmessi in transito sul proprio territorio; detta amministrazione può limitare il valore reale di tali invii.**

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

7. Stampe e cecogrammi

7.1 Le stampe e i cecogrammi:

7.1.1 non possono portare alcuna annotazione né contenere alcun elemento di corrispondenza;

7.1.2 non possono contenere nessun francobollo o forma di affrancatura, obliterati o non, né carte rappresentanti un valore; possono invece contenere una cartolina, busta o nastro che siano preaffrancati per la rispedizione e sui quali sia stampato l'indirizzo al quale devono essere rispediti. Tale indirizzo può essere del mittente dell'invio o del suo operatore e può essere o nel paese di impostazione o in quello di destinazione dell'invio originario.

8. Trattamento degli invii erroneamente ammessi

8.1 il trattamento degli invii erroneamente ammessi è evidenziato dai Regolamenti. Tuttavia, gli invii contenenti gli oggetti di cui ai punti 2.1.1. 2.1.2 e 3.1 non vengono in nessun caso inoltrati a destinazione, né consegnati ai destinatari, né rinviati all'origine. Ove gli oggetti di cui ai punti 2.1.1 e 3.1 vengano rinvenuti negli invii in transito, tali invii verranno trattati secondo la legislazione nazionale del paese di transito.

Articolo 16
Materie radioattive e materie biologiche ammesse

1. Le materie radioattive possono essere scambiate nel quadro delle relazioni tra le amministrazioni postali che si sono dichiarate disposte ad accettarle negli invii della posta-lettere e nei pacchi postali, in regime di reciprocità o in un solo senso, alle seguenti condizioni:

1.1 debbono essere composte ed imballate secondo le rispettive disposizioni dei Regolamenti;

1.2 se tali materie sono incluse negli invii della posta-lettere, gli invii saranno sottoposti alla tariffa della lettera prioritaria o della raccomandata;

1.3 devono essere incluse negli invii della posta-lettere o dei pacchi postali inoltrati per la via più rapida, normalmente per via aerea, previa corresponsione delle rispettive sovrattasse aeree;

1.4 possono essere impostate solo da mittenti debitamente autorizzati.

2. Le materie biologiche sono ammesse negli invii della posta-lettere alle seguenti condizioni:

2.1 le materie biologiche deperibili, le sostanze infettive ed il gas carbonico solido (ghiaccio secco), quando è impiegato per refrigerare sostanze infettive, possono essere avviati per corriere solo nell'ambito di scambi tra laboratori qualificati ufficialmente riconosciuti. Queste merci pericolose possono essere accettate dal corriere per l'avviamento aereo, solo se permesso dalla legislazione nazionale, dalle disposizioni tecniche in vigore presso l'Organizzazione dell'Aviazione Civile Internazionale (OACI) ed dai regolamenti della IATA riguardanti le merci pericolose.

2.2 Le materie biologiche deperibili e le sostanze infettive confezionate ed imballate secondo le rispettive disposizioni del Regolamento sono sottoposte alla tariffa della lettera prioritaria o della raccomandata. E' permesso applicare al trattamento postale di questi invii una sovrattassa.

2.3 Lo scambio di materie biologiche deperibili e di sostanze infettive tramite invii postali è limitato ai Paesi membri le cui amministrazioni postali si siano dichiarate d'accordo ad accettare tali invii sia reciprocamente che in un solo senso.

2.4 Queste sostanze o materie sono avviate per la via più rapida, normalmente per via aerea, con riserva di acquisizione delle sovrattasse aeree corrispondenti e beneficiano della priorità alla consegna.

Articolo **17**
Reclami

1. Ogni amministrazione postale è tenuta ad accettare i reclami riguardanti **un** invio impostato nel suo servizio o in quello di un'altra amministrazione **postale**, purché **tali** reclami siano presentati entro il termine di sei mesi a partire dal giorno successivo a quello di impostazione **dell'invio. Il periodo di sei mesi riguarda le relazioni tra reclamanti e amministrazioni postali e non copre la trasmissione dei reclami tra amministrazioni postali.**

1.1 **Tuttavia, le amministrazioni postali non sono obbligate ad accettare reclami per il mancato ricevimento di un invio di posta-lettere ordinario. Quindi, le amministrazioni postali che decidano di accettare tali reclami, possono limitare le loro indagini alle ricerche nel servizio degli invii non consegnabili.**

2. I reclami sono accettati in base alle condizioni previste dai Regolamenti.

3. Il trattamento dei reclami è gratuito. Tuttavia, se è richiesto l'impiego del servizio EMS, le spese supplementari sono, in linea di principio, a carico del richiedente.

Articolo **18**
Controllo doganale. Diritti doganali e altri diritti.

1. L'amministrazione del Paese di origine e quella del Paese di destinazione sono autorizzate a sottoporre gli invii al controllo doganale secondo la loro legislazione

2. Gli invii sottoposti al controllo doganale possono essere gravati, a titolo postale, di una tassa di presentazione in dogana il cui ammontare **indicativo** è fissato dai Regolamenti. Tale tassa viene percepita soltanto a titolo di presentazione in dogana e di sdoganamento degli invii gravati di diritti doganali o di ogni altro diritto della stessa natura.

3. Le amministrazioni postali che hanno ottenuto l'autorizzazione a operare lo sdoganamento per conto dei clienti sono autorizzate a percepire dai clienti una tassa basata sui costi reali dell'operazione.

4. Le amministrazioni postali sono autorizzate a percepire sui mittenti o sui destinatari degli invii, secondo il caso, i diritti doganali ed ogni altro diritto eventuale.

Articolo **19**
Scambio di dispacci chiusi con unità militari

1. Dispacci chiusi di posta-lettere possono essere scambiati tramite i servizi territoriali, marittimi o aerei di altri paesi:

1.1 fra gli uffici postali di un paese membro e i comandanti delle unità militari messe a disposizione dall'Organizzazione delle Nazioni Unite;

1.2 fra i comandanti di tali unità militari;

1.3 fra gli uffici postali di un paese membro e i comandanti di divisioni navali o aeree o **terrestri**, di navi da guerra o di aerei militari che tale paese ha **di stanza all'estero**;

1.4 fra i comandanti di divisioni navali o aeree **o terrestri**, di navi da guerra o di aerei militari dello stesso paese.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

2. I dispacci di poste-lettere di cui al punto 1 devono contenere invii della posta-lettere esclusivamente diretti a o provenienti da membri delle unità militari, dagli stati maggiori e dagli equipaggi delle navi o degli aerei di destinazione o di spedizione dei dispacci. L'amministrazione postale del paese che ha messo a disposizione l'unità militare o al quale appartengono le navi e gli aerei, stabilisce le tariffe e le condizioni di spedizione applicabili a tali invii, sulla base della propria regolamentazione.

3. Salvo accordo particolare, l'amministrazione postale del paese che ha messo a disposizione l'unità militare o dal quale dipendono le navi da guerra o gli aerei militari è debitrice, verso le amministrazioni interessate, delle spese di transito dei dispacci, delle spese terminali e delle spese di trasporto aereo.

Articolo **20**
Norme e obiettivi in materia di qualità del servizio

1. Le amministrazioni devono fissare **e rendere pubbliche le norme e gli obiettivi in materia di distribuzione** degli invii di posta-lettere **e dei pacchi in arrivo.**
2. **Tali norme e obiettivi, maggiorati del tempo normalmente richiesto per lo sdoganamento, non devono essere** meno favorevoli **di quelli applicati** alle stesse categorie di invii del loro servizio **interno.**
3. Le amministrazioni postali di origine devono **ugualmente fissare** e pubblicare **delle norme "end to end"** per gli invii prioritari e gli invii aerei **della posta-lettere, così come per i pacchi e i pacchi economici/di superficie.**

4. Le amministrazioni postali valutano **l'applicazione delle norme di qualità del servizio.**

Capitolo 2

Responsabilità

Articolo 21
Responsabilità delle amministrazioni postali. Indennità

1. Generalità
1.1 Salvo che nei casi previsti dall'art. **22**, le amministrazioni postali rispondono:
1.1.1 della perdita, della manomissione o dell'avaria degli invii raccomandati, dei pacchi ordinari e degli invii con valore dichiarato;
1.1.2 della perdita degli invii a consegna attestata;
1.1.3 della restituzione di un pacco di cui non sia specificato il motivo della mancata distribuzione
1.2 le amministrazioni postali non si ritengono responsabili per invii diversi da quelli indicati ai punti 1.1.1 e 1.1.2
1.3 Le amministrazioni postali non si ritengono responsabili tutti gli altri casi non previsti dalla presente Convenzione
1.4 quando la perdita, o l'avaria totale di un invio raccomandato, di un pacco ordinario o di un invio a valore dichiarato è dovuta a cause di forza maggiore per le quali non è pagabile l'indennità, il mittente ha diritto alla restituzione delle tasse corrisposte, ad eccezione della tassa di assicurazione
1.5 gli importi dell'indennità da pagare non possono essere superiori agli importi indicati dal Regolamento della posta-lettere e dal Regolamento riguardante i pacchi postali

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

1.6 in caso di responsabilità, i danni indiretti o i benefici non realizzati non sono presi in considerazione nell'importo dell'indennità da corrispondere

1.7 tutte le disposizioni relative alla responsabilità delle amministrazioni postali sono rigorose, obbligatorie ed esaustive. Le amministrazioni postali non si ritengono responsabili- anche nel caso di mancanza grave (errore grave) - al di fuori dei limiti stabiliti dalla Convenzione e dai Regolamenti

2. Invii raccomandati

2.1 in caso di perdita, di manomissione totale o di avaria totale di un invio raccomandato, il mittente ha diritto ad un'indennità fissata dal regolamento della posta-lettere. Se il mittente reclama un importo inferiore a quello fissato dal Regolamento della posta-lettere, le amministrazioni hanno la facoltà di pagare questo importo inferiore e di essere rimborsate su questa base dalle altre amministrazioni eventualmente coinvolte

2.2 in caso di manomissione parziale o di danneggiamento parziale di un invio raccomandato, il mittente ha diritto ad un'indennità che corrisponde, di norma, all'importo reale della manomissione o del **danneggiamento.**

3. invii a consegna attestata

3.1 in caso di perdita, di manomissione totale o di danneggiamento totale di un invio a consegna attestata, il mittente ha diritto **solamente** alla restituzione delle tasse pagate.

4. pacchi ordinari

4.1 in caso di perdita, di manomissione totale o di danneggiamento totale di un pacco ordinario, il mittente ha diritto ad un'indennità fissata dal regolamento riguardante i pacchi postali. **Se il mittente reclama un importo inferiore a quello fissato nel Regolamento dei pacchi postali, le amministrazioni hanno la facoltà di pagare questo importo inferiore e di essere rimborsate su questa base dalle altre amministrazioni eventualmente coinvolte.**

4.2 in caso di manomissione parziale o di danneggiamento parziale di un pacco ordinario, il mittente ha diritto ad un'indennità che corrisponde, di norma, all'importo reale della manomissione o del danneggiamento

4.3 le amministrazioni postali possono accordarsi per applicare reciprocamente l'importo per i pacchi fissato dal Regolamento dei pacchi postali, senza riguardo al peso.

5. Invii con valore dichiarato

5.1 In caso di perdita, di manomissione totale o di danneggiamento totale di un invio con valore dichiarato, il mittente ha diritto ad un'indennità che corrisponde, di norma, all'importo, in DTS, del valore dichiarato;

5.2 in caso di manomissione parziale o di danneggiamento parziale di un invio con valore dichiarato, il mittente ha diritto ad un'indennità che corrisponde, di norma, all'importo reale della manomissione o del danneggiamento. Tale indennità, tuttavia non può in alcun caso superare l'importo, in DTS, del valore **dichiarato.**

6. Nei casi previsti ai punti 4 e 5, l'indennità è calcolata in base al prezzo corrente, convertito in DTS, degli oggetti o delle merci della stessa natura, nel luogo ed al momento dell'accettazione al trasporto. In mancanza del prezzo corrente, l'indennità è calcolata secondo il valore ordinario di oggetti o merci valutati sulle stesse basi.

7. Quando un'indennità è dovuta per la perdita, la manomissione totale o il danneggiamento totale di un invio raccomandato, di un pacco ordinario o di un invio con valore dichiarato, il mittente o, secondo il caso, il destinatario ha diritto, inoltre, alla restituzione delle tasse e dei diritti acquisiti, ad eccezione delle tasse di raccomandazione o di assicurazione. Lo stesso diritto è applicato agli invii

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

raccomandati, ai pacchi ordinari o invii con valore dichiarato rifiutati dai destinatari a causa del loro cattivo stato, se questo è imputabile al servizio postale ed implica la sua responsabilità.

8. In deroga alle disposizioni di cui ai punti 2, 4 e 5 il destinatario ha diritto all'indennità dopo aver preso in consegna un invio raccomandato, un pacco ordinario o un invio con valore dichiarato manomesso o danneggiato.

9. L'amministrazione **postale** di origine ha la facoltà di versare ai mittenti, nel proprio Paese, le indennità previste dalla sua legislazione interna per gli invii raccomandati e per i pacchi senza valore dichiarato, a condizione che esse non siano inferiori a quelle fissate ai punti 2.1.e 4.1. Ciò vale anche per l'amministrazione **postale** di destinazione quando l'indennità è pagata al destinatario. Gli importi fissati ai punti 2.1 e 4.1 restano tuttavia applicabili:

9.1 in caso di ricorso contro l'amministrazione responsabile;

9.2 se il mittente rinuncia ai suoi diritti in favore del destinatario o viceversa.

10. Il presente articolo non contempla alcuna riserva in merito al pagamento dell'indennità alle amministrazioni postali, salvo nel caso di accordo bilaterale.

Articolo **22**
Assenza di responsabilità per le amministrazioni postali

1. Le amministrazioni postali cessano di essere responsabili degli invii raccomandati, degli invii a consegna attestata, dei pacchi e degli invii con valore dichiarato di cui abbiano effettuato la consegna alle condizioni prescritte dal loro regolamento per gli invii della stessa natura. Le amministrazioni sono tuttavia ritenute responsabili:

1.1 quando una manomissione o un danneggiamento è constatato sia prima della consegna sia all'atto della consegna dell'invio

1.2 quando, ove consentito dai regolamenti interni, il destinatario, o all'occorrenza il mittente in caso di rinvio all'origine, formuli delle riserve all'atto della presa in consegna di un invio manomesso o danneggiato

1.3 quando, ove consentito dai regolamenti interni, l'invio raccomandato è stato recapitato in una cassetta delle lettere ed il destinatario dichiari di non averla ricevuta

1.4 quando il destinatario, o in caso di rinvio all'origine, il mittente di un pacco o di un invio con valore dichiarato, nonostante abbia dato regolare ricevuta, segnali "senza indugio" all'amministrazione che gli ha consegnato l'invio di aver constatato un danno. Egli deve fornire la prova che la manomissione o il danneggiamento non si sia verificato dopo la consegna; **il termine "senza indugio" deve essere interpretato secondo la legislazione nazionale.**

2. Le amministrazioni postali non sono responsabili:

2.1 in caso di forza maggiore, **conformemente all'articolo 13.6.9**

2.2 quando, non essendo stata altrimenti fornita la prova della loro responsabilità, esse non possono rendere conto degli invii a seguito della distruzione dei documenti di servizio determinata da un caso di forza maggiore

2.3 quando il danno è stato causato da errore o negligenza del mittente o determinato dalla natura del contenuto

2.4 quando si tratti di invii **che ricadono** sotto i divieti previsti dall'articolo **15**

2.5 in caso di sequestro, in forza della legislazione del paese di destinazione, secondo notifica dell'amministrazione di tale paese

2.6 quando si tratti di invii con valore dichiarato che siano stati oggetto di una dichiarazione fraudolenta di valore superiore al valore reale del contenuto

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

2.7 quando il mittente non ha presentato alcun reclamo entro il termine di sei mesi a partire dal giorno successivo a quello di impostazione dell'invio
2.8 quando si tratta di pacchi di prigionieri di guerra e internati civili
2.9 quando si suppone che il mittente abbia agito con intenzioni fraudolenti allo scopo di causare un danno.

3. Le amministrazioni postali non vengono ritenute responsabili in merito alle dichiarazioni doganali rese sotto qualsiasi forma , né per le decisioni prese sugli invii sottoposti al controllo doganale dai servizi di dogana all'atto della verifica.

Articolo **23**
Responsabilità del mittente

1. Il mittente che spedisce un invio contenente oggetti non ammessi al trasporto o che non osserva le condizioni di ammissione **è responsabile dei danni corporali provocati agli operatori postali e** di tutti i danni causati agli altri invii postali **e all'attrezzatura postale**

2. **In caso di danni causati agli altri invii postali, il mittente** è responsabile entro gli stessi limiti delle amministrazioni postali **per ogni invio danneggiato.**

3. il mittente è responsabile anche se l'ufficio di impostazione accetta tale invio.

4. In compenso, **se il mittente ha rispettato le condizioni di ammissione, lo stesso** non è responsabile **se** si verifica un errore o una negligenza delle amministrazioni postali o dei vettori **nel trattamento degli invii dopo la loro accettazione.**

Articolo **24**
Pagamento dell'indennità

1. Salvo rivalsa nei confronti dell'amministrazione responsabile, l'obbligo di pagare l'indennità e di restituire le tasse ed i diritti spetta, secondo il caso, all'amministrazione di origine o a quella di destinazione.

2. Il mittente ha la facoltà di rinunciare al suo diritto all'indennità in favore del destinatario. Per contro, il destinatario ha la facoltà di rinunciare ai suoi diritti in favore del mittente. Ove consentito dalla legislazione interna sia il mittente che il destinatario possono autorizzare una terza persona a ricevere l'indennità.

Articolo **25**
Recupero eventuale dell'indennità sul mittente o sul destinatario

1. Se, dopo il pagamento dell'indennità, un invio raccomandato, un pacco, o un invio con valore dichiarato o una parte del contenuto precedentemente considerato come perduto viene ritrovato, il mittente, o secondo il caso, il destinatario è avvisato che l'invio viene tenuto a sua disposizione per un periodo di tre mesi, contro restituzione dell'importo dell'indennità pagata. Contestualmente gli viene chiesto a chi recapitare l'invio. In caso di rifiuto o di mancata risposta nei termini fissati, la stessa procedura viene applicata nei confronti del destinatario o, secondo il caso, del mittente, **con gli stessi termini per la risposta.**

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

2. Se il mittente e il destinatario rinunciano a ritirare l'invio o non rispondono entro i termini fissati al punto 1, questo diviene proprietà dell'amministrazione o, eventualmente, delle amministrazioni che hanno subito il danno.

3. In caso di successivo ritrovamento di un invio con valore dichiarato, il cui contenuto venga riconosciuto di valore inferiore all'importo dell'indennità pagata, il mittente o il destinatario, secondo il caso, deve restituire l'importo di tale indennità contro consegna dell'invio, senza pregiudizio delle conseguenze derivanti dalla dichiarazione fraudolenta di valore.

Articolo 26
Reciprocità applicabile alle riserve riguardanti la responsabilità

1. **In deroga alle disposizioni degli articoli da 22 a 25, ogni Paese membro che si riservi il diritto di non pagare l'indennità relativa alla responsabilità, non ha diritto ad un'indennità di tale natura da parte di un altro paese membro che accetta di assumersi la responsabilità conformemente alle disposizioni degli articoli summenzionati.**

Capitolo 3

Disposizioni particolari della posta-lettere

Articolo 27
Impostazione all'estero di invii di posta-lettere

1. Nessun paese membro è tenuto ad avviare o distribuire ai destinatari gli invii della posta-lettere che mittenti residenti nel suo territorio impostino o facciano impostare in un paese estero, allo scopo di fruire delle condizioni tariffarie più favorevoli ivi applicate.

2. Le disposizioni di cui al punto 1 si applicano indifferentemente sia agli invii della posta-lettere predisposti nel paese di residenza del mittente e successivamente trasportati attraverso la frontiera, sia agli invii della posta-lettere preparati in un paese estero.

3. L'amministrazione di destinazione ha il diritto di esigere dal mittente e, in mancanza, dall'amministrazione di impostazione il pagamento delle tariffe interne. Qualora né il mittente né l'amministrazione di impostazione accettino di pagare tali tariffe entro un termine fissato dall'amministrazione di destinazione, questa può sia restituire gli invii all'amministrazione di impostazione, acquisendo il diritto du essere rimborsata delle spese di rinvio, sia trattarli conformemente alla propria legislazione.

4. Nessun paese membro è tenuto ad avviare o a distribuire ai destinatari gli invii della posta-lettere che i mittenti abbiano impostato a fatto impostare in grande quantità in un paese diverso da quello ove essi risiedono se l'importo delle spese terminali da riscuotere risulta meno elevato dell'importo che sarebbe stato riscosso se gli invii fossero stati impostati nel paese di residenza dei mittenti. Le amministrazioni di destinazione hanno il diritto di esigere dall'amministrazione di impostazione una remunerazione in rapporto ai

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

costi sostenuti, la quale non potrà essere superiore al maggiore importo delle due formule seguenti: o l'80% della tariffa interna applicabile ad invii equivalenti, o 0,14 DTS per invio più 1 DTS per chilogrammo. Se l'amministrazione di impostazione non accetta di pagare l'importo reclamato entro un termine fissato dall'amministrazione di destinazione, questa può restituire gli invii all'amministrazione di impostazione, con il diritto di essere rimborsata delle spese di rinvio, sia trattarli conformemente alla propria legislazione

Parte terza

Remunerazione

Capitolo 1

Disposizioni particolari per la posta-lettere

Articolo 28
Spese terminali. Disposizioni generali

1. Con riserva delle esenzioni prescritte nei regolamenti, ogni amministrazione che riceve da altra amministrazione invii di posta-lettere ha il diritto di percepire dall'amministrazione speditrice una remunerazione per le spese causate dal corriere internazionale ricevuto.
2. Per l'applicazione delle disposizioni riguardanti il pagamento delle spese terminali, le amministrazioni postali sono classificate come **paesi e territori del sistema target o paesi e territori aventi diritto di far parte del sistema transitorio, conformemente alla lista redatta a questo scopo dal Congresso nella Risoluzione 12/2004. Nelle disposizioni sulle spese terminali,i paesi e i territori sono denominati "paesi".**
3. Le disposizioni della presente Convenzione concernenti il pagamento delle spese terminali sono misure transitorie che conducono all'adozione di un sistema di pagamento che tenga conto delle specificità di ciascun paese.

4. Accesso al regime interno
4.1 Ogni amministrazione deve mettere a disposizione delle altre amministrazioni tutte le tariffe, i termini e le condizioni offerti nel proprio servizio interno a condizioni identiche a quelle proposte ai propri clienti nazionali.
4.2 Un'amministrazione di origine può, in condizioni simili, richiedere all'amministrazione **di destinazione del sistema target** di beneficiare delle stesse condizioni che quest'ultima offre ai propri clienti nazionali per invii equivalenti.
4.3 Le amministrazioni **nel sistema transitorio** devono indicare se autorizzano l'accesso alle condizioni indicate al punto 4.1.
4.3.1 Quando un'amministrazione di un paese **del sistema transitorio** dichiara di autorizzare l'accesso alle condizioni offerte nel proprio sistema interno, tale autorizzazione si applica all'insieme delle amministrazioni dell'Unione in maniera non-discriminatoria .
4.4 Competerà all'amministrazione di destinazione decidere se le condizioni di accesso al proprio servizio interno sono state soddisfatte dall'amministrazione di origine .

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

5. I tassi delle spese terminali per gli invii in grande quantità non devono essere superiori ai tassi più favorevoli applicati dall'amministrazione di destinazione mediante accordi bilaterali o multilaterali riguardanti le spese terminali. Competerà all'amministrazione di destinazione decidere se l'amministrazione di origine avrà soddisfatto o no le condizioni di accesso.

6. **Il pagamento delle spese terminali sarà basato sulla prestazione della qualità del servizio nel paese di destinazione. Il Consiglio di gestione postale è di conseguenza autorizzato ad accordare dei premi alla remunerazione indicata agli articoli 29 e 30 al fine di incoraggiare la partecipazione al sistema di controllo e per ricompensare le amministrazioni che raggiungono il loro obiettivo di qualità. Il Consiglio di gestione postale può anche fissare delle penali nel casso di qualità insufficiente, ma la remunerazione non potrà essere inferiore a quella minima indicata agli articoli 29 e 30.**

7. Ogni amministrazione può rinunciare in tutto o in parte alla remunerazione prevista al punto 1.

8. Le amministrazioni interessate possono, mediante accordo bilaterale o multilaterale, applicare altri sistemi di remunerazione per il regolamento dei conti relativi alle spese terminali.

Articolo 29
Spese terminali. Disposizioni applicabili a scambi tra paesi del **sistema target.**

1. La remunerazione per gli invii della posta-lettere, compresi quelli in grande quantità, ma esclusi i sacchi M, viene stabilita sulla base dell'applicazione del tasso per invio e per chilogrammo rispecchiando i costi di lavorazione nel paese di destinazione; questi costi devono essere in relazione con le tariffe nazionali. Il calcolo dei tassi si effettua secondo le condizioni specificate nel Regolamento della posta-lettere.

2. I tassi per invio e per chilogrammo **sono** calcolati sulla base **di una percentuale** della tariffa per una lettera **prioritaria** da 20 grammi nel servizio interno, **nel seguente modo:**

2.1 per il 2006: 62%
2.2 per il 2007: 64%
2.3 per il 2008: 66%
2.4 per il 2009: 68%

3. I tassi non potranno eccedere:
3.1 per il 2006: 0,226 DTS per invio e 1,768 DTS per chilogrammo
3.2 per il 2007: 0,231 DTS per invio e 1,812 DTS per chilogrammo
3.3 per il 2008: 0,237 DTS per invio e 1,858 DTS per chilogrammo
3.4 per il 2009: 0,243 DTS per invio e 1,904 DTS per chilogrammo

4. Per il periodo **dal 2006 al 2009**, i tassi da applicare non potranno essere inferiori a 0,147 DTS per invio e 1,491 per chilogrammo. **Fin quando l'aumento dei tassi non superi il 100% della tassa di una lettera prioritaria di 20 grammi del servizio interno del paese interessato, i tassi minimi assumeranno i valori seguenti:**

4.1 per il 2006: 0,151 DTS per invio e 1,536 DTS per chilogrammo
4.2 per il 2007: 0,154 DTS per invio e 1,566 DTS per chilogrammo
4.3 per il 2008: 0,158 DTS per invio e 1,598 DTS per chilogrammo

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

4.4 **per il 2009: 0,161 DTS per invio e 1,630 DTS per chilogrammo**

5. Per i sacchi M il tasso da applicare sarà di **0,793** DTS per chilogrammo.

5.1 I sacchi M con peso inferiore ai 5 chilogrammi vanno considerati come se pesassero 5 chilogrammi ai fini del pagamento delle spese terminali.

6. **E' previsto un** pagamento supplementare di 0,5 DTS ad invio per gli invii raccomandati ed **una remunerazione supplementare** di 1 DTS ad invio **per gli** invii con valore dichiarato.

7. Le disposizioni previste tra paesi **del sistema target** si applicano a qualunque paese del sistema transitorio che dichiari di **voler aderire al sistema target. Il Consiglio di gestione postale può fissare le misure transitorie** nel regolamento della posta-lettere.

8. Non è possibile applicare alcuna riserva al presente articolo, salvo nel caso di accordo bilaterale.

Articolo 30
Spese terminali. Disposizioni applicabili a flussi di traffico **verso, da e tra i paesi del sistema transitorio**

1. Remunerazione

1.1 La remunerazione per invii di posta-lettere, ad esclusione dei sacchi M, è **di 0,147 DTS per invio e 1,491 per chilogrammo.**

1.1.1 Per i flussi inferiori a 100 tonnellate all'anno, le due componenti sono convertite in un tasso totale di 3,727 DTS per chilogrammo sulla base di una media mondiale di 15,21 invii per chilogrammo.

1.1.2 Per i flussi superiori a 100 tonnellate all'anno, si applica il tasso totale di 3,727 DTS per chilogrammo nel caso in cui né l'amministrazione di destinazione, né quella di origine chiedano una revisione del tasso sulla base del numero reale di invii per chilogrammo del flusso in questione. Inoltre, tale tasso viene applicato nel caso in cui il numero reale di invii per chilogrammo è compreso tra 13 e 17.

1.1.3 Quando una delle amministrazioni chiede l'applicazione del numero reale di invii per chilogrammo, il calcolo della remunerazione del flusso in questione è effettuato secondo il meccanismo di revisione previsto nel Regolamento della posta-lettere.

1.1.4 Un paese del sistema target non può chiedere la revisione al ribasso del tasso totale indicato al punto 1.1.2 contro un paese del sistema transitorio, a meno che quest'ultimo paese non chieda una revisione in senso contrario.

1.2 Per i sacchi M il tasso da applicare è di **0,793** DTS per chilogrammo.

1.2.1 I sacchi M con peso inferiore ai 5 chilogrammi vanno considerati come se pesassero 5 chilogrammi ai fini della remunerazione delle spese terminali.

1.3 **E' prevista una** remunerazione supplementare di 0,5 DTS ad invio per gli invii raccomandati e di 1 DTS ad invio **per gli invii** con valore dichiarato.

2. Meccanismo di armonizzazione dei sistemi target

2.1 Quando un'amministrazione **del sistema target** destinataria di un flusso di corriere superiore a 50 tonnellate all'anno accerti che il peso annuale di questo flusso eccede la soglia calcolata secondo le condizioni precisate nel Regolamento ella posta-lettere, essa può applicare al corriere eccedente tale soglia il sistema di remunerazione previsto dall'articolo 29, a condizione che non sia stato applicato il meccanismo di revisione.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

2.2 **Quando un'amministrazione del sistema transitorio che in un anno riceve un flusso di corriere superiore alle 50 tonnellate da un altro paese del sistema transitorio stabilisce che il peso annuale di tale flusso eccede la soglia calcolata secondo le condizioni precisate nel Regolamento della posta-lettere, essa può applicare al corriere eccedente tale soglia il supplemento di remunerazione previsto dall'articolo 31, a condizione che non sia stato applicato il meccanismo di revisione.**

3. Corriere in grande quantità

3.1 La remunerazione per il corriere in grande quantità **a favore dei paesi del sistema target** viene stabilita tramite l'applicazione dei tassi per invio e per chilogrammo previsti dall'articolo **29** .

3.2 Le amministrazioni del sistema transitorio possono chiedere, per il corriere in grande quantità ricevuto, una remunerazione di 0,147 DTS per invio e 1,491 DTS per chilogrammo.

4. Non si può applicare alcuna riserva a tale articolo, salvo nel caso di accordo bilaterale.

Articolo 31
Fondi per il miglioramento della qualità del servizio

1. Ad eccezione dei sacchi M e gli invii in grande quantità, le spese terminali pagabili da tutti i paesi e territori ai paesi classificati dal Consiglio economico e sociale nella categoria dei paesi meno avanzati, sono oggetto di una maggiorazione pari al 16,55% del tasso di 3,727 DTS per chilogrammo indicato all'articolo 30, ai fini dell'alimentazione del Fondo per il miglioramento della qualità del servizio, per migliorare la qualità del servizio nei paesi meno avanzati. In questi paesi non ha luogo alcun pagamento di tale natura.

2. I paesi membri dell'UPU e i territori compresi nell'Unione hanno la facoltà di presentare al Consiglio di amministrazione una domanda debitamente motivata affinché il loro paese o territorio venga considerato come avente bisogno di risorse supplementari. I paesi classificati MCARB 1 (ex paesi in via di sviluppo) hanno la facoltà di presentare una richiesta al Consiglio di amministrazione per beneficiare del Fondo per il miglioramento della qualità del servizio alle stesse condizioni dei paesi meno avanzati. Inoltre i paesi classificati dal Programma delle Nazioni Unite per lo sviluppo nella categoria dei paesi contribuenti netti hanno la facoltà di presentare una richiesta al Consiglio di amministrazione per beneficiare del Fondo per il miglioramento della qualità del servizio alle stesse condizioni dei paesi rientranti nel MCARB 1. Le richieste accolte favorevolmente in virtù del presente articolo hanno effetto a partire dal primo giorno dell'anno civile successivo a quello della decisione del Consiglio di amministrazione. Il Consiglio di amministrazione valuta la domanda e decide, sulla base di severi criteri di valutazione, se un paese può o meno essere considerato paese meno avanzato o, secondo il caso, paese rientrante nel MCARB 1, per il Fondo per il miglioramento della qualità del servizio. Il Consiglio di amministrazione rivede e aggiorna annualmente la lista dei paesi membri dell'UPU e dei territori compresi nell'Unione.

3. Eccetto che per i sacchi M e gli invii in grande quantità, le spese terminali pagabili dai paesi e territori classificati dal Congresso nella categoria dei paesi industrializzati ai fini della remunerazione delle spese terminali ai paesi e territori classificati dal Programma delle Nazioni Unite per lo sviluppo nella categoria dei paesi diversi dai paesi meno avanzati che possono beneficiare delle risorse MCARB 1, sono oggetto di una maggiorazione pari all'8% del tasso di 3,727 DTS per

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

chilogrammo indicato all'articolo 30, a titolo di alimentazione del detto Fondo per migliorare la qualità del servizio nei paesi di quest'ultima categoria.

4. Eccetto che per i sacchi M e gli invii in grande quantità, le spese terminali pagabili dai paesi e territori classificati dal Congresso di Beijing 1999 nella categoria dei paesi industrializzati ai fini della remunerazione delle spese terminali ai paesi e territori classificati dal Programma delle Nazioni Unite per lo sviluppo nella categoria dei paesi in via di sviluppo diversi da quelli indicati ai §1 e 3, sono oggetto di una maggiorazione pari all'1% del tasso di 3,727 DTS per chilogrammo indicato all'articolo 30, a titolo di alimentazione del detto Fondo per migliorare la qualità del servizio.

5. I paesi e territori abilitati a beneficare delle risorse MCARB 1 possono cercare di migliorare la qualità del servizio grazie a progetti regionali o multinazionali a favore dei paesi meno avanzati o dei paesi a basso reddito. Tali progetti sarebbero di beneficio a tutte le parti che contribuissero al loro finanziamento tramite l'intermediario del Fondo per il miglioramento della qualità del servizio.

6. I progetti regionali dovrebbero favorire la realizzazione dei programmi dell'UPU a favore del miglioramento della qualità del servizio e della realizzazione dei sistemi di contabilità analitica nei paesi in via di sviluppo. Il Consiglio di gestione postale adotterà al più tardi nel 2006 delle procedure adattate per il finanziamento di tali progetti.

Articolo **32**
Spese di transito

1. I dispacci chiusi **e gli invii in transito allo scoperto** scambiati tra due amministrazioni o tra due uffici dello stesso paese per mezzo dei servizi di una o più amministrazioni (servizi terzi) sono **sottoposti** al pagamento di spese di transito. Queste ultime costituiscono una retribuzione per le prestazioni riguardanti il transito territoriale, il transito marittimo ed il transito **aereo.**

Capitolo 2

Altre disposizioni

Articolo **33**
Tasso di base e disposizioni relative alle spese di trasporto aereo

1. Il tasso di base da applicare al regolamento dei conti fra amministrazioni a titolo di trasporto aereo è approvato dal Consiglio di gestione postale. Esso viene calcolato dall'Ufficio Internazionale secondo la formula specificata nel Regolamento della posta-lettere.

2. Il calcolo delle spese di trasporto aereo dei dispacci chiusi, **degli invii prioritari e degli invii aerei** e dei plichi-aerei in transito allo scoperto, **nonché le modalità dei conti relativi, risultano** dal Regolamento **della posta-lettere e dal Regolamento** dei pacchi postali.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

3. Le spese di trasporto per tutto il tragitto aereo sono:

3.1 a carico dell'amministrazione di origine se si tratta di dispacci chiusi, **anche nel caso in cui tali dispacci transitino per una o più amministrazioni postali intermediarie**;

3.2 a carico dell'amministrazione che recapita gli invii ad un'altra amministrazione se si tratta di invii prioritari e di invii aerei in transito allo scoperto, ivi compresi quelli mal indirizzati.

4. Le presenti regole sono applicabili agli invii esenti da spese di transito territoriale e marittimo se avviati per via aerea.

5. Ogni amministrazione di destinazione che assicura il trasporto aereo del corriere internazionale all'interno del suo paese ha diritto al rimborso dei costi supplementari causati dal tale trasporto, purché la distanza media dei tragitti percorsi superi i 300 chilometri. **Il Consiglio di gestione postale può sostituire la distanza media ponderata con un altro criterio pertinente.** Salvo accordo che preveda la gratuità, le spese devono essere uniformi per tutti i dispacci prioritari e i dispacci aerei provenienti dall'estero, sia che tale corriere venga riavviato per via aerea o meno.

6. Tuttavia, quando la compensazione delle spese terminali percepita dall'amministrazione di destinazione è basata specificatamente sui costi o sulle tariffe interne, non si procede ad alcun rimborso supplementare a titolo di spese di trasporto aereo interno.

7. L'amministrazione di destinazione esclude, per il calcolo della distanza media ponderata, il peso di tutti i dispacci per i quali il calcolo della compensazione delle spese terminali è specificatamente basato sui costi o sulle tariffe interne dell'amministrazione di destinazione.

Articolo **34**
Quote parti territoriali e marittime dei pacchi postali

1. I pacchi scambiati tra due amministrazioni postali sono sottoposti a quote parti territoriali di arrivo calcolate combinando il tasso **di base** per pacco e **quello** per chilogrammo fissati dal Regolamento.

1.1 Tenendo conto dei suddetti tassi **di base**, le **amministrazioni postali possono inoltre essere autorizzare a beneficiare di tassi supplementari per pacco e per chilogrammo, conformemente alle disposizioni previste dal Regolamento**.

1.2 Le quote parti menzionate al punto 1 e 2 sono a carico dell'amministrazione del paese di origine, a meno che il Regolamento riguardante i pacchi postali non preveda delle deroghe a tale principio.

1.3 Le quote parti territoriali di arrivo devono essere uniformate per il territorio complessivo di ciascun paese.

2. I pacchi scambiati tra due amministrazioni o tra due uffici dello stesso paese per mezzo di servizi di superficie di una o più amministrazioni sono sottoposti, a vantaggio dei paesi i cui servizi partecipano all'avviamento territoriale, alle quote parti territoriali di transito fissate dal Regolamento secondo lo scaglione di distanza.

2.1 Per i pacchi in transito allo scoperto, le amministrazioni intermediarie sono autorizzate ad esigere la quota parte forfetaria per invio fissata dal Regolamento.

2.2 Le quote parti territoriali di transito sono a carico dell'amministrazione del paese di origine, a meno che il regolamento riguardante i pacchi postali non preveda deroghe a questo principio.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

3. Ciascun paese i cui servizi partecipano al trasporto marittimo di pacchi è autorizzato a esigere le quote parti marittime. Dette quote parti sono a carico dell'amministrazione del paese di origine, a meno che il Regolamento riguardante i pacchi postali non preveda deroghe a questo principio.

3.1 Per ogni servizio marittimo prestato, la quota parte marittima è fissata dal Regolamento concernente i pacchi postali secondo lo scaglione di distanza.

3.2 Le amministrazioni postali hanno la facoltà di maggiorare del 50% al massimo la quota parte marittima calcolata conformemente al punto 3.1. Al contrario, esse la possono ridurre a loro piacimento.

Articolo 35
Potere del CEP di fissare l'ammontare delle spese e delle quote parti

1. Il Consiglio di gestione postale ha il potere di fissare le spese e le quote parti seguenti, che devono essere pagate dalle amministrazioni postali secondo le condizioni enunciate dai Regolamenti:

1.1 spese di transito per la lavorazione **e il trasporto** dei dispacci di posta-lettere attraverso almeno un paese terzo;

1.2 tasso di base e spese di trasporto aereo applicabili al corriere aereo;

1.3 quote parti territoriali di arrivo per la lavorazione dei pacchi in arrivo;

1.4 quote parti territoriali di transito per la lavorazione **e il trasporto** dei pacchi attraverso un paese terzo;

1.5 quote parti marittime per il trasporto marittimo dei pacchi.

2. La revisione che potrà essere fatta secondo una metodologia che assicuri una remunerazione equa alle amministrazioni che assicurano i servizi, dovrà basarsi su dati economici e finanziari affidabili e rappresentativi. La modifica eventuale decisa entrerà in vigore ad una data fissata dal Consiglio di gestione postale

Parte quarta

Disposizioni finali

Articolo **36**
Condizioni di approvazione delle proposte riguardanti la Convenzione e i Regolamenti

1. Per diventare esecutive, le proposte presentate al Congresso e relative alla presente Convenzione devono essere approvate dalla maggioranza dei paesi membri presenti e votanti **aventi diritto di voto**. Devono essere presenti al momento del voto almeno la metà dei paesi membri **aventi diritto di voto** rappresentati al Congresso.

2. Per diventare esecutive, le proposte relative ai Regolamenti della posta-lettere ed al Regolamento concernente i pacchi postali devono essere approvate dalla maggioranza dei membri del Consiglio di gestione postale **aventi diritto di voto.**

3. Per diventare esecutive, le proposte introdotte nell'intervallo fra due Congressi e relative alla presente Convenzione ed al suo Protocollo finale devono raccogliere:

3.1 i due terzi dei suffragi, avendo partecipato al suffragio almeno la metà dei paesi membri dell'Unione **aventi diritto di voto**, e che hanno **partecipato al suffragio** se si tratta di modifiche;

3.2 la maggioranza dei suffragi se si tratta di interpretazione delle disposizioni.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

4. Nonostante le disposizioni di cui al punto 3.1, ogni paese membro la cui legislazione nazionale è ancora incompatibile con la modifica proposta ha la facoltà di fare, entro novanta giorni dalla data di notifica di questa, una dichiarazione scritta al Direttore Generale dell'Ufficio internazionale, che affermi la propria impossibilità ad accettare tale modifica.

Articolo 37
Riserve presentate in occasione del Congresso

1. **Non è autorizzata alcuna riserva incompatibile con l'oggetto e la finalità dell'Unione.**

2. **In linea generale, i paesi membri che non riescono a condividere il loro punto di vista con gli altri paesi membri devono cercare, per quanto possibile, di allinearsi al parere della maggioranza. Le riserva deve farsi in caso di assoluta necessità ed essere adeguatamente motivata .**

3. **La riserva ad articoli della presente Convenzione deve essere sottoposta al Congresso sotto forma di proposta scritta in una delle lingue di lavoro dell'Ufficio Internazionale, conformemente alle relative disposizioni del Regolamento interno del Congresso.**

4. **Per avere effetto, la riserva sottoposta al Congresso deve essere approvata dalla maggioranza richiesta in ogni caso per la modifica dell'articolo al quale la stessa riserva si riferisce.**

5. **In linea di principio, la riserva è applicata su una base di reciprocità tra il paese membro che l'ha emessa e gli altri paesi membri.**

6. **La riserva alla presente Convenzione sarà inserita nel Protocollo finale della presente Convenzione sulla base della proposta approvata dal Congresso.**

Articolo 38
Entrata in vigore e durata della Convenzione

1. La presente Convenzione entrerà in vigore il **1 gennaio 2006** e rimarrà esecutiva fino all'entrata in vigore degli Atti del prossimo Congresso.

In fede di quanto sopra, i Plenipotenziari dei Governi dei Paesi membri hanno firmato la presente Convenzione in un esemplare che è depositato presso il Direttore Generale del Bureau International. Una copia sarà inviata a ogni parte **dal Bureau International dell'Unione Postale Universale.**

Bucarest, 5 Ottobre 2004

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

Protocollo finale della Convenzione postale universale

Al momento di procedere alla firma della Convenzione Postale Universale conclusasi oggi, i Plenipotenziari firmatari hanno convenuto quanto segue:

Articolo I
Appartenenza degli invii postali. Ritiro. Modifica o correzione di indirizzo

1. Le disposizioni di cui agli articoli 5.1 e 2 non si applicano a : Antigua e Barbuda, Bahrain **(Regno)**, Barbados, Belize, Botswana, Brunei Darussalam, Canada, Hong-Kong, Cina, Dominica, Egitto, Fidji, Gambia, Regno Unito di Gran Bretagna e Irlanda del Nord, Territori d'oltremare dipendenti dal Regno Unito, Grenade, Guyana, Irlanda, Giamaica, Kenia, Kiribati, Kuwait, Lesotho, Malesia, Malawi, Mauritius, Nauru, Nigeria, Nuova-Zelanda, Uganda, Papuasia Nuova Guinea, Saint Cristophe et Nevis, Santa Lucia, San Vincenzo-e-Grenadine, Isole Salomone, Samoa occidentale, Seychelles, Sierra Leone, Singapore, Swaziland, Tanzania (Rep. Unita), Trinità e Tobago, Tuvalu, Vanuatu e Zambia.

2. Le disposizioni di cui agli articoli 5.1 e 2 non si applicano neppure **all'Austria**, alla Danimarca e **all'Iran (Rep. Islamica),** le **cui legislazioni** non **consentono** il ritiro o la modifica d'indirizzo degli invii della posta-lettere, su richiesta del mittente, dal momento in cui il destinatario è stato informato dell'arrivo di un invio a lui indirizzato.

3. L'articolo **5.1** non si applica all'Australia, Ghana e Zimbabwe.

4. L'articolo **5.2** non si applica alle Bahamas, Iraq, Myanmar e alla Rep. Pop. Dem. di Corea, le cui legislazioni non consentono il ritiro o la modifica di indirizzo degli invii della posta-lettere su richiesta del mittente.

5. **L'articolo 5.2 non si applica all'America (Stati Uniti).**

6. L'articolo **5.2** si applica all'Australia nella misura in cui è compatibile con la legislazione interna di questo paese.

7. In deroga all'articolo 5.2, El Salvador, Panama (Rep.), Filippine, **Rep. Dem. del Congo** e Venezuela sono autorizzati a non rinviare i pacchi dopo che il destinatario ne abbia chiesto lo sdoganamento, dato che contrario alla loro legislazione doganale.

Articolo II
Tasse

1. In deroga all'articolo **6, le amministrazioni postali di Australia**, Canada **e Nuova Zelanda sono autorizzate** a riscuotere imposte postali diverse da quelle previste dai Regolamenti, quando tali imposte siano ammissibili per la legislazione del **loro** paese.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

Articolo III
Eccezione **alla franchigia postale** per i cecogrammi

1. In deroga all'articolo **7**, le amministrazioni postali **di Indonesia**, San Vincenzo e Grenadine e Turchia, che non accordano la franchigia postale ai cecogrammi nel loro servizio interno, hanno la facoltà di percepire le tasse di affrancatura e le tasse per servizi speciali, le quali peraltro non possono essere superiori a quelle del loro servizio interno.

2. In deroga all'articolo **7** le amministrazioni postali di Germania, America (Stati Uniti), **Australia**, Austria, Canada, Regno Unito di Gran Bretagna e Irlanda del Nord, Giappone e Svizzera hanno la facoltà di riscuotere le tasse per servizi speciali applicate ai cecogrammi nel loro servizio interno.

Articolo IV
Servizi di base

1. Malgrado le disposizioni dell'articolo **12,** l'Australia non approva l'estensione dei servizi di base ai pacchi postali.

2. Le disposizioni di cui all'articolo 12.2.4 non si applicano alla Gran Bretagna, la cui legislazione nazionale impone un limite di peso inferiore. La legislazione relativa alla sanità e alla sicurezza limita a 20 chilogrammi il peso dei sacchi per corriere.

Articolo V
Pacchetti

1. In deroga all'articolo 12 della Convenzione, l'amministrazione postale dell'Afghanistan è autorizzata a limitare a 1 chilogrammo il peso massimo dei pacchetti in arrivo e in uscita .

Articolo VI
Avviso di consegna

1. L'amministrazione postale del Canada è autorizzata a non applicare l'articolo 13.1.1 per quanto concerne i pacchi, in quanto non offre per i pacchi il servizio di avviso di consegna nel suo servizio interno.

Articolo VII
Servizio di corrispondenza commerciale-risposta internazionale **(CCRI)**

1. **In deroga all'articolo 13.4.1 l'amministrazione postale della Bulgaria (Rep.) assicurerà il servizio CCRI dopo la negoziazione con l'amministrazione postale interessata.**

Articolo VIII
Divieti (posta-lettere)

1. Eccezionalmente, le amministrazioni postali del Libano e della Repubblica pop. dem. di Corea non accettano gli invii raccomandati contenenti monete, banconote, valori al

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

portatore di qualsiasi tipo, travellers' cheques, o platino, oro o argento, lavorati o non, pietre preziose, gioielli ed altri oggetti preziosi. Esse non sono vincolate in modo rigoroso alle disposizioni del Regolamento della posta-lettere per quanto concerne la propria responsabilità in caso di manomissione o danneggiamento di invii raccomandati, nonché per quanto riguarda gli invii contenenti oggetti di vetro o fragili.

2. Eccezionalmente, le amministrazioni postali dell'Arabia Saudita, Bolivia, Cina (Rep. Pop.), ad esclusione della regione amministrativa speciale di Hong Kong, Iraq, Nepal, Pakistan, Sudan e Vietnam non accettano gli invii raccomandati contenenti monete, biglietti di Stato, banconote, o valori al portatore di qualsiasi tipo, travellers'cheques, platino, oro o argento, lavorati o non, pietre preziose, gioielli ed altri oggetti preziosi.

3. L'amministrazione postale di Myanmar si riserva il diritto di non accettare gli invii con valore dichiarato contenenti gli oggetti preziosi menzionati all'articolo **15.5,** dato che la sua legislazione interna si oppone all'ammissione di tale genere di invii.

4. L'amministrazione postale del Nepal non accetta gli invii raccomandati o con valore dichiarato contenenti biglietti di Stato o monete metalliche, salvo apposito accordo concluso a tale effetto.

5. L'amministrazione postale dell'Uzbekistan no accetta invii raccomandati o con valore dichiarato contenenti monete, banconote, assegni, francobolli postali o valute straniere e declina ogni responsabilità in caso di perdita o danneggiamento di tale genere di invii.

6. L'amministrazione postale dell'Iran (Rep. Islamica) non accetta gli invii contenenti articoli contrari ai principi della religione islamica.

7. L'amministrazione postale delle Filippine si riserva il diritto di non accettare invii di posta-lettere (ordinari, raccomandati o con valore dichiarato) contenenti monete, banconote o qualsiasi valore al portatore, travellers' cheques, platino, oro o argento, lavorati o non, pietre preziose o altri oggetti preziosi.

8. L'amministrazione postale dell'Australia non accetta alcun invio postale contenente oro in lingotti o banconote. Inoltre non accetta invii raccomandati con destinazione Australia, né invii in transito allo scoperto contenenti oggetti di valore come gioielli, metalli preziosi, pietre preziose o semi-preziose, titoli, monete o altri effetti negoziabili. Essa declina ogni responsabilità per gli invii spediti in violazione della presente riserva.

9. L'amministrazione postale della Cina (Rep. Pop.), con esclusione della Regione ad amministrazione speciale di Hong Kong, non accetta invii con valore dichiarato contenenti monete, banconote, biglietti di Stato, valori di qualsiasi tipo al portatore o travellers' cheques, in conformità con il proprio regolamento interno.

10. Le amministrazioni postali della Lettonia e della Mongolia si riservano il diritto di non accettare invii ordinari, raccomandati o con valore dichiarato contenenti monete, banconote, titoli al portatore e travellers' cheques, dato che ciò è contrario alla loro legislazione nazionale.

11. L'amministrazione postale del Brasile si riserva il diritto di non accettare il corriere ordinario, raccomandato o con valore dichiarato contenente monete, banconote in circolazione e valori di qualsiasi tipo al portatore.

12. L'amministrazione postale del Vietnam si riserva il diritto di non accettare lettere contenenti oggetti e merci.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

Articolo IX
Divieti (pacchi postali)

1. Le amministrazioni **postali del** Myanmar e Zambia sono autorizzate a non accettare pacchi con valore dichiarato contenenti oggetti preziosi trattati nell'articolo **15.6.1.3.1,** dato che ciò è contrario alla loro regolamentazione interna.

2. Eccezionalmente, le amministrazioni postali del Libano e del Sudan non accettano pacchi contenenti monete, biglietti di Stato o qualsiasi valore al portatore, travellers' cheques, platino, oro o argento, lavorati o non, pietre preziose o altri oggetti preziosi, o contenenti liquidi ed elementi che si liquefanno facilmente o articoli di vetro o similari o comunque fragili. Essi non sono vincolati alle disposizioni a ciò relative del Regolamento concernente i pacchi postali.

3. L'amministrazione postale del Brasile è autorizzata a non accettare pacchi con valore dichiarato contenenti monete e biglietti di Stato in circolazione, né qualsiasi altro valore al portatore, dato che ciò è contrario alla sua regolamentazione interna.

4. L'amministrazione postale del Ghana è autorizzata a non accettare pacchi con valore dichiarato contenenti monete e biglietti di Stato in circolazione, dato che ciò è contrario alla sua regolamentazione interna.

5. Oltre agli oggetti elencati nell'articolo **15,** l'amministrazione postale dell'Arabia Saudita è autorizzata a non accettare pacchi contenenti monete, biglietti di Stato o titoli di qualsiasi tipo al portatore, travellers' cheques, platino, oro o argento, lavorati o non, pietre preziose o altri oggetti preziosi. Né accetta pacchi contenenti medicinali di qualsiasi tipo, a meno che essi non siano accompagnati da una prescrizione medica emanata da una autorità ufficiale competente, prodotti destinati a spegnere fuochi, liquidi chimici o articoli contrari ai principi della religione islamica.

6. Oltre agli oggetti elencati nell'articolo **15,** l'amministrazione postale dell'Oman non accetta pacchi contenenti:

6.1 medicine di qualsiasi tipo a meno che non siano accompagnati da una prescrizione medica emanata da una autorità ufficiale competente;
6.2 prodotti destinati a spegnere fuochi o liquidi chimici;
6.3 articoli contrari ai principi della religione islamica.

7. Oltre agli oggetti elencati nell'articolo **15,** l'amministrazione postale dell'Iran (Rep. Islamica) è autorizzata a non accettare pacchi contenenti articoli contrari ai principi della religione islamica.

8. L'amministrazione postale delle Filippine è autorizzata a non accettare pacchi contenenti monete, biglietti di Stato o qualsiasi valore al portatore, travellers' cheques, platino, oro o argento, lavorati o non, pietre preziose o altri oggetti preziosi, o contenenti liquidi o elementi che si possono facilmente liquefare o articoli di vetro o similari o comunque fragili.

9. L'amministrazione postale dell'Australia non accetta invii postali di alcun tipo contenenti lingotti o banconote.

10. L'amministrazione postale della Cina (Rep. Pop.) non accetta pacchi ordinari contenenti monete, biglietti di Stato o titoli di alcun tipo al portatore, travellers' cheques, platino, oro o argento, sia lavorati che non, pietre preziose o altri oggetti preziosi. Inoltre,

con eccezione della Regione amministrazione speciale di Hong Kong, pacchi con valore dichiarato contenenti monete, biglietti di Stato o titoli di qualsiasi tipo al portatore e travellers' cheques non vengono accettati.

11. L'amministrazione postale della Mongolia si riserva il diritto di non accettare, secondo la sua legislazione nazionale, pacchi contenenti monete, biglietti di Stato, titoli al portatore e travellers' cheques.

12. L'amministrazione postale della Lettonia non accetta pacchi ordinari né con valore dichiarato contenenti monete, banconote, assegni o titoli di qualsiasi tipo al portatore (assegni) o valuta estera, e declina ogni responsabilità in caso di perdita o danneggiamento di simili invii.

Articolo X
Oggetti soggetti a diritti doganali

1. Con riferimento all'articolo **15,** le amministrazioni postali dei seguenti paesi non accettano invii con valore dichiarato contenenti oggetti passibili di diritti doganali: Bangladesh e Salvador.

2. Con riferimento all'articolo **15,** le amministrazioni postali dei seguenti paesi non accettano lettere ordinarie e raccomandate contenenti oggetti passibili di diritti doganali: Afghanistan, Albania, Azerbaidjan, Bielorussia, Cambogia, Cile, Colomba, Cuba, Salvador, Estonia, Italia, Lettonia, Nepal, Uzbekistan, Perù, Rep. Pop. dem. di Corea, San Marino, Turkmenistan, Ucraina e Venezuela.

3. Con riferimento all'articolo **15,** le amministrazioni postali dei seguenti paesi non accettano lettere ordinarie contenenti oggetti passibili di diritti doganali: Benin, Burkina Faso, Costa d'Avorio (Rep.), Gibuti, Mali **e Mauritania.**

4. Nonostante le disposizioni di cui ai punti da 1 a 3, gli invii di sieri, vaccini, nonché gli invii di medicinali di urgente necessità difficilmente procurabili sono ammessi in tutti i casi.

Articolo XI
Reclami

1. In deroga all'articolo **17.3**, le amministrazioni postali di Arabia Saudita, **Bulgaria (Rep.),** Capo Verde, Egitto, Gabon, Territori d'oltremare dipendenti dal Regno Unito, Grecia, Iran (REP. Islamica), **Kirgizistan**, Mongolia, Myanmar, **Uzbekistan,** Filippine, Rep. Pop. dem. di Corea, Sudan, Siria (Rep. Araba), Ciad, **Turkmenistan,** Ucraina e Zambia si riservano il diritto di riscuotere una tassa di reclamo a carico dei loro clienti per gli invii della posta-lettere.

2. In deroga all'articolo **17.3,** le amministrazioni postali di Argentina, Austria, **Azerbaidjan,** Slovacchia e Repubblica Ceca si riservano il diritto di riscuotere una tassa speciale qualora, a conclusione degli atti svolti in conseguenza del reclamo, questo risulti ingiustificato.

3. Le amministrazioni postali di Afghanistan, Arabia Saudita, **Bulgaria (Rep.),** Capo Verde, Gabon, Iran (Rep. Islamica), **Kirgizistan,** Mongolia, Myanmar, **Uzbekistan**, Sudan, Suriname, Siria (Rep. Araba**), Turkmenistan**, Ucraina e Zambia si riservano il diritto di riscuotere dai clienti una tassa di reclamo per i pacchi.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

4. In deroga all'articolo 17.3, le amministrazioni postali di America (Stati Uniti), Brasile e Panama (Rep.) si riservano il diritto di riscuotere dai clienti una tassa di reclamo per gli invii della posta-lettere e i pacchi postali impostati nei paesi che applicano tale genere di tassa in virtù delle disposizioni di cui ai punti da 1 a 3.

Articolo XII
Tassa di presentazione alla dogana

1. L'amministrazione postale del Gabon si riserva il diritto di riscuotere, a carico dei suoi clienti, una tassa di presentazione alla dogana.

2. Le amministrazioni postali di Congo (Rep.) e Zambia si riservano il diritto di riscuotere, a carico dei propri clienti, una tassa di presentazione alla dogana per i pacchi.

Articolo **XIII**
Impostazione all'estero di invii della posta-lettere

1. Le amministrazioni postali di America (Stati Uniti), **Australia, Austria**, Regno Unito di Gran Bretagna e Irlanda del Nord, Grecia e **Nuova Zelanda** si riservano il diritto di riscuotere una tassa, in rapporto al costo dei lavori causati, a carico di ogni amministrazione postale che, in base all'articolo **27.4,** rinvii loro degli oggetti i quali, all'origine, non erano stati spediti come invii postali dai loro servizi.

2. In deroga all'articolo **27.4**, l'amministrazione postale del Canada si riserva il diritto di riscuotere dall'amministrazione di origine una remunerazione che le consenta di recuperare, come minimo, i costi sostenuti per il trattamento di tali invii.

3. L'articolo **27.4** autorizza l'amministrazione postale di destinazione a richiedere all'amministrazione di impostazione un'adeguata remunerazione per la distribuzione di invii della posta-lettere impostati all'estero in grande quantità. **L' Australia** e il Regno Unito di Gran Bretagna e Irlanda del Nord **si riservano** il diritto di limitare tale pagamento all'importo corrispondente alla tariffa interna del Paese di destinazione applicabile ad invii equivalenti.

4. L'articolo **27.4** autorizza l'amministrazione postale di destinazione a richiedere all'amministrazione di impostazione un'adeguata remunerazione per la distribuzione di invii della posta-lettere impostati all'estero in grande quantità. I seguenti paesi si riservano il diritto di contenere tale pagamento entro i limiti autorizzati dal Regolamento per il corriere in grande quantità: America (stati Uniti), Banahmas, Barbados, Brunei Darussalam, Cina (Rep.pop.), Regno Unito di Gran Bretagna e Irlanda del Nord, Territori d'oltremare dipendenti dal Regno Unito, Grenada, Guyana, india, Malesia, Nepal, Nuova Zelanda, Paesi Bassi, Antille olandesi e Aruba Santa Lucia, San Vincenzo e Grenadine, Singapore, Sri Lanka, Suriname e Tailandia.

5. Nonostante le riserve di cui al punto 4, i seguenti paesi si riservanio il diritto di applicare, nella loro integrità, le disposizioni dell'articolo **27** della Convenzione al corriere ricevuto dai paesi membri dell'Unione: Germania, Arabia Saudita, Argentina, **Austria,** Benin, Brasile, Burkina Faso, Camerun, Cipro, Costa d'Avorio (Rep.), **Danimarca**, Egitto, Francia, Grecia, Guinea, Israele, Italia, Giappone, Giordania, Libano, **Lussemburgo,** Mali, Marocco, Mauritania, Monaco, **Norvegia**, Portogallo, Senegal, Siria (Rep. araba) e Togo.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

6. In applicazione dell'articolo **27.4**, l'amministrazione postale della Germania si riserva il diritto di richiedere all'amministrazione postale del paese di impostazione degli invii la remunerazione di una somma equivalente a quella che avrebbe riscosso dall'amministrazione postale del paese in cui risiede il mittente.

7. **Nonostante le riserve di cui all'articolo XIII, la Cina (Rep. Pop.) si riserva il diritto di contenere qualunque pagamento a titolo di distribuzione degli invii della pista-lettere impostati all'estero in grande quantità, entro i limiti autorizzati dalla Convenzione dell'UPU e dal Regolamento della posta-lettere per il corriere in grande quantità.**

Articolo **XIV**
Quote parti territoriali eccezionali in arrivo

1. In deroga all'articolo **34,** l'amministrazione postale dell'Afghanistan si riserva il diritto di percepire 7,50 DTS di quota parte territoriale di arrivo eccezionale supplementare per pacco.

Articolo **XV**
Tariffe speciali

1. Le amministrazioni postali di America (Stati Uniti), Belgio e Norvegia hanno la facoltà di percepire, per i pacchi aerei, delle quote parti territoriali più alte di quelle percepite per i pacchi di superficie.

2. L'amministrazione postale del Libano è autorizzata a percepire per i pacchi fino a 1 chilogrammo, la tassa applicabile ai pacchi superiori da 1 a 3 chilogrammi.

3. L'amministrazione postale di Panama (Rep.) è autorizzata a percepire 0,20 DTS per chilogrammo per i pacchi di superficie trasportati per via aerea (S.A.L.) in transito.

In fede di quanto sopra, i sottoscritti Plenipotenziari hanno redatto il presente protocollo, che avrà esecutività e valenza come se le disposizioni in esso contenute fossero inserite nel testo stesso della Convenzione, e l'hanno firmato in un esemplare depositato presso il Direttore Generale dell'Ufficio Internazionale. Una copia sarà consegnata a ciascuna parte dell'**Ufficio Internazionale dell'Unione Postale Universale.**

Bucarest, 5 ottobre 2004

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

Accordo concernente i servizi di pagamento postali

Berna 2004

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

Nota relativa alla stampa dell'Accordo concernente i servizi di pagamento postali

I caratteri in grassetto presenti nel testo indicano le modifiche decise dal Congresso di Bucarest rispetto al testo sottoposto ad approvazione col numero Congrès-Doc **30.Add 1** e Congrès-Doc 30.Add 1.Corr 1.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

Accordo concernente i servizi di pagamento postali

Indice

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

Accordo concernente i servizi di pagamento postali

I sottoscritti, Plenipotenziari dei Governi dei Paesi membri dell'Unione, visto l'articolo 22.4 della Costituzione dell'Unione postale universale conclusa a Vienna il 10 luglio 1964, di comune accordo e su riserva dell'articolo 25.4 della suddetta Costituzione, hanno concertato il seguente Accordo.

Capitolo I
Disposizioni preliminari

Articolo primo
Oggetto dell'accordo e prodotti interessati

1. (testo invariato)
2. (testo invariato)
3. **I Paesi membri notificano al Bureau international, entro i sei mesi successivi alla chiusura del Congresso, il nome e l'indirizzo dell'organo governativo incaricato della supervisione dei servizi finanziari postali, e il nome e l'indirizzo del o degli operatori ufficialmente designati per assicurare i servizi finanziari postali e soddisfare gli obblighi derivanti dagli Atti dell'Unione sul loro territorio.**

3.1 **I Paesi membri notificano al Bureau international, entro i sei mesi successivi alla chiusura del Congresso, le coordinate delle persone responsabili della gestione dei servizi finanziari postali e del servizio reclami.**

3.2 **Tra i due Congressi, ogni cambiamento concernente gli organi governativi, gli operatori e le persone responsabili ufficialmente designate, deve essere notificato al Bureau international il prima possibile.**

4. (testo invariato)

4.1 (testo invariato)

4.2 (testo invariato)

5. (testo invariato)

Capitolo II
Vaglia postale

Articolo 2
Definizione del prodotto (testo invariato).

Articolo 3
Deposito degli ordini (testo invariato)

Articolo 5
Obblighi dell'amministrazione postale di emissione (testo invariato).

Articolo 6
Trasmissione degli ordini (testo invariato)

Articolo 7
Trattamento nel paese di destinazione (testo invariato)

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

Articolo 8
Remunerazione dell'amministrazione postale pagante (testo invariato)

Articolo 9
Obblighi dell'amministrazione postale pagante (testo invariato)

Capitolo III

Bonifico postale

Articolo 10
Definizione del prodotto (testo invariato)

Articolo 11
Deposito degli ordini (testo invariato)

Articolo 12
Tasse (testo invariato)

Articolo 13
Obblighi dell'amministrazione postale di emissione (testo invariato)

Articolo 14
Trasmissione degli ordini (testo invariato)

Articolo 15
Trattamento nel paese di destinazione (testo invariato)

Articolo 16
Remunerazione dell'amministrazione postale pagante (testo invariato)

Articolo 17
Obblighi dell'amministrazione postale pagante (testo invariato)

Capitolo IV
Conti di collegamento, conti mensili, reclami, responsabilità

Articolo 18
Relazioni finanziarie tra le amministrazioni postali partecipanti

1. (testo invariato)
2. (testo invariato)

2.1 **Come regola generale, quando** le amministrazioni postali dispongono di un'istituzione di assegni postali, ognuna di esse si fa aprire, a suo nome presso l'amministrazione corrispondente, un conto di collegamento per mezzo del quale si liquidano i debiti e i crediti reciproci risultanti dagli scambi effettuati a titolo del servizio dei bonifici e dei vaglia e di tutte le altre operazioni che le amministrazioni postali converranno di regolare con questo mezzo.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

2.2 Quando l'amministrazione postale **del paese** di destinazione non dispone di un sistema di assegni postali, il conto di collegamento può essere aperto presso un'altra amministrazione.
2.3 (testo invariato)
2.4 (testo invariato)
2.5 (testo invariato)
3. (testo invariato)
3.1 (testo invariato)
3.2 (testo invariato)
4. (testo invariato)

Articolo 19
Reclami (testo invariato)

Articolo 20
Responsabilità (testo invariato)

Capitolo V
Reti elettroniche

Articolo 21
Regole generali (testo invariato)

Capitolo VI
Disposizioni diverse

Articolo 22
Richiesta di apertura di un conto corrente postale all'estero

1. **Nel caso dell'apertura all'estero di un conto corrente postale o di un altro tipo di conto , o nel caso di richiesta fatta per ottenere un prodotto finanziario all'estero, gli organi postali dei paesi parti del presente Accordo convengono di fornire assistenza sull'utilizzo dei prodotti considerati.**
2. **Le parti possono accordarsi bilateralmente sull'assistenza che possono prestarsi mutuamente sulla procedura dettagliata da seguire e convengono sulle spese relative alla fornitura di tale assistenza.**

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

Capitolo VII
Disposizioni finali

Articolo **23**
Disposizioni finali

1. (testo invariato)
2. (testo invariato)
3. Condizioni d'approvazione delle proposte concernenti il presente Accordo **e il suo Regolamento**

3.1 Per diventare esecutive, le proposte sottoposte al Congresso e relative al presente Accordo devono essere approvate dalla maggioranza dei Paesi membri presenti e votanti **aventi diritto di voto e** facenti parte dell'Accordo. Almeno la metà di tali Paesi membri rappresentati al Congresso **e aventi diritto di voto** devono essere presenti al momento della votazione.

3.2 Per diventare esecutive, le proposte relative al Regolamento di questo Accordo devono essere approvate dalla maggioranza dei membri del Consiglio operativo postale facenti parte dell'Accordo **e aventi diritto di voto.**

3.3 (testo invariato)

3.3.1 i due terzi dei voti, la metà almeno dei Paesi membri parti dell'Accordo **e con diritto di voto partecipanti alla votazione**, se si tratta dell'aggiunta di nuove disposizioni;

3.3.2 la maggioranza dei voti, almeno la metà dei Paesi membri parte dell'Accordo e **con diritto di voto partecipanti alla votazione**, se si tratta di modifiche alle disposizioni del presente Accordo;

3.3.3 (testo invariato)

3.3.4 (testo invariato)

4. Il presente Accordo verrà attuato il **1 gennaio 2006** e resterà in vigore fino all'attuazione degli Atti del prossimo Congresso.

In fede di ciò, i Plenipotenziari dei Governi dei Paesi contraenti hanno firmato il presente Accordo in un esemplare depositato presso il Direttore Generale del Bureau international. Una copia sarà consegnata ad ogni Parte dal **Bureau international dell'Unione postale universale.**

Bucarest, 5 ottobre 2004

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE

NOTE

Il testo delle note qui pubblicato è stato redatto, dall'amministrazione competente per materia, sensi dell'art. 10, comma 3 del testo unico delle disposizioni sulla promulgazione delle leggi e sull'emanazione dei decreti del Presidente della Repubblica e sulle pubblicazioni ufficiali della Repubblica italiana approvato con D.P.R. 28 dicembre 1985, n. 1092, al solo fine di facilitare la lettura delle disposizioni di legge alle quali è operato il rinvio. Restano invariati il valore e l'efficacia degli atti legislativi qui trascritti.

Note alle premesse:

— L'art. 87 della Costituzione conferisce, tra l'altro, al Presidente della Repubblica il potere di promulgare le leggi ed emanare i decreti aventi valore di legge ed i regolamenti.

— Il decreto del Presidente della Repubblica 27 dicembre 1965, n. 1717, provvede al recepimento sul piano interno, mediante regolamento, degli atti internazionali relativi alla costituzione dell'Organismo internazionale denominato «Unione postale universale», con sede in Berna, al quale aderiscono tutti i Paesi riconosciuti dall'ONU».

— Il decreto del Presidente della Repubblica 2 agosto 2002, n. 216, provvede al recepimento sul piano interno, mediante regolamento, di talune modifiche delle regole universali postali apportate nel corso del XXII Congresso dell'Unione postale universale, tenutosi a Pechino dal 23 agosto al 15 settembre 1999.

— Si riporta il testo dell'art. 17 della legge 23 agosto 1988, n. 400 (Disciplina dell'attività di Governo e ordinamento della Presidenza del Consiglio dei Ministri):

«Art. 17 *(Regolamenti)*. — 1. Con decreto del Presidente della Repubblica, previa deliberazione del Consiglio dei Ministri, sentito il parere del Consiglio di Stato che deve pronunziarsi entro novanta giorni dalla richiesta, possono essere emanati regolamenti per disciplinare:

a) l'esecuzione delle leggi e dei decreti legislativi, nonché dei regolamenti comunitari;

b) l'attuazione e l'integrazione delle leggi e dei decreti legislativi recanti norme di principio, esclusi quelli relativi a materie riservate alla competenza regionale;

c) le materie in cui manchi la disciplina da parte di leggi o di atti aventi forza di legge, sempre che non si tratti di materie comunque riservate alla legge;

d) l'organizzazione ed il funzionamento delle amministrazioni pubbliche secondo le disposizioni dettate dalla legge;

e)

2. Con decreto del Presidente della Repubblica, previa deliberazione del Consiglio dei Ministri, sentito il Consiglio di Stato, sono emanati i regolamenti per la disciplina delle materie, non coperte da riserva assoluta di legge prevista dalla Costituzione, per le quali le leggi della Repubblica, autorizzando l'esercizio della potestà regolamentare del Governo, determinano le norme generali regolatrici della materia e dispongono l'abrogazione delle norme vigenti, con effetto dall'entrata in vigore delle norme regolamentari.

3. Con decreto ministeriale possono essere adottati regolamenti nelle materie di competenza del Ministro o di autorità sottordinate al Ministro, quando la legge espressamente conferisca tale potere. Tali regolamenti, per materie di competenza di più Ministri, possono essere adottati con decreti interministeriali, ferma restando la necessità di apposita autorizzazione da parte della legge. I regolamenti ministeriali ed interministeriali non possono dettare norme contrarie a quelle dei regolamenti emanati dal Governo. Essi debbono essere comunicati al Presidente del Consiglio dei Ministri prima della loro emanazione.

4. I regolamenti di cui al comma 1 ed i regolamenti ministeriali ed interministeriali, che devono recare la denominazione di "regolamento", sono adottati previo parere del Consiglio di Stato, sottoposti al visto ed alla registrazione della Corte dei conti e pubblicati nella *Gazzetta Ufficiale*.

4-*bis*. L'organizzazione e la disciplina degli uffici dei Ministeri sono determinate, con regolamenti emanati ai sensi del comma 2, su proposta del Ministro competente d'intesa con il Presidente del Consiglio dei Ministri e con il Ministro del tesoro, nel rispetto dei principi posti dal decreto legislativo 3 febbraio 1993, n. 29, e successive modificazioni, con i contenuti e con l'osservanza dei criteri che seguono:

a) riordino degli uffici di diretta collaborazione con i Ministri ed i Sottosegretari di Stato, stabilendo che tali uffici hanno esclusive competenze di supporto dell'organo di direzione politica e di raccordo tra questo e l'amministrazione;

b) individuazione degli uffici di livello dirigenziale generale, centrali e periferici, mediante diversificazione tra strutture con funzioni finali e con funzioni strumentali e loro organizzazione per funzioni omogenee e secondo criteri di flessibilità eliminando le duplicazioni funzionali;

c) previsione di strumenti di verifica periodica dell'organizzazione e dei risultati;

d) indicazione e revisione periodica della consistenza delle piante organiche;

e) previsione di decreti ministeriali di natura non regolamentare per la definizione dei compiti delle unità dirigenziali nell'ambito degli uffici dirigenziali generali.».

07G0027

GU ITEL — GAZZETTA UFFICIALE ONLINE

AUGUSTA IANNINI, *direttore* FRANCESCO NOCITA, *redattore*

(G702007/1) Roma, 2007 - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato S.p.A. - S.

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

CANONI DI ABBONAMENTO ANNO 2007 (salvo conguaglio) (*)

GAZZETTA UFFICIALE - PARTE I (legislativa)

			CANONE DI ABBONAMENTO	
Tipo A	Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi tutti i supplementi ordinari:			
	(di cui spese di spedizione € 257,04)	- annuale	€	**438,00**
	(di cui spese di spedizione € 128,52)	- semestrale	€	**239,00**
Tipo A1	Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi i soli supplementi ordinari contenenti i provvedimenti legislativi:			
	(di cui spese di spedizione € 132,57)	- annuale	€	**309,00**
	(di cui spese di spedizione € 66,28)	- semestrale	€	**167,00**
Tipo B	Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata agli atti dei giudizi davanti alla Corte Costituzionale:			
	(di cui spese di spedizione € 19,29)	- annuale	€	**68,00**
	(di cui spese di spedizione € 9,64)	- semestrale	€	**43,00**
Tipo C	Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata agli atti della CE:			
	(di cui spese di spedizione € 41,27)	- annuale	€	**168,00**
	(di cui spese di spedizione € 20,63)	- semestrale	€	**91,00**
Tipo D	Abbonamento ai fascicoli della serie destinata alle leggi e regolamenti regionali:			
	(di cui spese di spedizione € 15,31)	- annuale	€	**65,00**
	(di cui spese di spedizione € 7,65)	- semestrale	€	**40,00**
Tipo E	Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata ai concorsi indetti dallo Stato e dalle altre pubbliche amministrazioni:			
	(di cui spese di spedizione € 50,02)	- annuale	€	**167,00**
	(di cui spese di spedizione € 25,01)	- semestrale	€	**90,00**
Tipo F	Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi tutti i supplementi ordinari, ed ai fascicoli delle quattro serie speciali:			
	(di cui spese di spedizione € 383,93)	- annuale	€	**819,00**
	(di cui spese di spedizione € 191,46)	- semestrale	€	**431,00**
Tipo F1	Abbonamento ai fascicoli della serie generale inclusi i supplementi ordinari con i provvedimenti legislativi e ai fascicoli delle quattro serie speciali:			
	(di cui spese di spedizione € 264,45)	- annuale	€	**682,00**
	(di cui spese di spedizione € 132,22)	- semestrale	€	**357,00**

N.B.: L'abbonamento alla GURI tipo A, A1, F, F1 comprende gli indici mensili
Integrando con la somma di € 80,00 il versamento relativo al tipo di abbonamento alla *Gazzetta Ufficiale* - parte prima - prescelto, si riceverà anche l'**Indice Repertorio Annuale Cronologico per materie anno 2007.**

CONTO RIASSUNTIVO DEL TESORO

Abbonamento annuo (incluse spese di spedizione)	€	**56,00**

PREZZI DI VENDITA A FASCICOLI
(Oltre le spese di spedizione)

Prezzi di vendita:		
	serie generale	€ 1,00
	serie speciali (escluso concorsi), ogni 16 pagine o frazione	€ 1,00
	fascicolo serie speciale, *concorsi*, prezzo unico	€ 1,50
	supplementi (ordinari e straordinari), ogni 16 pagine o frazione	€ 1,00
	fascicolo Bollettino Estrazioni, ogni 16 pagine o frazione	€ 1,00
	fascicolo Conto Riassuntivo del Tesoro, prezzo unico	€ 6,00

I.V.A. 4% a carico dell'Editore

5ª SERIE SPECIALE - CONTRATTI ED APPALTI

(di cui spese di spedizione € 127,00)	- annuale	€	**295,00**
(di cui spese di spedizione € 73,00)	- semestrale	€	**162,00**

GAZZETTA UFFICIALE - PARTE II

(di cui spese di spedizione € 39,40)	- annuale	€	**85,00**
(di cui spese di spedizione € 20,60)	- semestrale	€	**53,00**

Prezzo di vendita di un fascicolo, ogni 16 pagine o frazione (oltre le spese di spedizione) € 1,00
I.V.A. 20% inclusa

RACCOLTA UFFICIALE DEGLI ATTI NORMATIVI

Abbonamento annuo		€	**190,00**
Abbonamento annuo per regioni, province e comuni - SCONTO 5%		€	**180,50**
Volume separato (oltre le spese di spedizione)	€ 18,00		

I.V.A. 4% a carico dell'Editore

Per l'estero i prezzi di vendita, in abbonamento ed a fascicoli separati, anche per le annate arretrate, compresi i fascicoli dei supplementi ordinari e straordinari, devono intendersi raddoppiati. Per il territorio nazionale i prezzi di vendita dei fascicoli separati, compresi i supplementi ordinari e straordinari, relativi ad anni precedenti, devono intendersi raddoppiati. Per intere annate è raddoppiato il prezzo dell'abbonamento in corso. Le spese di spedizione relative alle richieste di invio per corrispondenza di singoli fascicoli, vengono stabilite, di volta in volta, in base alle copie richieste.

N.B. - Gli abbonamenti annui decorrono dal 1° gennaio al 31 dicembre, i semestrali dal 1° gennaio al 30 giugno e dal 1° luglio al 31 dicembre.

RESTANO CONFERMATI GLI SCONTI IN USO APPLICATI AI SOLI COSTI DI ABBONAMENTO

ABBONAMENTI UFFICI STATALI
Resta confermata la riduzione del 52% applicata sul solo costo di abbonamento

* tariffe postali di cui al Decreto 13 novembre 2002 (G.U. n. 289/2002) e D.P.C.M. 27 novembre 2002 n. 294 (G.U. 1/2003) per soggetti iscritti al R.O.C.

COPIA TRATTA DA GURITEL — GAZZETTA UFFICIALE ON-LINE